

Dis-moi comment tu traites les femmes, je te dirai ton degré d'humanité

Jour après jour nous faisons la triste constatation que la violence envers les femmes est toujours d'actualité, au quotidien ou lors des conflits armés. Aucune société, région ou culture n'échappe à cette constante: les femmes sont victimes de violence dans leur environnement le plus proche, famille, travail, voire Eglise.

Et cette violence décuple lors de conflits, car les femmes sont le trophée du vainqueur, le repos du guerrier et aussi un outil pour affaiblir et déshonorer l'ennemi.

Nous pouvons toutefois observer quelques progrès dans la prise en compte de cet état de faits. Le droit international considère le viol et les autres formes de violence sexuelle perpétrées par des combattants comme une infraction grave aux conventions de Genève. Les Nations Unies ont nommé, il y a quelques années déjà, une femme, rapporteur sur la violence. Par ailleurs, le Conseil œcuménique des Eglises a appelé à une décennie de lutte contre la violence envers les femmes. En Suisse, le sujet n'est plus tabou. Enfin le Bureau fédéral de l'égalité vient de se voir attribuer trois personnes supplémentaires dont le mandat sera de tenter de comprendre les mécanismes de violence, de conseiller et d'établir des stratégies de lutte. Mais surtout, et c'est le plus important, aujourd'hui les femmes osent parler, même quand elles subis-

sent cette violence dans leur propre famille.

Cette prise de parole se vérifie partout dans le monde, comme le révèle notamment cette action entreprise par les Mamans du Congo.

Exemplaire

Dans sa mission de promouvoir la femme et la famille dans le diocèse de Bukavu, le Centre Olame a été interpellé sur de nombreux cas de viol et autres traumatismes dont les femmes sont victimes dans les différentes paroisses.

Quelle réponse apporter? Orienter les victimes vers un bureau d'écoute. Une action qui nécessite une grande confidentialité et demande l'intervention des Mamans responsables paroissiales. L'entretien porte sur des faits très concrets: date, lieu, type de violence, auteur de la violence etc. Cet accueil se double d'une aide matérielle, si cela s'avère nécessaire.

Action élargie

Mais l'action va plus loin. Les Mamans responsables suivent une formation de secouristes pour la paix, donnée par une religieuse qui a séjourné trois ans au Canada pour s'initier à l'accompagnement des personnes traumatisées. Parallèlement, une campagne de sensibilisation des religieux, des religieuses, des maris et des familles assure la réinsertion sociale de la victime, car l'offense faite à la femme touche la communauté toute entière. A plus large échelle, le Centre Olame transmet ses expériences

à Human Right Watch (ONG internationale) et participe aux actions de lobbying au niveau international, via des organisations partenaires luttant à tous les niveaux contre la violence envers les femmes.

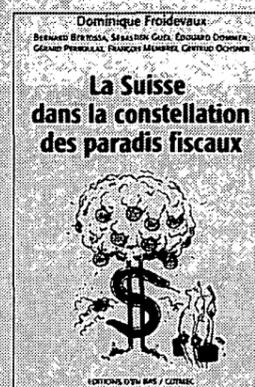
Du local au global

N'est-ce pas là une action exemplaire qui part de l'appui de la victime, s'élargit à la communauté proche et se donne les moyens d'aller jusqu'à l'international. Elle nécessite suivi et cohérence entre le vécu et la loi, entre le local et le global, entre le personnel et le collectif. Car la compassion et la charité – si nécessaires et précieuses soient-elles – ne suffisent pas à assurer le droit, la protection, la dignité. ■

Maryse Durrer

Source: Muzire... Bwacire, feuillet de liaison des femmes du diocèse de Bukavu

Idee de cadeau de Noël: offrez un livre!



Pour y voir plus clair dans le monde de la fiscalité qui nous concerne aussi en tant que citoyens.

Agenda

La Fédération romande des socialistes chrétiens organise une **Journée de rencontre**, le samedi 1er février 2003, au Restaurant La Grange à Yverdon-Les-Bains, sur le thème **«Argent Sale et évasion fiscale: De l'indignation à la reconstruction»**.
Renseignements: Pierre Aguet, président romand et ancien conseiller national, Général Guisan 73, 1800 Vevey, 021 921 97 71.

COTMEC
 bd du Pont-d'Arve 16
 1205 GENEVE
 CH

JAB
 1231 Conches

Changement d'Adresse
 16, Bd. du Pont-d'Arve
 CH-1205 Genève

COTMEC
 Commission Tiers Monde de l'Eglise catholique
 16, Bd. du Pont-d'Arve
 CH-1205 GENEVE
 Tél : +41 22 708 00 78
 Fax: +41 22 708 00 79
 E-mail: cotmec@worldcom.ch
 Web: www.cath.ch/cotmec
 CCP: 12-21551-1

COTMEC-INFO est Mensuel

Abonnement: Frs 20.- /an
 Rédactrice Responsable: Nicole Kunz
 Imprimerie: Fornara / GE

AVIS AUX ABONNES
 Grâce à vous notre bulletin s'auto-finance chaque année, ce qui est un atout indispensable pour notre travail. Nous pouvons maintenir un abonnement à un prix accessible à tous si nous augmentons le nombre de nos abonnés. Merci donc de FAIRE CONNAÎTRE COTMEC-INFO autour de vous. Nous l'envoyons gratuitement à des correspondants dans des pays du Sud grâce aux dons supplémentaires.
 Grand MERCI à ceux qui soutiennent ainsi ces échanges. Les personnes qui ont reçu un abonnement en cadeau de la part de leurs connaissances ou qui auraient des difficultés financières ne sont pas concernées par les frais d'abonnement.

Mensuel - Abonnement annuel Frs: 20.-

N° 246 - Janvier 2003

Supplément:
 La Suisse dans la constellation des paradis fiscaux

commission tiers monde de l'Eglise catholique

Billet évangélique Plus jamais... la faim!

Oh! lala, je risque encore d'être grincheux et morose à la veille de Noël. A vous couper l'appétit face à la dinde dorée qui mijote dans votre four sur une montagne de marrons parfumés... Je sais bien que cela ne se fait pas. Mais, tant pis, je vous le dis quand même et je me le répète aussi.

Hier soir, la TV nous montrait des dizaines de bambins argentins sous-alimentés, aussi squelettiques que les petits biaux des années 60. Nous sommes habitués à ce genre de «spectacle», surtout quand un journaliste promène sa caméra sous quelques sombres tropiques. Chaque année meurent affamés en Afrique, aux Indes, ou dans quelque Bangladesh! Bon, c'est le Tiers-Monde tout ça, disons-nous pour nous rassurer. Merci bon Dieu de ne n'y être pas né! Mais quand une gosse de deux ans meurt d' inanition dans un immeuble de Genève, c'est le scandale et l'émoi dans toute la République! Quand des mamans argentines tendent la main pour recevoir un peu de lait pour leurs nouveaux-nés, la révolte gronde sur les rives du Rio de la Plata. Les descendants des colons européens qui ont fait de ces terres australes le paradis du beefsteak peuvent-ils accepter de voir leurs rejetons mourir de faim? «Quelque chose est pourri au Royaume du Danemark», aurait dit Shakespeare. Quelque chose est profondément déréglé dans la machine humaine et sans doute sur la surface du globe aussi.

Bon, c'est Noël tout de même. Un prophète nous annonce la venue d'un Dieu-Berger qui «de ses bras enlace les agneaux, les serre contre sa poitrine et prend soin des brebis qui allaitent». Belle image de tendresse et heureux contrepoids à la cruauté humaine! Nous serions dans l'erreur cependant, si nous pensions que Dieu est responsable de notre chaos, et dans l'illusion aussi si nous estimions que le berger, si divin soit-il, ait tout à faire pour y remédier. Sans nous! ■

Guy Musy

Edito

Asile: payer le prix

«Nous suivons notre argent», nous disaient, non sans malice, des requérants d'asile zaïrois au temps de Mobutu pour expliquer leur choix de la Suisse. Au vu de la dernière votation sur le sujet de l'asile, la moitié des citoyens helvétiques ne semblent pas comprendre pourquoi l'on débarque chez nous des quatre coins de la planète. Nos lecteurs, eux, savent bien qu'une grande partie de la population mondiale souffre de persécutions, de violations des droits fondamentaux et de misère.

Qu'avons-nous à voir avec cela? Si la Suisse n'a pas participé directement à l'esclavage ou à la colonisation, causes lointaines mais toujours actuelles dans leurs effets, n'est-elle pas impliquée dans un système économique qui génère frustrations et inégalités?

Deux options s'offrent à nous. La première, prônée par l'UDC, consiste à se barricader pour ne laisser filtrer que de rares élus et rejeter la plupart de ceux qui réussiraient malgré tout à pénétrer dans notre sanctuaire. L'ennui, c'est qu'ainsi enfermé, on finit par se racornir et moisir. La deuxième consiste à payer le prix des persécutions et de l'injustice, même si nous n'en sommes pas les seuls coupables.

Payer le prix, c'est accueillir humanement les requérants d'asile, en faisant face aux difficultés que cela implique. Car c'est vrai, leur présence crée des difficultés et coûte de l'argent. Certains d'entre eux se livrent au trafic de drogue. Le code pénal leur est applicable, comme aux autres délinquants.

On ne peut cependant considérer l'ensemble des requérants d'asile comme un fardeau. Quand on le leur permet, ils travaillent en accomplissant souvent des tâches dont nous ne voulons plus. Leur contribution à notre société peut aller bien au-delà... Entrer en relation avec ces hommes et ces femmes est aussi un privilège. Comprenne qui pourra!

Se laisser entraîner sur la pente du «durcissement» qui limite l'assistance à la survie et tenir un discours qui attise les peurs plutôt qu'il ne les calme, n'est pas une option. Plutôt un non choix d'autorités fédérales à la traîne de l'UDC. N'y a-t-il pas contradiction entre une politique de dissuasion et les belles déclarations – chuchotées à voix de plus en plus inaudible – sur notre tradition humanitaire? La nouvelle révision de la loi sur l'asile déposée au Parlement ne va pas dans le bon sens. Et le vote du 24 novembre (comme l'approche des élections) incitera nos députés à encore plus de dureté...

Mieux vaut payer le prix – somme toute pas si élevé – face à la souffrance d'une grande partie de l'humanité. Apprenons aussi à saisir la chance que constitue la présence des requérants d'asile parmi nous. Coïncidence: le dimanche de la votation, on lisait ce passage de l'Evangile lors des célébrations: «Venez, les bénis de mon Père, recevez en héritage le Royaume préparé pour vous depuis la création du monde. Car j'avais faim, et vous m'avez donné à manger (...) j'étais un étranger, et vous m'avez accueilli...» ■

Michel Bavarel

Pas de médicaments pour les plus pauvres!

Selon l'OMS, un tiers de la population mondiale n'a pas l'argent pour acheter les médicaments essentiels. Pire encore, une personne sur deux n'y a pas accès dans certains pays d'Afrique et d'Asie, alors que c'est dans ces régions que le sida, la tuberculose et le paludisme font d'énormes ravages... C'est pourquoi l'an dernier à Doha, les pays en développement ont demandé à l'OMS de pouvoir se procurer des versions génériques bon marché de médicaments. Or jusqu'ici, leur demande n'a pas été entendue. Pourquoi? Parce que les pays riches veulent tirer le maximum de profit des brevets qui leur assurent un monopole.

Notre pays fait hélas partie du noyau dur de ces pays égoïstes, à côté des USA et du Japon! Jugant cette attitude inadmissible, la Déclaration de Berne a lancé un pressant appel à nos autorités. Elle demande «que la Suisse réponde favorablement aux demandes des pays en développement pour lutter contre les problèmes de santé publique, et cesse de se borner à défendre les intérêts de son industrie pharmaceutique.»

La COTMEC s'associe à cet appel, en souhaitant qu'il aboutisse rapidement. ■

Jacques Perroux

Fiscalité de l'épargne:

le Conseil fédéral trop pressé de plaire aux banques

Pressé par les banques, le Conseil fédéral s'enferme dans une stratégie de court terme au service des fortunes européennes cherchant à échapper à leurs obligations fiscales. Il prend le risque de ruiner la crédibilité de la Suisse et s'interdit de promouvoir une place financière responsable et viable à long terme. Une attitude plus constructive serait pourtant possible dans les négociations avec l'Union européenne, sans abandonner pour autant le secret bancaire.

Accepter l'échange d'information selon le modèle européen ne revient pas à abandonner le secret bancaire. Ceux qui prétendent cela se trompent ou, plus grave, nous trompent. L'enjeu est une collaboration en matière de fiscalité de l'épargne qui s'étend à l'évasion fiscale. Est-ce une revendication exagérée? Non, car l'évasion fiscale n'est pas moins qu'une tricherie. Elle consiste, pour un non-résident, à cacher à son pays les avoirs qu'il a placés en Suisse. Ce comportement lèse considérablement les Etats européens qui sont nos premiers partenaires commerciaux et culturels. Et l'on commence à prendre la mesure des

effets désastreux que cela peut avoir pour les pays du tiers-monde. L'évasion fiscale ne vaut pas mieux que la fraude fiscale, laquelle donne déjà lieu, aujourd'hui, à une levée du secret bancaire.

Collaborer avec l'UE

Pour tout ce qui ne relève pas de l'évasion fiscale et des agissements tombant sous le coup du Code pénal, le secret bancaire serait maintenu et une banque suisse continuerait, comme aujourd'hui, à ne pas être autorisée à divulguer à des tiers l'existence ou le contenu de sa relation avec son client. Il faut donc cesser d'affirmer que l'acceptation de l'échange d'informations revient à renoncer au secret bancaire. Surtout lorsque l'on sait que les négociateurs de l'Union européenne seraient prêts à accepter un échange d'informations non pas automatique comme il se pratique dans certains pays européens, mais à la demande, impliquant simplement que la Suisse n'entrave plus les enquêtes portant sur l'évasion fiscale.

Par ailleurs, prétendre que la place financière suisse serait en péril en cas de collaboration dans le domaine fiscal avec l'Union européenne fragilise la réputation du secteur bancaire la tricherie y est protégée. Quant à la question de la con-

currence entre places financières, en réalité, elle ne se pose pas. Il est en effet convenu que tous les Etats de l'Union européenne ainsi que leurs territoires associés, adoptent des réglementations identiques ou équivalentes. Les «règles du jeu» seront donc les mêmes pour tous. Dans une perspective plus constructive, le Conseil fédéral pourrait sortir son acceptation à la condition que les autres Etats concernés fassent les mêmes concessions.

Impôt anticipé

La Suisse tente de défendre son système de retenue à la source. Pour le promouvoir efficacement, il faudrait le rendre plus performant chez nous. Les banques se sont spécialisées ces dernières années dans l'offre à leurs clients de placements qui échappent à l'impôt anticipé: ainsi, le relevé annuel d'un compte bancaire suisse est divisé entre les valeurs soumises à l'impôt anticipé et celles qui ne le sont pas, les premières ne représentant souvent que la portion congrue pour les contribuables les plus riches. Ce système favorable aux nantis n'est pas défendable.

Rester crédibles

La tradition bancaire suisse repose heureusement sur d'autres valeurs que la protection des tricheurs. Seule une crédibilité sans

faillie permettra aux banques de se profiler comme intermédiaires sérieux au niveau international. Car le maintien de zones grises autour de l'évasion fiscale réduirait à néant tous les efforts de notre pays en matière de lutte contre l'argent criminel. On sait en effet que l'argent noir emprunte les mêmes canaux que l'évasion fiscale. Cela accroît les risques pour la réputation des banques suisses. Combien de scandales pouvons-nous encore nous permettre avant que le Conseil fédéral adopte une attitude plus responsable? ■

Dominique Froidevaux et François Membrez

Depuis le Forum social de Florence, un réseau international s'est créé pour combattre la criminalité financière et l'évasion fiscale. En Suisse, la Cotmec constitue un relais, aux côtés de la Communauté de travail des organisations d'entraide et de la DB. Le souci prioritaire de ce réseau en Suisse: faire entendre les préoccupations du sud dans les questions et notamment revendiquer qu'ils aient voix au chapitre et faire en sorte qu'il aient les mêmes droits que ceux qui sont négociés dans les pays européens ou les USA. (www.local.attac.org/romans/)

Rwanda:

Des informaticiens aux pieds nus

Nyarurema, un petit village situé dans le Mutara, au Nord-Est du Rwanda à la frontière avec l'Ouganda. Au premier regard, rien ici ne témoigne des atrocités qui ont rendu tristement célèbre ce petit pays de la région des grands lacs. Seule la vieille carcasse rouillée d'un véhicule blindé, au bord de la piste reliant Nyagatare (le chef lieu) à Nyarurema, rappelle que c'est dans cette région que le premier coup de canon a tonné, ce fameux 1^{er} octobre 1990.

Sur la colline surplombant le village trône la paroisse catholique de Nyarurema et, en contre bas, Cotmec-info/1&2-03/246-2

l'école technique paroissiale. Une école qui dispense une formation de niveau secondaire en informatique. Cette école est née en 1997 de la volonté folle de Daniele, un père italien, qui a voulu apporter ainsi sa part de réponse au défi de la réconciliation, en mettant à la disposition des élèves un savoir utile, un outil indispensable et en même temps une ouverture sur le futur. L'école est mixte et compte près de 400 élèves. Sa première promotion a eu lieu cette année. Sur 17 candidats, 15 ont réussi avec succès aux épreuves nationales de fin de cycle secondaire. Certains ont été directement happés par le marché de l'emploi, tandis que les autres envisagent de poursuivre leur formation au KIST (Kigali Institute of Technology).

Il est déconcertant d'observer l'aisance avec laquelle ces jeunes paysans rwandais s'essaient à la programmation ou à l'explo-

ration d'internet alors que l'unique outil technologique en leur possession jusqu'ici était le transistor familial, et encore! La plupart en effet vient de familles très modestes dont les demeures ne disposent ni d'eau courante ni d'électricité. Un véritable saut dans le temps.

Back to the future

Certes, on ne roule pas ici au Pentium IV: quelques vieux Olivetti 486 et quelques Compacq Pentium I font bien l'affaire, malgré leur lenteur. Le corps enseignant est plutôt bien étoffé. A côté des nationaux dont bon nombre sont de formation universitaire, il y a bien sûr le père Daniele, féru d'informatique, et deux volontaires: un Suisse de l'organisme Eirene et un italien de Amici dei Popoli.

L'engouement pour les nouvelles technologies est frappant au

Rwanda et l'on ne peut s'empêcher de demander si le pays ne ferait pas mieux de donner la priorité aux besoins primaires de la population. Mais l'ouverture que constitue l'apprentissage de l'informatique pour un jeune paysan dont l'horizon jusqu'ici ne dépassait pas les limites du village est un bénéfice tout aussi essentiel. C'est tout un univers des possibles qui s'ouvre à lui, une ascension sociale phénoménale.

L'an prochain, le père Daniele retourne en Italie: l'école devra continuer à relever le défi grâce notamment au réseau de soutien qui s'est créé autour d'elle. Nyarurema est une goutte d'eau - deux écoles seulement de ce type au Rwanda -, un début. C'est surtout le signe tangible que rien n'est impossible lorsque la volonté humaine se met au service d'une utopie. ■

Justin Kahamaile

Par un autre bout de la lorgnette

Relations Suisse - Afrique du Sud

Roland Pasquier a eu l'occasion de se rendre en Afrique du sud du 13 au 23 octobre pour accompagner son épouse (Liliane Maury Pasquier) lors d'une visite officielle. Ils ont pu visiter des projets soutenus par la DDC et rencontrer des membres du Parlement. Une visite passionnante, dont voici quelques impressions, subjectives et objectives. Partage.

Tout le monde roule portes et fenêtres verrouillées. C'est la première chose qui frappe en arrivant sur le sol sud africain par cette chaude soirée de printemps. C'est une des conséquences du sentiment d'insécurité qui règne dans les villes. Le pays détient un triste record du monde avec ses 20 000 meurtres par année.

Les processus qui amènent à cet état de fait apparaissent immédiatement dès qu'on voit les profondes disparités que côtoient les habitants urbains. On passe sans transition du bidonville - où s'entassent des constructions faites de palettes et de tôles - aux quartiers sécurisés, véritables fortifications avec gardes à l'entrée; des townships, bâtis au cordeau comme des parkings, aux somptueuses résidences avec jardin, piscine et vue sur la mer. A première vue, on peut superposer le calque de la répartition des Noirs et des Blancs à celui des pauvres et des riches.

Alors quoi, rien n'aurait changé depuis la chute du régime de l'apartheid en 1994?

One man, one vote

Pourtant si. Il y a une différence fondamentale: chaque adulte a le droit de vote. Et dès lors, de profonds changements se mettent en œuvre. La réconciliation s'opère et la démocratie, décidée dans la lettre il y a huit ans, se construit dans les faits.

Les petits Helvètes, avec leurs quatre régions linguistiques, ne peuvent qu'être fascinés par cette volonté farouche - et quasiment prophétique - de construire une démocratie avec un peuple qui reconnaît 11 langues officielles, qui a 13 partis représentés au Parlement et qui doit composer avec des ethnies aussi différentes que les Zoulous à la tradition guerrière et les pacifistes Bochimans. Sans oublier que certains groupes ont encore leur Roi!

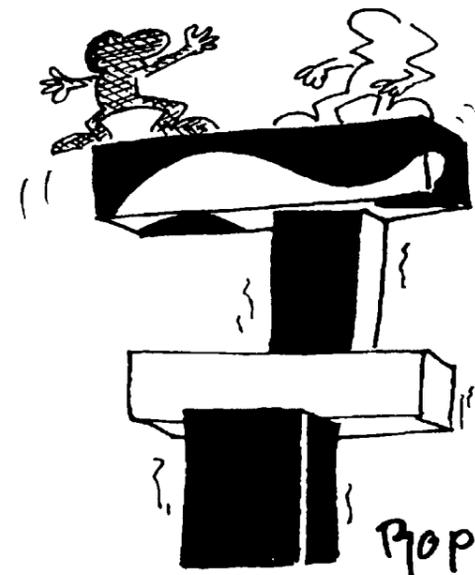
Une visite au Parlement confirme cette réalité du changement. L'ANC occupe les deux tiers de l'hémicycle, l'Assemblée détient un record de participation féminine, les débats des commissions sont publics, la Constitution est l'une des plus progressistes de la planète et les parlementaires, de toutes couleurs et de toutes régions, affichent une volonté de pratiquer le dialogue constructif, sans se départir d'un sens de l'humour qui semble cimenter leurs relations.

Quand on se souvient qu'il y a une dizaine d'années seulement la porte du Parlement n'était fran-

ple, doit faire face à de gigantesques problèmes matériels. Mais ceux-ci paraissent mineurs face à l'urgence éducative qu'est la prévention du sida.

Education et sida

Un fléau qui atteint plus du 30% de la population et décime pratiquement la génération des 25-40 ans chez les plus pauvres. Ainsi, à Bizana où la DDC soutient un programme de formation d'enseignants, l'application du projet est-elle limitée par les décès parmi le personnel enseignant séropositif!



sont regroupées toutes les instances - institutionnelles et civiles - qui accompagnent la transition de l'ancien régime à la démocratie. La DDC prend une part active dans plusieurs organismes, notamment l'Institut pour la justice et la réconciliation faisant suite aux travaux de Vérité et Réconciliation, la commission présidée par Desmond Tutu qui vient de rendre son rapport.

Espérance réaliste

Les personnes que nous avons pu rencontrer font preuve à la fois de réalisme et d'espérance. Elles sont conscientes des difficultés à surmonter, elles n'attendent pas de nouveaux messies, mais retroussent leurs manches pour avancer vers une Afrique du Sud plus égalitaire: *equitably, not equal*. Elles savent que le chemin à parcourir est encore très long. Se gardant de tout esprit revancharde, elles vivent la réconciliation au quotidien et cela est remarquable. Un tel processus de transition ne peut se finaliser en une décennie, et l'on ne peut qu'engager le gouvernement suisse à prolonger la vie des projets dont le financement n'est pas assuré actuellement au-delà de 2004!

Sur le fil du rasoir

Nelson Mandela a incontestablement été un leader charismatique. Le prisonnier devenu président est maintenant âgé. Le nouveau gouvernement a une tâche colossale à mener alors que l'euphorie de 1994 est sans doute retombée.

Les gens qui ont permis la chute du régime de l'apartheid sont de la génération montante. Le fléau du sida est tel qu'il manque pratiquement une génération.

Dans ce contexte, on imagine sans peine qu'un nouveau leader aux idées simplificatrices pourrait se lever et remporter l'adhésion des enfants et jeunes d'aujourd'hui qui n'ont pas vécu l'Histoire et ne connaissent que leur situation de pauvre, d'orphelin et de chômeur.

La démocratie en Afrique du Sud est un formidable espoir pour toute l'Afrique... mais elle est sur le fil du rasoir.

Comme nous avons pu le constater en approchant les projets de la DDC, quand on regarde les statistiques, on se dit que la partie est perdue; mais quand on rencontre les personnes qui œuvrent au quotidien sur le terrain on est touché par cette puissante espérance qui les anime. ■

Roland Pasquier

Sous le terme de gouvernance

[...] La législation suisse ne considère pas l'omission fiscale comme un délit. De ce fait les banquiers suisses se sentent autorisés à accueillir en toute quiétude l'évasion fiscale. Cette pratique a des conséquences dommageables pour de nombreux pays: la libéralisation des marchés financiers permet aux seuls détenteurs de grosses fortunes de bénéficier de cet accueil privilégié.

Dans les pays lésés, la pression fiscale repose donc davantage sur les petits et moyens revenus qui n'ont aucun moyen d'échapper à leurs obligations. Cela met en péril le principe fondamental de l'égalité de tous devant l'impôt et affaiblit les Etats qui doivent pourtant assumer des tâches toujours plus lourdes. On imagine sans peine que, si les pays riches sont grave-

ment touchés, les pays du Sud le sont encore plus dangereusement. L'évasion fiscale des pays des Sud qui aboutit dans les coffres des banques suisses est évaluée à un montant cinq fois supérieur à celui versé par la Confédération au titre de l'aide au développement. Les citoyens suisses n'ont-ils pas le droit de dénoncer ces abus qui décrédibilisent leurs efforts de solidarité? Cela représente une véritable catastrophe humaine pour des pays dont les infrastructures indispensables pour la survie et le développement sont déjà nettement insuffisantes.[...]

L'opacité du secteur bancaire concerne aussi directement les citoyens suisses. Car l'omission fiscale est une pratique courante chez les contribuables aisés de Suisse: alors que le simple salarié n'a que peu de moyens d'échapper à l'impôt fédéral anticipé et à la déclaration de ses revenus et fortune, les citoyens

aisés ont à leur disposition toute une panoplie de moyens pour échapper à l'impôt en toute discrétion. [...] Les banques produisent des statistiques qui mettent en avant les rentrées «importantes» du secteur bancaire, jamais les conséquences dommageables de la fraude et de la soustraction d'impôt.

Les interpellations qui surgissent au niveau international devraient donc nous interroger quant à l'efficacité de notre propre système fiscal. Lorsque, dans le cadre des négociations bilatérales avec l'UE, le Conseil fédéral propose une redistribution du produit de l'impôt fédéral anticipé pour échapper à l'échange d'information bancaires que réclament ses partenaires européens, est-il crédible? Non, car cet impôt est largement détourné par les détenteurs de grosses fortunes étrangers qui déposent leurs avoirs en Suisse.[...]■

D.Froidevaux, 17 juin 2002

Argent sale et évasion fiscale: De l'indignation à la reconstruction

Journée des Socialistes chrétiens romands, 1^{er} février à Yverdon-les-Bains

Dans le cadre d'une rencontre réalisée à Lausanne par Attac, un professeur d'économie parisien arrivait à la conclusion que, sans les tricheries et sans l'utilisation des paradis fiscaux, le système capitaliste ne pourrait ne pourrait probablement pas fonctionner.

Le monde est pourtant organisé selon des règles relativement acceptables et plus ou moins précises, assez semblables dans tous les pays. Seul le droit suisse ne considère pas comme un délit le fait d'éluder ses devoirs fiscaux. En plus, avec notre système de l'impôt anticipé, les revenus de l'épargne sont taxés proportionnellement et non progressivement. Y avons-nous jamais pensé?

L'Agence Télégraphique Suisse nous a rappelé récemment quelques chiffres qui illustrent de dramatiques réalités: la mafia italienne s'est mis 90 milliards de francs dans la poche en 2001 grâce au racket des petites et moyennes entreprises. Le blanchiment d'argent dans le monde, cette même année, est estimé à 1290 milliards de

nos francs. Seul un millième de cette somme aura été découvert par les faibles moyens actuels de détection. On estime que les divers trafics, la prostitution et le vol sont l'origine de 46% de cette somme colossale, la drogue en fournit 34% et la fraude fiscale ou



douanière 19%. Le 1% qui manque à cette récapitulation sera reçu avec reconnaissance sur le CCP de l'Espoir du Monde qui le recyclera bien plus honnêtement...

Comment tous ces trafics sont-ils organisés? Est-ce vraiment si important de payer ses impôts? Comment se battent ceux qui luttent contre l'impunité des trafiquants d'argent? la partie «honnête» de l'économie mondiale n'est-elle pas bientôt entièrement contrôlée par ces capitaux mal acquis? Le comportement, l'incompétence et les

escroqueries (appelées erreurs comptables) des grands patrons de notre économie (Swissair, Crédit Suisse, Rentenanstalt, Banques Cantonales Genevoise et Vaudoise) et celles des Etats-Unis ou de la France voisine ne pourraient-elles pas s'expliquer par ce seul phénomène?

Bernard Bertossa Dominique Froidevaux et Edouard Dommen approfondiront ces questions avec vous, à Yverdon-les-Bains, le samedi 1^{er} février prochain, au restaurant La Grange.■

Pierre Aguet,

Président de la fédération romande des Socialistes chrétiens, ancien conseiller national

Supplément 246
du mensuel Cotmec-info

Editeur:
COTMEC - Commission Tiers Monde
de l'Eglise catholique
16, Pont-d'Arve, CH-1205 Genève
Tél.: (41 22) 708 00 78 / Fax: 708 00 79
www.cath.ch/cotmec

La Suisse dans la constellation des paradis fiscaux

COTMEC-info
Janvier-Février 2003
Supplément

Sommaire:

- 2-4 Articles parus dans la presse romande sur la publication *La Suisse dans la constellation des paradis fiscaux*
- 4 Journée organisée par les Socialistes chrétiens romands sur le thème *Argent sale et évasion fiscale*



Edito

Six mois après sa parution, notre «dernier-né» a déjà fait du chemin: présenté lors de différents forums, ateliers et conférences, il a bénéficié d'une très bonne couverture dans la presse suisse avec des échos jusqu'en Belgique. Moneta, la revue de la Banque alternative, lui a fait la part belle lors de son cinquième anniversaire: en plus d'une conférence sur le thème de «Secret bancaire: regard citoyen sur un mythe fondateur de l'identité suisse» elle offre notre ouvrage comme cadeau de bienvenue à chaque nouvel abonné. Il faut dire que la problématique qui tombe sous le champ de notre ouvrage se maintient sur le devant de la scène avec les nombreuses affaires financières qui continuent d'alimenter les rubriques économiques des différents journaux, les négociations sur la fiscalité de l'épargne, sous la pression des négociations bilatérales, et une nouvelle campagne européenne sur «La délinquance financière et les paradis fiscaux».

Rien que pour le début de l'année prochaine, on peut retenir déjà deux dates où les paradis fiscaux seront à l'honneur: le 23 janvier à l'autre Davos, qui aura pour thème «Du capitalisme de casino au capitalisme de caserne» et le 1^{er} février à Yverdon-les-Bains, où la Fédération romande des socialistes chrétiens tiendra une journée de conférence sur le thème «Argent sale et évasion fiscale: de l'indignation à la reconstruction»¹ avec la participation de plusieurs auteurs dont E. Dommen, D. Froidevaux, B. Bertossa.

En attendant, voici déjà un panachage d'extraits parus dans la presse.■

Astrid Lehr

¹Voir ci-après en p.4. Renseignements au 021 921 97 71

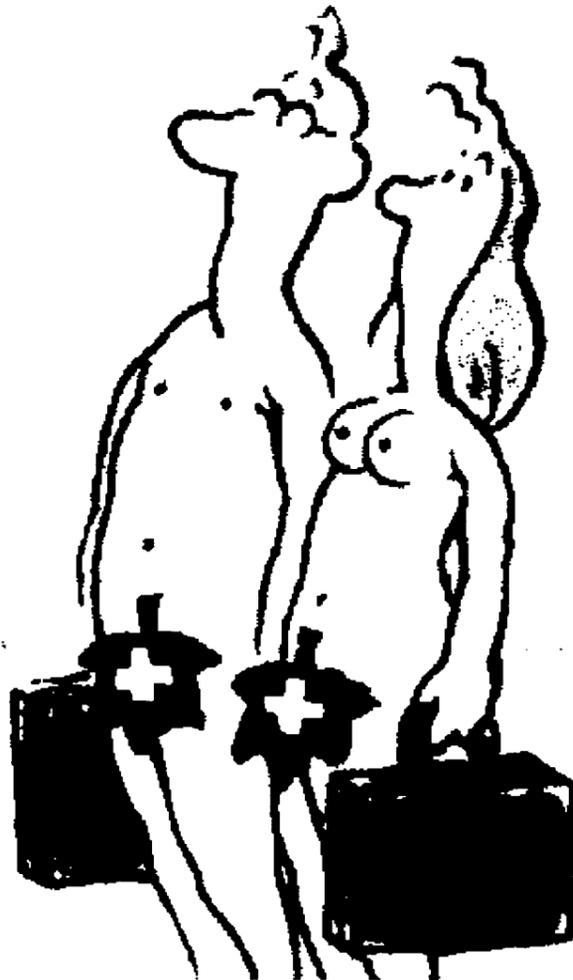
Coupures de presse

En réalité, «le droit suisse encourage l'évasion fiscale», affirme François Membrez, juriste à la COTMEC et coauteur de l'étude. Et pour cause, si réservés sur les questions de blanchiment, les banquiers n'ont aucune difficulté à dire que la spécificité de la législation helvétique est pour eux un excellent argument de vente. Mieux, un appât, qu'ils ne se privent pas d'employer pour ferrer les gros poissons. [...]

LE COURRIER

Dominique Froidevaux a rencontré beaucoup de banquiers au cours de son enquête. Initialement, celle-ci devait d'ailleurs tenir sur quatre pages, elle en couvre finalement 240. Impossible en effet de traiter de l'évasion fiscale sans s'intéresser à l'argent du crime de la corruption. Tous passent par les mêmes circuits.

Au terme de ses enquêtes, il dit avoir «mieux compris l'implication de la Suisse dans toutes les affaires douteuses». Jouant avec l'image du blanchiment, il estime que la spécialité du pays serait plutôt le «repassage». Soit



législatif en matière de blanchiment, qu'elle offre une relative transparence et une certaine coopération juridique. Mais, pour l'essentiel, si la place financière helvétique collabore un peu mieux avec la justice depuis quelques années, c'est, d'après lui, moins le résultat d'une volonté publique que la crainte des risques, en termes d'image, que les «affaires» font peser sur les institutions bancaires.

Malicieusement, D. Froidevaux termine son intervention par un hommage à la «formidable capacité d'adaptation des banquiers aux changements législatifs». Et d'en conclure, à l'adresse des citoyens: «Il ne faut pas avoir peur de secouer le

l'étape – à haute valeur ajoutée – des finitions. Le blanchiment proprement (!) dit étant prioritairement effectué dans les véritables paradis fiscaux. La Suisse, selon lui, n'est pas un paradis fiscal, puisqu'elle possède un arsenal

cocotier de la place financière, car il pourrait en sortir des choses bien!» ■

Ph. Chevalier
4 juin 2002

[...] Il faudrait ainsi «appuyer tous les efforts qui visent à davantage de coopération et de transparence non seulement dans la traque à l'argent sale, mais aussi en matière fiscale». Spécialement en assimilant évasion et fraude fiscale. Les auteurs réclament également une harmonisation des fiscalités, au Nord comme au Sud, la création de mécanismes internationaux

de redistribution des richesses et l'imposition de limites dans l'optimisation fiscale que pratiquent les multinationales. Un sacré programme... ■

J.R. Fontannaz

BILAN

LE MAGAZINE ÉCONOMIQUE SUISSE
no 9, septembre 2002

LE TEMPS

Le Temps: Quelles sont les motivations derrière «La Suisse dans la constellation des paradis fiscaux»?

D. Froidevaux: Ce livre fait suite à la campagne «Pour une Suisse sans capitaux en fuite» qui avait été lancée il y a dix ans par les organisations non gouvernementales. Il analyse les changements dans l'arsenal législatif autour de la répression de l'argent sale et conclut qu'il y a encore des trous noirs et des zones

d'ombre. L'avis de droit est donné par François Membrez, juriste spécialisé dans les affaires financières et qui, à titre personnel, est révolté par les pratiques courantes. Ce livre répond aussi aux interpellations des Eglises catholiques qui rendent la place financière suisse responsable d'injustice et d'inégalité.

Pourquoi avez-vous opté pour un ouvrage collectif?

Pour avoir plusieurs regards. Après l'avis de droite qui constitue un apport fondamental, Sébastien Guex jette un regard historique sur la place financière et examine les chiffres donnés de part et d'autre pour justifier les pratiques actuelles, notamment par rapport à la préservation de l'emploi. La contribution de l'ancien procureur genevois Bernard Bertossa, dont on connaît l'engagement contre la criminalité en col blanc, est très importante. Catholique engagé, il est aussi convaincu que la Suisse ne peut pas vivre éternellement sur le dos des autres pays ou d'activités relevant de la filouterie. Il y a en tout une dizaine de contributions.

Avez-vous consulté les premiers concernés, c'est-à-dire les banquiers?

Oui, et c'était fort intéressant. Les banquiers ne sont pas des monstres froids et ne sont de loin pas tous impli-

qués dans des affaires louches. Il y a dans la profession une grande honnêteté, que est un atout de la place financière. Ils avouent que la tâche d'autocontrôle est impossible à accomplir.

En effet, on leur demande de traiter avec des clients et de jouer en même temps le rôle d'auxiliaire de justice. C'est trop. Le résultat de cette ambiguïté est que les dénonciations sont peu nombreuses. Quand il y en a, c'est souvent parce que les risques d'atteinte à la réputation sont importants. Les prin-

Dominique Froidevaux
BERNARD BERTOSSA, SÉBASTIEN GUEX, ÉDOUARD DOMMEN,
GÉRARD PERROULAZ, FRANÇOIS MEMBREZ, GERTRUD OCHSNER

La Suisse dans la constellation des paradis fiscaux

EDITIONS D'EN BAS / COTMEC

cipales dénonciations concernent souvent des personnes déjà douteuses. En se débarrassant de tels clients, les banques font d'une pierre deux coups: on empêche la récupération par la concurrence et on soigne sa réputation.

Que disent les banquiers face aux accusations?

Certains d'entre eux ont mal à leur étique et pointent le doigt sur la législation suisse selon laquelle l'évasion fiscale n'est pas punissable. D'autres sanctifient la pratique et disent qu'ils peuvent dormir tranquillement puisqu'ils ne font rien d'illégal. Or, c'est bien l'évasion fiscale qui est l'un des

maux du système et qui a des conséquences dommageables pour tous les pays. Selon une étude de l'organisation Oxfam, il y aurait 50 milliards de dollars – l'équivalent de l'aide au développement – qui quittent l'hémisphère Sud pour les paradis fiscaux. Le manque à gagner en termes d'impôts s'élève à 5 milliards de dollars.

Le renforcement des législations n'a-t-il pas atténué la fuite des capitaux?

Les affaires continuent. Nous venons de voir une fuite massive des capitaux d'Argentine, notamment vers la Suisse, au moment où ce pays traverse l'une des crises financières les plus importantes de son histoire.

Nous connaissons aussi les multinationales domiciliées dans les paradis fiscaux dans le seul but est d'échapper aux impôts dans les pays où elles génèrent des millions.

A qui s'adresse votre livre?

Nous avons voulu démocratiser le débat autour de la place financière suisse. Un glossaire sur trente pages devrait permettre aux lecteurs d'entrer dans le sujet. Après lecture, ils découvriront qu'il ne s'agit pas d'une vision qui cherche à diaboliser les circuits financiers. Mais en même temps, ils sauront éviter la propagande qui veut que la préservation de la place financière soit indispensable pour sauver des emplois. Un hôpital ne doit pas se mettre à casser les bras et les jambes pour pouvoir donner du travail aux orthopédistes.

S'agit-il d'un livre anti-banques suisses?

Non. Nous sommes conscients de l'existence de la concurrence entre places financières. C'est pourquoi nous pensons que ce serait un atout pour la Suisse d'avancer avec les réformes au lieu d'en être contrainte par des pressions extérieures. ■

R. Etwareea
7 juin 2002

Ces esclaves qui nous habillent

Déjà entendu parlé des maquillas ou maquilladoras?

Ces sont les filiales de grandes firmes établies dans des zones franches des pays pauvres où elles jouissent de nombreux avantages. Ces zones franches se sont développées ces dix dernières années surtout en Amérique centrale. On en dénombre une quarantaine rien qu'au Nicaragua. Les entreprises profitent d'une main d'œuvre bon marché mais aussi et surtout de la faible protection du travail. Yanina Turcios, journaliste nicaraguayenne, a passé 12 jours dans une maquila près de Managua. Elle relate la condition d'ouvrière du textile qu'elle a été pendant ces deux semaines.

A l'heure où la demande se fait pressante pour une réouverture des négociations (septembre 2003?) pour un nouvel accord sur les investissements (nouvel AMI) à l'OMC, ce témoignage sonne comme un avertissement contre le risque de généralisation des *maquilladoras*. Sachant que le but premier de l'OMC est de libéraliser les échanges et non de lutter contre les inégalités, on peut craindre en effet, avec le futur accord, une accélération de la politique opposée à toute protection du travail.

«[...] La camionnette s'arrêta devant le bâtiment où j'allais travailler. Cela me fit penser à la structure d'un camp de concentration, entourée de grillage, dans la partie supérieure du grillage, des rouleaux des fils barbelés. L'usine accueille 1300 travailleurs. [...] Une entreprise de plusieurs centaines de personnes qui con-

tient une grande quantité de produits chimiques et d'explosifs mais sans aucun plan d'évacuation en cas de tremblements de terre ou d'incendie, sans aucun extincteur ni équipes d'urgence.

[...] Quand le produit est mal fait, il y a perte de prime de production et obligation d'arriver plus tôt. [...] L'entreprise n'établit aucune assurance pour les travailleurs. Elle n'assume rien en cas d'accident.

[...] Depuis le moment où l'on arrive jusqu'à midi, l'heure du déjeuner, il n'y a aucune pause. Les journées de travail (15 h) sont épuisantes. Les travailleuses disposent de 40 min. de repos pour aller déjeuner et encore 40 min, vers 20 h pour le dîner. Selon le code de travail, on ne peut faire que 9 h supplémentaires par semaine. Dans le secteur de l'emballage, nous travaillons 30 heures supplémentaires par semaine. Dans cette usine les heures supplémentaires ne sont pas optionnelles, elles sont obligatoires. Celui qui ne les fait pas est renvoyé. Tous les jours à la sortie, il n'y a pas seulement le rite du pointage; il faut aussi passer par une fouille corporelle. Quand le soir tombe, la vie empire dans la laverie, la lumière naturelle s'en va et on n'y voit presque plus. En hiver les femmes sont trempées, parce que la partie supérieure de la laverie n'est pas couverte et il pleut à torrent. [...]

Justin M. Kahamaile

Texte paru dans Dial n. 260, tél:0033/472770026, www.globenet.org/dial, e-mail: dial@globenet.org. Disponible aussi à la COTMEC

Qui te nourrit?

C'est moi, pourraient dire des millions de femmes rurales, tout particulièrement dans les pays du Sud. Lors d'une réunion internationale, un ambassadeur africain reconnaissait que sans les femmes, l'Afrique ne mangerait pas, car ce sont elles qui sont responsables du quotidien; et pourtant leur apport n'est pas reconnu dans les comptes nationaux, avec pour conséquence, leur invisibilité. Cet oubli – ou faut-il dire mépris – va plus loin encore. Dans tout le processus – qui a commencé il y a près d'un quart de siècle – pour assurer aux femmes la pleine reconnaissance de leurs droits, les problèmes spécifiques aux femmes rurales n'ont pas ou fort peu retenu l'attention des Etats et des Nations Unies, on pourrait croire qu'elles n'existent pas.

Ces femmes ont décidé de se faire justice elles-mêmes, puisque même la large communauté des ONG féminines n'a pas réussi à faire prendre en compte leurs demandes. FIAN – «Pour le droit de se nourrir» consacre un entier numéro de son magazine *Affamé de justice* à cette problématique. Tout s'articule autour des droits des femmes, droits des hommes et réforme agraire. Jusqu'à ce jour, la lutte pour les droits des femmes semblait l'apanage des féministes – bien qu'en réalité ce soit une lutte pour toutes femmes, pour toute la société même. Il est bon de voir que les femmes rurales ont pris ce combat à leur compte, en partant de leur réalité quotidienne et qu'une organisation mixte leur offre un moyen de se faire entendre. «Fian a décidé d'adopter une stratégie spécifique à la réalisation de l'égalité femmes/hommes dans ses travaux» nous dit l'éditorialiste. Et si en guise de bonnes résolutions pour 2003 chaque ONG faisait sienne cette stratégie?■

Maryse Durrer

Affamé de justice n. 03/2002 peut s'obtenir auprès de FIAN Suisse, Case postale 2338, 1211 Genève2, Tél./Fax: 0223282700 e-mail: fian-ch@bluewin.ch.

FIAN (Foodfirst Information and Action Network) est une organisation internationale des Droits humains qui œuvre depuis 1986 dans le monde entier et qui possède un statut consultatif auprès des Nations Unies.

Changement d'Adresse
16, Bd. du Pont-d'Arve
CH-1205 Genève

JAB
1231 Conches

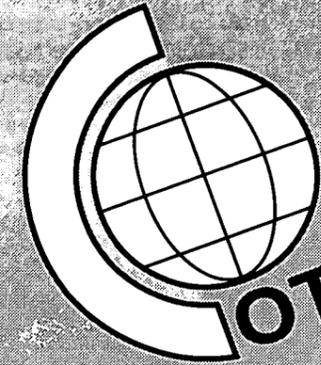
COTMEC

Commission Tiers Monde de l'Eglise catholique
16, Bd. du Pont-d'Arve
CH-1205 GENEVE
Tél : +41 22 708 00 78
Fax: +41 22 708 00 79
E-mail: cotmec@worldcom.ch
Web: www.cath.ch/cotmec
CCP: 12-21551-1

COTMEC-INFO est Mensuel

Abonnement: Frs 20.- /an
Rédactrice Responsable:
Nicole Kunz
Imprimerie: Fornara / GE

AVIS AUX ABONNES
Grâce à vous notre bulletin s'auto-finance chaque année, ce qui est un atout indispensable pour notre travail. Nous pouvons maintenir un abonnement à un prix accessible à tous si nous augmentons le nombre de nos abonnés. Merci donc de FAIRE CONNAÎTRE COTMEC-INFO autour de vous. Nous l'envoyons gratuitement à des correspondants dans des pays du Sud grâce aux dons supplémentaires. Grand MERCI à ceux qui soutiennent ainsi ces échanges. Les personnes qui ont reçu un abonnement en cadeau de la part de leurs connaissances ou qui auraient des difficultés financières ne sont pas concernées par les frais d'abonnement.



COTMEC
INFO

MINI DOSSIER
FOOTBALL & SUD

commission tiers monde
de l'Eglise catholique

Billet évangélique

Œcuménisme aux frontières!

Karl Barth, vous connaissez? Question insolente à faire sursauter les théologiens de métier. Mais lisent-ils le Cotmec-info? Bref, le protestant bâlois Karl Barth est un peu l'analogue de son contemporain Journet, catholique et genevois. L'un et l'autre intransigeants sur les idées, auteurs de (trop?) longs exposés dogmatiques qui sommeillent aujourd'hui dans les bibliothèques en attendant qu'un prince charmant ne vienne les réveiller. Le meilleur d'eux-mêmes, à mon humble avis, fut que les deux aient traversé les périodes fascistes et nazies du dernier siècle en témoins authentiques et courageux. Faut-il rappeler les prises de position de Journet en faveur des Juifs refoulés hors de nos frontières? Propos qui lui valurent à l'époque les censures de son évêque partisan de la théologie du «pas d'histoire». Barth, expulsé par les nazis de sa chaire de Bonn, regagna la Suisse d'où il poursuivit son combat anti-nazi. Son téléphone fut mis sous écoute et il fut interdit de prise de parole publique par décision de la police fédérale. (Elle aussi, face à l'Allemagne d'alors, prônait la politique du «pas d'histoire».)

Je viens de lire un merveilleux petit livre consacré à l'éthique politique de Karl Barth. J'en extrais deux lignes écrites en pleine guerre. Journet aurait pu les signer aussi. «Nous avons inventé une nouvelle manière d'être Suisses qui est faite d'égoïsme et qui ne s'intéresse qu'à son propre moyen de subsister.» Et celle-ci: «Qu'ils en soient conscients ou non, les réfugiés nous font honneur de venir dans notre pays et d'y chercher un dernier trésor, celui du droit et de la compassion.»

Après 60 ans, ces propos n'ont pas pris l'ombre d'une ride. Qu'en pensez-vous?■

Guy Musy

Frank Jehle: Karl Barth, *Une éthique politique*, Ed. d'En Bas, Lausanne 2002

Edito

Mondialisation en mal d'écoute

Essentielle dans tout rapport humain, dans toute société, la communication est fragile et difficile. Le choix des mots, le ton de la voix, les gestes, les silences aussi, tous ces éléments peuvent être tour à tour instruments de paix ou source de souffrance, que ce soit par la volonté de celui qui s'exprime ou par la perception de celui qui écoute. «Tu ne peux pas me changer. Mets-toi à ma place. Ce n'est pas ce que j'ai dit. Ecoute-moi.» Combien de fois ai-je pu entendre ces phrases ou les lire dans la tristesse du regard de l'autre incompris? Combien de fois ai-je voulu imposer mon point de vue sans écouter ce que l'autre cherchait à me communiquer?

Lors de lancement de la Campagne de Carême 2003, centrée sur le thème «écouter pour mieux s'entendre», plusieurs questions ont été posées, fondamentales et simples à la fois. Qu'est-ce qu'écouter? Savons-nous écouter? Comment écouter? Des questions qu'il serait bon de se poser plus souvent car elles définissent l'écoute comme quelque chose d'actif. Je dois me transformer pour mieux accueillir l'autre dans son intégralité, dans sa complète identité. Je ne dois pas chercher à l'enfermer par mes paroles, mais lui donner l'espace nécessaire pour s'épanouir, trouver son chemin, formuler ses propres réponses à son problème. En résumé, écouter, c'est tout un programme...



On croit souvent que la base de la communication consiste à parler fort et clairement pour se faire comprendre. Et trop occupé à formuler sa pensée, on oublie d'écouter l'autre. Un piège dans lequel les grands de ce monde semblent se complaire. Trop occupés à écouter le dieu Profit, ils n'entendent pas les cris de la base qui a sa part de réponse à apporter aux inégalités croissantes et qui, pour la première fois dans l'histoire humaine et depuis quelques années, se fait entendre de façon concrète et organisée: les forums sociaux se multiplient, les personnes se mobilisent pour leurs droits, entretiennent des réseaux mondiaux. Face positive de la mondialisation – car ce système de réseaux n'aurait jamais été possible sans internet! –, sont-

ils réellement écoutés par ceux qui tirent les ficelles de la politique et de l'économie? Partisans de la mondialisation et antimondialistes s'affrontent dans un dialogue de sourds, défendant chacun une facette diamétralement opposée du phénomène: les premiers œuvrant pour le profit, les deuxièmes se battant pour un monde plus juste. Pour le moment, ces deux mouvements ne sont véritablement entendus que chacun par leurs propres sympathisants, semble-t-il. Sans compter qu'à l'intérieur du mouvement antimondialiste lui-même, le risque du mal d'écoute plane, symbolisé par exemple par le controversé voyage de Lula à Davos. Interprété par certains comme une volonté de rapprochement, il est «entendu» comme une trahison par d'autres. Traversée du chaos?

Un article paru dans le dernier numéro de la *Lettre de Justice et Paix* sur le thème de la résistance à la mondialisation met en relation deux images bibliques. La tour de Babel représente «l'indifférenciation et la confusion», du passé. A l'opposé, la Pentecôte est l'image de «l'union dans la différence», seul futur possible. De la tour de Babel à la Pentecôte, il y a le chaos à traverser, car en restant enfermés dans la seule opposition et résistance, on empêche le nouveau d'advenir, une mondialisation qui tienne compte des besoins humains de chacun, sans exclure les petits. «Le nouveau système mondial, l'ère nouvelle, ne viendra pas de l'extérieur, mais de notre double capacité: capacité de résistance et capacité de traverser la mort. C'est ce qui constitue le défi passionnant de la mondialisation.»

Et pour cela aussi, l'écoute respectueuse demeure notre seule chance...■

Nicole Kunz

Cotmec-info / 3 - 03 / 247-1

Agenda

Les 35 ans de la Déclaration de Berne. Conférence de presse. Berne, à l'Hôtel Kreuz, Zeughausgasse 41, lundi 10 mars, 10h30. Info: 012402200 ou 0216200308

Mali: Apparences au quotidien. Exposition sur l'importance du textile et de la photographie dans ce pays. Lausanne, Musée de design et d'arts appliqués contemporains, du 25 février au 1^{er} juin.

Chants syriaques orthodoxes, de la tradition d'Antioche. Musique vocale antiphonale des origines de l'Eglise orthodoxe du Proche-Orient. Temple de Saint-Gervais 12, Terraux-du Temple Geneve, vendredi 28 mars 2003 à 20h 30

Conférence

Le projet ambitieux d'un cycle de conférences pour examiner les relations entre la Suisse et l'Afrique du Sud débutera le 11 mars prochain, sous l'égide de l'IUED, du CETIM et du CADTM. Cette première des cinq conférences prévues présentera la contribution de la Suisse à la dette héritée de l'apartheid, dans son contexte politique et historique, avec deux intervenants: Brian Ashley de la coalition *Jubilee Afrique du Sud* et Masha Madörin d'*Aktion Finanzplatz Schweiz*. Cette conférence s'inscrit dans un cycle en trois volets, qui abordera par la suite les relations entre la Suisse et Israël et celles entre Israël et l'Afrique du Sud. ■/A.L.

Uni Mail, salle MR070, 20h15

Porto Alegre III

Consécration altermondialiste

La troisième édition du Forum social mondial de Porto Alegre a su prouver sa force de mobilisation mondiale. Au-delà des contradictions intrinsèques au mouvement, le FSM affiche désormais son irréversible renforcement.

Si le premier Forum social mondial (FSM) a été le Forum timide des débuts et le second celui de la décentralisation géographique et thématique, ce dernier Forum de Porto Alegre s'est distingué par le nombre de ses participants. Plus de 100 000 cette année. L'auto-convocation du mouvement social planétaire a désormais gagné son pari: le FSM est devenu un processus irréversible d'expansion mondiale. La quatrième édition, en Inde, relèvera, quant à elle, le défi de l'effective «planétarisation» du Forum.

Alegre et Davos

Ce processus, qui se met en place dès aujourd'hui, cache néanmoins des éléments forts de contradiction, dont le plus important est sans aucun doute l'opposition entre la diversité du mouvement et la recherche d'unité. Le Forum social tient pour acquis que la convergence des mouve-

ments sociaux est un véritable moteur de ce processus, à la fois riche, explosif, curieux et incisif. Néanmoins, plus la diversité des mouvements sera grande, plus la marque du consensus sera diluée. Si sauver la planète et construire un autre monde reste le défi de toute l'humanité, quelles sont les limites réelles de cette convergence? Existe-t-il d'autres points de ralliement possible? Dans ce contexte, la vision d'un monde à venir proposée par Porto Alegre et par Davos pourront-elles un jour se rejoindre? La question se discute. La très controversée visite du président Lula à Davos s'inscrit dans ce cadre. Elle touche à l'essence même du Forum et à son futur. A cet égard, la distance prise par les organisateurs du FSM par rapport au voyage de Lula à Davos est très significative. Elle appuie l'idée que la négociation entre deux visions aussi diamétralement opposées n'aboutira jamais à un consensus, qu'un changement structurel est nécessaire. Porto Alegre soutient en effet un monde construit de la base, à partir d'un mouvement social et populaire. Le rêve de 90% de l'humanité, opposé aux intérêts des autres 10%. L'avenir ne peut être à la collaboration, puisque le FSM est l'émancipation même de Davos. Son objectif de conscience. Le jour où

le dialogue entre les deux Forums s'instaurera, Porto Alegre n'aura plus sa raison d'être. Le monde aura alors changé de paradigme.

Absence zapatiste

Une seule question vient noircir le tableau: pourquoi le mouvement zapatiste, véritable source conceptuelle de cette nouvelle logique de convergence sociale mondiale, n'a pas participé au FSM III – pas plus d'ailleurs qu'aux éditions précédentes? Son absence est préoccupante. Par sa force symbolique et par son apport essentiel au pari du changement, le mouvement indigène du Chiapas incarne la dénonciation du système néolibéral global. Finalement, le FSM est capable d'auto-critique. En effet, suite aux remarques des années précédentes, la participation des femmes et des «sans» a progressé. Porteur d'espoir et de changement, le Forum n'est pas seulement une déclaration de bonnes intentions, il est la base même de l'action et de la création de réseaux altermondialistes qui croient, avec une foi invétérée, qu'un autre monde est possible. ■

Sergio Ferrari et
Virginie Poyetton
(journaliste au Courrier)

De la parole aux actes

Quand Leonardo Boff apparaît sur scène, les 15 000 personnes présentes se lèvent et applaudissent à tout rompre. Quand le président Lula évoque les courtes quatre années qu'il a pour mener sa politique, «non, huit ans!» répondent les 60 000 personnes en face de lui.

où vibre l'esérance partagée. Il offre également une plate-forme de coordination aux réseaux qui traitent de thèmes spécifiques comme l'eau douce, les OGM ou les grands barrages. Il fonctionne comme un réseau des réseaux permettant la confrontation des idées et des expériences entre les ONG et les mouvements sociaux.

Evasion fiscale

L'un des 1700 séminaires tenus pendant les quatre jours du Forum portait sur l'évasion et la concurrence fiscale. Il était organisé par la Communauté de travail des œuvres d'entraide, ATTAC Allemagne et la Déclaration de Berne. Ce séminaire a permis de réunir des personnes et organisations d'Amérique et d'Europe voulant agir sur ces questions complexes. Comme l'a relevé Oscar Ugarteche du Pérou, auteur d'un rapport d'une commission parlementaire sur la corruption dans son pays, les institutions permettant l'évasion fiscale facilitent la corruption. Il

est de ce fait vital que les banques connaissent le nom des propriétaires effectifs des avoirs qu'elles gèrent et que cette information soit accessible à la justice. Il constate également une baisse constante de l'imposition sur les sociétés en Amérique latine. Les Etats se font concurrence par des baisses d'impôt pour attirer des entreprises qui s'installent chez eux, même si elles ne travaillent que pour l'exportation. Il propose qu'un pourcentage minimal de la part de l'Etat dans le PIB soit fixé sur le plan mondial, afin d'éviter que la concurrence fiscale finisse par asphyxier les pouvoirs publics. Ses propos, rejoints par d'autres interventions, expriment un souci partagé par l'ensemble du réseau constitué à Porto Alegre: qu'il existe une justice fiscale sur le plan mondial et que l'évasion fiscale soit arrêtée. Il reste à transformer cette préoccupation en action.... A suivre! ■

Jean-Claude Huot
Déclaration de Berne

A Dieu, Alain Perrot

Compagnon épris de liberté et de justice

Le 3 janvier dernier, notre ami le pasteur Alain Perrot rendait son dernier souffle. A la COTMEC, nous garderons à jamais un souvenir lumineux de ce compagnon de route. Né en 1911, Alain a traversé deux guerres: il connut l'Allemagne d'après 1914 comme étudiant en théologie, puis la France de 39-45, comme pasteur. Sa thèse de théologie, parue en 1940, évoquait déjà le problème de la «liberté face à la loi», lorsque celle-ci dérive vers l'injustice¹. Ses nombreux combats, contre le racisme, le nucléaire, l'apartheid, les abus de pouvoir des multinationales et de l'argent, ont nourri une réflexion exigeante qu'il nous a partagée à travers ses écrits, à la lumière de l'Evangile. Les livres qu'il nous laisse sont autant de repères précieux pour celles et ceux qui refusent l'injustice au nom de leur foi: *Le visage humain de Jean Calvin, Argent sur table, François Turattini – Le Chinois Tshin Tu Ni, Jean Calvin et la science genevoise. L'Evangile, une ligne de crête ou un gué. Aux côtés de Diane, son épouse, sud-africaine blanche d'origine, il fut une des figures marquantes de la lutte anti-apartheid. C'est dans ce contexte que j'ai eu le privilège de les connaître et de les apprécier tous deux. Ils ont été et restent pour moi de véritables maîtres à «humanité». Nous avons été plusieurs à demander à Alain de retracer le long combat mené au sein des Eglises afin qu'elle ne renie pas leur vocation prophétique et dénoncent plus fermement le «crime contre l'humanité» qu'a représenté le système de ségrégation des races en Afrique australe. Il nous a laissé un remarquable document historique sur ce sujet². Proches d'Alain malgré la séparation, de Diane et de leurs enfants, nous tâcherons de rester dignes de la mémoire de cet homme épris de justice. ■*

Dominique Froidevaux

¹ *La liberté du chrétien à l'égard de la loi selon St-Paul*
² *Nos Eglises et l'Afrique du Sud, disponible sur demande à la COTMEC.*

Que le plus riche gagne!

Le sport subit une évolution permanente. Son mariage, il y a de nombreuses années, avec l'argent a influencé de façon déterminante son développement. Loin de ses principes initiaux et ancestraux, le sport s'apparente de plus en plus à un business comme un autre. Symbole numéro un de cette tendance, le monde du football, sport le plus répandu et certainement le plus aimé entre tous, ne tourne plus rond.

Les conditions de travail exécrables au sein des entreprises délocalisées produisant des habits ou des chaussures de sport ont déjà été évoquées dans ce bulletin. Elles ne représentent qu'un aspect des inégalités drainées par le sport le plus populaire de la planète. A l'autre bout du processus de vente du «produit-football», le statut des joueurs s'est largement détérioré. En réponse aux exigences d'ordre économique dont il est de plus en plus l'objet, le footballeur est devenu un produit qui doit rapporter. Même les joueurs qui bénéficient de conditions salariales plus que favorables admettent leur absence de liberté et de choix quant à leur destin, abandonné aux mains des agents et des sponsors. Cette tendance est beaucoup plus grave en ce qui concerne les jeunes footballeurs d'Afrique ou d'Amérique latine, «importés» sur le Vieux Continent à prix dérisoire, pour fournir les clubs européens. Arrachés de plus en plus jeunes à leur pays natal, on leur fait miroiter l'espoir d'une hypothétique carrière à succès.

Chasse à l'enfant

Le phénomène, s'il prend des proportions toujours plus inquiétantes, n'est cependant pas nouveau. Au temps des colonies, les meilleurs joueurs des pays du Sud allaient tenter leur chance à la métropole. Ainsi, à la fin des années 80 Ruud Gullit, originaire du Surinam, était-il le meilleur élément de l'équipe nationale néerlandaise. Les succès d'équipes représentant des pays d'Amérique du Sud ou d'Afrique lors de compétitions internationales – le Brésil en tout temps et le Cameroun en 1990, ou le Nigeria, champion olympique en 1996 – ont fortement augmenté l'intérêt porté par les grands clubs européens pour les joueurs originai-

res d'Amérique latine ou d'Afrique. Les fantastiques performances réussies lors des compétitions européennes par des sportifs comme le Libérien George Weah (Ballon d'or 1996) ou le Brésilien Romario ont parlé en faveur des adeptes de cette pratique. Malheureusement, l'attention portée par les recruteurs des clubs européens s'est peu à peu transformée en ce qui ressemble à l'heure actuelle à un véritable trafic de main d'œuvre et ce pour deux principales raisons. Tout d'abord, cette chasse à la perle rare – autrefois apanage de grands clubs anglais, italiens ou espagnols – s'est pour ainsi dire vulgarisée, gagnant les petites nations du foot comme la Suisse ou la Belgique et se transformant en une rafla à grande échelle. En

ment dénoncées par des ONG comme *La Tribune internationale des Droits de l'Enfant*. Certains agents européens vont même jusqu'à faire signer aux parents du joueur qui les intéresse une «cession de droits sur leur enfant», ce qui leur laisse la possibilité d'en disposer à leur guise. C'est-à-dire de toucher un profit énorme, comparé au prix déboursé pour son «achat», s'il vient à percer sur le plan européen ou de s'en débarrasser ultérieurement dans le cas contraire. Malgré les efforts fournis par le Conseil de l'Europe au début des années 90 pour imposer et faire ratifier une Charte des Droits des Enfants dans le sport, on ne peut pas dire que ce processus infernal ait été enrailé de façon significative. Contraire-

ment dénoncées par des ONG comme *La Tribune internationale des Droits de l'Enfant*. Certains agents européens vont même jusqu'à faire signer aux parents du joueur qui les intéresse une «cession de droits sur leur enfant», ce qui leur laisse la possibilité d'en disposer à leur guise. C'est-à-dire de toucher un profit énorme, comparé au prix déboursé pour son «achat», s'il vient à percer sur le plan européen ou de s'en débarrasser ultérieurement dans le cas contraire. Malgré les efforts fournis par le Conseil de l'Europe au début des années 90 pour imposer et faire ratifier une Charte des Droits des Enfants dans le sport, on ne peut pas dire que ce processus infernal ait été enrailé de façon significative. Contraire-

qui s'apparente parfois plus à un enlèvement s'ajoute l'influence déterminante du processus de médiatisation croissante dont le football est l'objet depuis le milieu des années 80. Sous le battage médiatique des compétitions internationales, le football est de plus en plus mondialisé et les peu nombreuses mais médiatisées «success stories» à la Ronaldo, enfant des *favelas* de Rio devenu millionnaire, atteignent de plus en plus d'oreilles à travers le monde. Il devient donc facile pour les émissaires des clubs européens de faire miroiter aux joueurs qu'ils cherchent à acquérir la potentielle carrière à succès d'un George Weah, issu des rues de Monrovia. Avec un si glorieux exemple sous les yeux, on comprend pourquoi le football représente, pour de nombreux jeunes qui tapent dans un chiffon au coin des rues, le meilleur moyen d'échapper à la dure réalité quotidienne. Hélas, seule une infime minorité parviendra à suivre les traces de ses idoles et à survivre à l'impitoyable logique de marché qui domine dans le sport moderne. D'après une étude menée par *Dial* en 2001, sur 4500 joueurs (pour la plupart très jeunes) amenés en Italie, un seul réussit à crever l'écran! Les autres sont laissés en rade avec une indemnité ridicule qui ne leur permet parfois même pas de rentrer chez eux. La popularité du football recèle un envers bien amer.

Vus sous cet angle, le football et le sport de manière plus globale ne constituent qu'un aspect particulier de la problématique générale des rapports Nord-Sud et de ses tendances actuelles. A l'image de ce qui se fait dans l'économie, on assiste sur le plan sportif à une véritable vassalisation des pays pauvres de la part du Vieux Continent. Face à ces multiples constats et contre l'impérialisme de l'argent-roi une fois de plus illustré, cerner le problème et prendre conscience de son ampleur dans le sport le plus populaire ne peut constituer qu'un début. Car, si le football demeure un très beau sport, les inégalités qu'il continue de provoquer doivent faire l'objet de mesures drastiques et les excès auxquels il conduit doivent être combattus. En effet, si de larges progrès sont à faire aux niveaux de la protection des victimes de ces pratiques scandaleuses, la balle est avant tout dans les gradins des consommateurs-supporters que nous sommes. ■

Jonas Pasquier



L'Eglise du d'sus et celle du d'sous

Xavier Arbex, le prêtre genevois qui mène une admirable action d'évangélisation humanitaire au Pérou, désirait depuis longtemps se rendre en pèlerinage au Salvador, sur la tombe de l'évêque-martyr Oscar Romero. Un cadeau-voyage, reçu pour son 60^e anniversaire, allait lui permettre de réaliser son rêve. «Arrivé à San Salvador, écrit-il, je me suis précipité à la cathédrale, pour ne pas perdre une minute de ces fameuses messes "populaires" dominicales, célébrées sur le tombeau de Mgr. Romero.»

Stupéfaction et déception: pas la moindre trace de ce dernier dans l'édifice. Par contre, trônait dans le chœur un immense tableau du fondateur de l'Opus Dei, Mgr. Escriva de Balaguer, lequel était canonisé le même jour au Vatican (alors que les partisans de Romero attendent depuis longtemps qu'une telle reconnaissance lui soit décernée). Xavier Arbex assista donc, au milieu d'une morne assemblée, à un office des plus conventionnels (où l'on refusa même de lui donner la communion dans la main). S'étant renseigné à la sortie, notre ami fut dirigé vers le dessous de la cathédrale, c'est-à-dire dans la crypte, où on l'assura que se trouvait la tombe recherchée. Effectivement, de là montaient

chants et applaudissements... La messe allait se terminer, tandis qu'un médecin gréviste s'élevait contre la privatisation de la Sécurité sociale, et expliquait, évangile en main, que Jésus voulait la santé des pauvres. «Toutes les trois phrases, l'assemblée applaudissait, note le prêtre genevois. A la fin, tout le monde s'est embrassé, et j'ai été pris dans le flot.» Conduit par des militants, notre ami poursuivit son pèlerinage, notamment en allant se recueillir dans la chapelle où l'évêque des opprimés fut assassiné en 1980...

Cette anecdote, qui a tout d'une parabole, montre qu'il existe deux visages de l'Eglise. Celui de l'Eglise du d'sus, riche d'autorité et de retentissement médiatique, pendant que l'Eglise du d'sous, elle, peine dans la crypte d'une société écrasée. Reste à espérer qu'un jour ces deux aspects de l'Eglise travailleront ensemble pour que l'humanité devienne une famille de frères, où il n'y aura plus d'exploités ni d'exploités. Sinon elle pourrait bien se réaliser, la prophétie affirmant que les premiers seront les derniers. Auquel cas l'Eglise du d'sous deviendra... celle du d'sus!

Jacques Perroux

Une autre façon de jouer

Certaines recherches que l'on fait sur internet peuvent parfois conduire à des rencontres inattendues. C'est ainsi que je suis arrivée sur le site des «esserini», alias les petits êtres en italien. Le côté rigolo de ces étranges poupées de chiffon, m'a bien sûr interpellé et je me suis laissée entraîner par ma curiosité... L'idée est née de l'initiative de Simona Costanzo à Parme qui a voulu donner vie à ces dessins instinctifs qui naissent des perceptions sensibles et non de la pensée. Elle a ensuite eu envie de pouvoir prendre ces dessins dans la main. A l'aide de vieux vêtements, elle les a réalisés en tissu et leur a mis à chacun un caillou trouvé dans le lit d'un fleuve en guise de cœur. Chaque «esserino» a une histoire qui est racontée comme on dessine, sans penser à une trame. A travers ces petits personnages, c'est le monde de l'enfance qui nous est restituée, l'enfance heureuse des «petits êtres» qui sont nés dans un pays sans guerre, qui ont de quoi manger tous les jours et qui peuvent aller à l'école au lieu de devenir les

esclaves d'une quelconque fabrique de jouets. Touchée par l'ouvrage de Kevin Bales sur les nouveaux esclaves de l'économie globale, Simona Costanzo a fait le pari de produire entièrement ces personnages en Italie, en employant des personnes payées correctement. Une façon positive de montrer qu'il est possible de créer des jouets sans les faire fabriquer par des enfants du Sud qui n'en profiteront jamais et de les vendre au même prix que des Barbies... Une de ses amies missionnaire lui parle de la Maison St Charles à Bangui en République du Centre Afrique. Une partie des recettes de ventes est ainsi versée à cette mission dont l'objectif est de témoigner des ressources qui font la dignité de chaque être humain et d'ensemble apprendre à les utiliser pour améliorer les conditions de vie. Une autre façon d'envisager l'aide au développement tout en gardant vivant le monde ludique de l'enfance.

Nicole Kunz

www.esserini.it

Agenda

La présence suisse en Afrique du Sud et le commerce des diamants et de l'or sud-africains en Suisse: éléments historiques, conférence dans le cadre du cycle sur les relations entre la Suisse et l'Afrique du Sud, avec Sandra Bott (Uni de Lausanne) et David Gyax (Uni de Lausanne et auteur de *La Swiss-South African Association (1956-2000): un organe du capital helvétique en Afrique du Sud*.

Genève, IUED, Rue Rothschild 24, Salle Bungener, mercredi 2 avril, 20h15. Informations 022 731 91 52 et www.cetim.ch.

Aung San Suu Kyi: la Birmanie de l'espoir, film de Romain Guéla et Claude Schauli tourné clandestinement en janvier 2003, relatant l'histoire de cette femme hors du commun, Prix Nobel de la paix et leader de l'opposition démocratique, qui affronte depuis 15 ans la dictature birmane. **TSR2, Histoire vivante, dimanche 13 avril à 20h35.**

Festival Blackmovie, cinéma des autres mondes.

Après le Festival international de films de Fribourg (cette année du 16 au 23 mars), le festival Blackmovie constitue une autre possibilité de faire connaissance avec le cinéma des pays du Sud. Films d'Afrique, d'Asie et d'Amérique Latine qui auront entre autres cette année pour thème la mémoire et le polar latino.

Genève, Maison des arts du Grütli, du 4 au 13 avril. www.blackmovie.ch.

Journées de Film Nord-Sud, organisées par le service Films pour un seul monde de la DDC, sur les thèmes *Communication et conflits*, et *Eau potable*. Genève, 24 mars au 10 avril, [info www.filmeeinewelt.ch](http://info.www.filmeeinewelt.ch).

1^{er} Festival international du film sur les droits humains. Genève, du 28 mars au 3 avril. 022 800 15 54 et www.fifdh.ch.

Quand mon enfant est né, j'ai ressenti une grande tristesse - Vietnam: quand les armes chimiques frappent à retardement.

Exposition de photo témoignant de la situation des victimes d'aujourd'hui du défoliant Agent orange, 28 ans après la guerre au Vietnam. Genève, Uni Mail, Bd Pont-d'Arve 40, jusqu'au 11 avril. www.agentorange.reflection.org www.nnn.se/vietnam/environ.htm www.vsv-asv.ch

Changeement d'Adresse
16, Bd. du Pont-d'Arve
CH-1205 Genève

JAB
1231 Conches

COTMEC

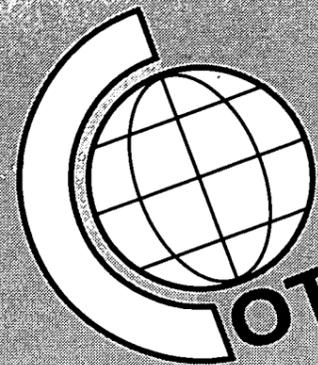
Commission Tiers Monde de l'Eglise catholique
16, Bd. du Pont-d'Arve
CH-1205 GENEVE
Tél : +41 22 708 00 78
Fax: +41 22 708 00 79
E-mail: cotmec@worldcom.ch
Web: www.cath.ch/cotmec
CCP: 12-21551-1

COTMEC-INFO est Mensuel

Abonnement: Frs 20.- /an
Rédactrice Responsable:
Nicole Kunz
Imprimerie: Fornara / GE

AVIS AUX ABONNES

Grâce à vous notre bulletin s'auto-finance chaque année, ce qui est un atout indispensable pour notre travail. Nous pouvons maintenir un abonnement à un prix accessible à tous si nous augmentons le nombre de nos abonnées. Merci donc de FAIRE CONNAITRE COTMEC-INFO autour de vous. Nous l'envoyons gratuitement à des correspondants dans des pays du Sud grâce aux dons supplémentaires. Grand MERCI à ceux qui soutiennent ainsi ces échanges. Les personnes qui ont reçu un abonnement en cadeau de la part de leurs connaissances ou qui auraient des difficultés financières ne sont pas concernées par les frais d'abonnement.



COTMEC
INFO

Mini Dossier
Argentine

commission tiers monde
de l'Eglise catholique

Billet évangélique

I HAVE
FAMILY IN
IRAQ

Depuis quelques jours (début mars) je porte à la boutonnière un badge assez particulier: «I have Family in Iraq». Devenu peut-être anachronique à l'heure où vous lisez ce bulletin. Ce petit signe m'a valu déjà pas mal de regards inquisiteurs et de conversations intéressantes. Surtout dans des milieux que j'appellerais «bien-pensants».

— C'est une blague! Vous voulez nous provoquer!
— Non. C'est la vérité. J'ai vraiment de la famille en Irak!
— ???

Et d'expliquer pour la énième fois qu'il y a, à Bagdad et à Mossoul, des frères et des sœurs irakiens et irakiennes qui font partie de ma famille dominicaine.

— Tiens, on ne savait pas. Il y a donc des chrétiens dans ce pays?
— Eh oui... Et encore beaucoup d'autres hommes et de femmes qui, comme vous et moi, sont enfants d'un même Père, celui qui est dans les Cieux. Ça finit par faire une belle famille. Vous êtes bien d'accord?
— !!!

Me revient en tête alors la merveilleuse finale de l'histoire de Jonas, le prophète va-t-en guerre et pleurnichard qui aurait aimé voir descendre le feu du ciel (déjà!) sur Ninive (en Irak précisément), mais qui ne supportait pas de prendre sa sieste sans son ricin, malheureusement desséché, qui lui servait de parasol. Avec infiniment d'humour, le Seigneur le reprend: «Tu as pitié d'une plante pour laquelle tu n'as pas peiné et que tu n'as pas fait grandir... Et moi, je n'aurais pas pitié de Ninive la grande ville où il y a plus de 120 000 être humains qui ne savent distinguer leur droite de leur gauche...»

Des bibliotes disent que cette expression désigne une multitude d'enfants qui n'ont pas atteint l'âge de raison!

Un parasol ou quelques barils de pétrole valent-ils la vie de milliers de petits innocents? Même s'ils sont irakiens? Il me semble que Dieu tient en réserve une réponse précise et adéquate à cette question. ■

Guy Musy

Edito

Genève Tiers-Monde 20 ans, toutes ses dents!

Une formidable dynamique est née sous l'impulsion de l'initiative GENEVE 0,7 présentée aux citoyennes et citoyens en 1982... et refusée malgré un score honorable. L'initiative voulait que le canton consacre le 0,7% de son produit intérieur brut à l'aide au développement. Dans la foulée, en 1983, Genève Tiers-Monde (GETM) voyait le jour avec le triple but de soutenir des projets de développement dans les pays du Sud, d'œuvrer à la promotion du commerce équitable et de travailler à l'information du public suisse. En 20 ans d'activité, GETM n'a eu de cesse d'interpeller les éluEs sur les questions Nord-Sud et a fortement contribué au fait que les députéEs au Grand Conseil acceptent d'affecter le 0,7% du budget de fonctionnement à l'aide au développement. Certes, ce pourcentage n'égale pas celui visé par l'initiative de 1982, puisqu'il porte sur une moindre somme, mais ce chiffre de 0,7 reste symbolique et demeure un objectif à atteindre pour certaines communes et pour la Ville de Genève. L'association jubilaire a tenté d'accélérer les décisions en conviant les candidatEs aux élections municipales à un débat public auquel participaient un représentant de la DDC, le président de la Fédération genevoise de coopération, un conseiller administratif de la Ville et, last but not least, un partenaire du Sud, Julien Nyuidzi, du Togo.

Abandonnant graphiques et courbes de Gauss, ce dernier décrit, avec la force du concret, la vie de son Association Villages-Entreprise au Togo (AVE), partenaire de GETM depuis 18 ans. Elle est née de quelques paysans qui ont constaté que les céréales et le maïs qu'ils cultivaient jusqu'alors ne leur servaient qu'à s'endetter. Avec l'appui genevois, ces paysans se reconvertisent à la culture d'ananas. «Il s'agit là ni plus ni moins que d'un nouveau métier à apprendre», explique Julien. Et d'insister sur le fait que les bénéficiaires eux-mêmes sont les acteurs du développement.

Un véritable partenariat se construit dans la durée. Les cinq premières années de l'AVE ont été consacrées prioritairement à l'information, la sensibilisation et la conscientisation des villageois. Dans un deuxième temps, il a fallu encourager l'apprentissage dans un domaine précis, la troisième phase étant celle du soutien et de l'accompagnement.

Aujourd'hui, l'AVE concerne 63 villages regroupés en organisations de producteurs et 17 d'entre eux forment un mouvement de paysans, véritable force de réflexion. Une banque villageoise a été créée et une Maison des paysans avec 18 lits accueille des séminaires de formation, de réflexion et d'organisation. A la demande du FAO¹ et du Ministère du développement rural, l'AVE s'est même vu mandater l'organisation la nouvelle Chambre d'agriculture nationale!

Vu l'intérêt manifesté par les Européens pour les produits biologiques, les Togolais cherchent actuellement à obtenir la certification Bio pour leurs ananas. «Ils retrouvent le plaisir de cultiver la terre avec bon sens», confirme Julien. On le voit, la coopération est un processus évolutif qui s'inscrit dans la durée.

Il s'agit, pour les ONG et les collectivités publiques du Nord, d'en tenir compte et de tordre le cou au saupoudrage, au zapping et à l'assistantat pour fonder un partenariat où s'expriment la solidarité et l'interdépendance. Moins le Nord sera frileux dans sa contribution au développement, plus il y soufflera un bon vent du Sud.

Roland Pasquier

Les 20 ans de GETM, c'est plusieurs manifestations durant toute l'année dont nous vous informerons dans notre agenda.

¹ Food & Agriculture Organisation (de l'ONU)

Femmes...

De l'ombre à la lumière

A la veille de la journée mondiale des femmes, on remettait à Genève la deuxième édition du prix «Femme exilée, femme engagée». Un prix unique et trop rare qui rend hommage à des femmes de tous âges et nationalités vivant parmi nous après avoir connu l'exil.

Une plaquette sobre à l'intitulé éloquent, «Ce sont elles les vraies modèles» présente les parcours de vie des 16 femmes nommées établies dans les cantons de Genève, du Valais et du Jura.

Ces femmes ont en commun un exil forcé: pour fuir la guerre, les régimes totalitaires et souvent des menaces directes, conséquences d'un engagement dans leur pays d'origine. Car, que l'on milite pour la libération des Kurdes d'Iran, que l'on s'engage pour dénoncer les violations des droits humains en Colombie ou que l'on cherche simplement à offrir aux siens un avenir plus digne, le prix à payer reste très lourd. Outre le déracinement et le renoncement aux attaches culturelles et affectives, la situation de ces femmes – souvent précaire sur le plan administratif – les force au silence.

Comme le rappelle l'une des deux lauréates, Emilienne Mukarusagarak, originaire du Rwanda, l'exil prend la forme d'un triple deuil: «deuil du citoyen, deuil de la femme sociale et deuil des aspirations professionnelles».

Arrivées au pays d'accueil, «on nous demande pourquoi on est là et pas ce que l'on sait faire».

Vivre pleinement

Pour ces femmes le plus souvent engagées dans leurs pays d'origine, une vie pleine ne se limite pas à la survie. Outre la volonté de ne pas rester marginalisées, les projets d'avenir qu'elles nourrissent dans notre pays vont bien au-delà de la lutte pour leur épanouissement personnel et familial. Ils sont autant de défis auxquelles les nommées font face quotidiennement.

Défi permanent de l'intégration, défi pour la reconnaissance de leur formation qui va de paire avec le défi d'une insertion professionnelle souvent dans un milieu très différent, défis pour la continuation de leurs combats au quotidien, etc.

C'est souvent trois vies que ces femmes cumulent: familiale, professionnelle et associative. Leur volonté de se former, leur engagement en faveur de leur communauté, la fidélité à leurs engagements méritent amplement d'être soulignés et connus d'un plus large public.

Une initiative privée

C'est en rentrant en contact avec des femmes exilées, notamment dans le cadre du réseau interculturel d'échange de F-Information, qu'Alba Viotta a eu l'idée de créer ce prix, dont cette association est dépositaire. Ce prix a permis à des femmes de voir enfin reconnus leur courage, la force de leur caractère et leur cheminement tourné vers la vie et vers autrui. Ces réfugiées, on en parle peu ou mal; les rencontrer à la lumière de leurs parcours de vie et leurs capacités d'adaptation représente un privilège, plusieurs fois évoqué par celle qui nous les a présentées.

Au nom de toutes

Et, lorsque s'expriment les deux lauréates, Emilienne Mukarusagarak et Marie-Lourdes Desardouin originaire d'Haïti, c'est une fois de plus au nom de toutes les femmes victimes de conflits qu'elles le font. Solidaires de toutes celles qui souffrent, qui paient, dans leur dignité et souvent dans leur vie, le combat pour les plus élémentaires droits humains. Pour Marie-Lourdes Desardouin, ce prix représente la «distinction symbolique d'un engagement commun, distinction aux femmes de l'ombre». C'est avec force, pudeur et grande conviction que toutes deux appellent à continuer à prendre part à la lutte pour la cause des femmes et à leur rendre ainsi un vibrant hommage.

Astrid Lehr

F-Information est un réseau interculturel d'échange de savoirs pour femmes (un des nombreux services ouverts aux femmes). Il est ouvert à toutes et se tient généralement le troisième jeudi de chaque mois. Pour plus d'informations, tél: 022 740 31 44.

Colombie

Caravane pour la paix

Le dicton «l'union fait la force»: applicable dans la résolution d'un conflit civil armé tel que celui impliquant FARC (Forces armées révolutionnaires de Colombie), ELN (Armée de libération nationale), paramilitaires, et sans oublier l'armée colombienne?

A Santa Rosa, dans le Sud Bolivar, localité située au cœur même du conflit, plus de 500 villageois parmi lesquels des commerçants, des enfants, des professeurs et les élèves des écoles, ont constitué une «caravane pour la paix». Ils ont mis en commun leurs forces morales (prières, ténacité) et logistiques (véhicules, provisions) pour exiger la libération des séquestrés de leur village, retenus essentiellement par les FARC et l'ELN.

Après plusieurs heures de trajet et suite à de nombreuses humiliations et menaces reçues à chaque barrage routier les villageois parviennent finalement au lieu de rendez-vous. Avant de débiter les pourparlers, Mgr Serna invite les villageois et les comman-

dants à réciter ensemble le rosaire. Croient-ils aux vertus de la prière avec les geôliers de leurs proches pour résoudre leurs différends? En tous cas, ils obtiennent la libération immédiate d'un des leurs, enlevé à sa famille deux mois auparavant, avec, à la clef, la promesse de plusieurs libérations ultérieures.

A l'annonce de ces bonnes nouvelles le père Roux, initiateur de cette expédition risquée (les chances de succès étaient minimes), lance à la figure des commandants l'exclamation suivante: «Il est impossible de vous remercier de nous avoir rendu Eduardo Galvis... car la liberté est un droit!»

Mais selon une employée d'une grande organisation humanitaire active dans cette région de la Colombie, ces actions entreprises par la société civile colombienne ne doivent pas nous faire oublier le fait que ce conflit repose surtout sur des intérêts économiques soutenus violemment par chacune des parties et non sur des idéologies politiques comme elles le prétendent.

Mahesh

Source: DIAL, 2605

CORRECTIF...

J'ai retrouvé ma Joséphine!

Mea culpa, mea culpa, mea maxima culpa!!! Une amie qui me veut du bien revient sur mon Billet de décembre dernier et m'avertit que contrairement à ce que je supposais et imaginais la bienheureuse Joséphine Bakhita n'a pas disparu dans les oubliettes de la dévotion et qu'elle a eu même les honneurs d'une «canonisation» le 1^{er} octobre de l'an 2000, bien avant celle de Balaguer, fondateur de l'Opus! Donc acte et mille regrets pour la légèreté de mon information. Une seule excuse: il n'est pas facile de couvrir l'actualité de la Congrégation romaine pour la cause des saints, notre pape canonisateur nous ayant imposé en ce domaine un rythme effréné qui défie toute concurrence.

J'ai même eu la curiosité de lire le discours prononcé à cette occasion par Jean-Paul II. Il n'est pas sans intérêt. (Cf. *Documentation Catholique*, 2000 p.908) La petite Joséphine fut d'abord une gamine soudanaise enlevée et vendue comme esclave à l'âge de sept ans. Voilà qui est encore actuel sur les rives du Nil! Et le pape de généraliser en faisant remarquer que «dans



notre monde d'aujourd'hui, innombrables sont les femmes qui continuent à être des victimes, même dans les sociétés modernes développées». Et d'ajouter encore que «l'histoire de la vie de «sainte» Bakhita n'inspire pas une résignation passive, mais la ferme résolution de travailler efficacement à libérer les jeunes filles et les femmes de l'oppression et de la violence, et à leur restituer leur dignité par le plein exercice de leurs droits». Que tout cela est bien dit et si pertinent! Une seule question: l'Eglise qui profère de si belles sentences saura-t-elle pour sa propre gouverne en déduire toutes les conséquences?

Sainte Joséphine, «avocate brillante de l'authentique émancipation», priez pour nous!
Guy Musy

Argentine

Apathie électorale sur fond de crise

Le 27 avril prochain, les Argentins éliront leur nouveau président. Mais, du fait du choix offert aux électeurs, aucune surprise n'est à attendre de ce scrutin.

Le couperet de la crise

Aujourd'hui, 57,5% des Argentins vivent en dessous du seuil de pauvreté, soit 20,815 millions de personnes, dont presque 10 millions sont dans l'indigence. Ces chiffres préoccupants, annoncés au début février par l'Institut national de la statistique et du recensement, sont le résultat d'une étude menée en octobre 2002. Ils constituent un nouveau record: lors de la précédente enquête, en mai 2002, le taux de pauvreté était de 53%. En résumé, de mai à octobre de l'année dernière, c'est-à-dire en cinq mois seulement, on a enregistré 1,645 million de nouveaux pauvres, dont presque un million entrent dans la catégorie de l'indigence. Selon les analyses économiques, cette progression s'explique par la forte hausse du prix des denrées alimentaires essentielles, qui a atteint presque 75% au cours de l'année 2002. Pendant la même période, les salaires, les retraites et les revenus n'ont pas augmenté.

Dynamique sociale

Face cette réalité complexe et asphyxiante, le mécontentement continue à se manifester, bien que l'intensité de l'explosion sociale ait faibli au cours des 12 derniers mois. Le large mouvement des *piqueteros* – chômeurs ayant choisi le barrage des routes comme forme d'action –, qui constitue depuis quatre ans le principal acteur social, est toujours présent et cherche à mieux définir son identité. De nombreux groupes, tout en continuant la lutte dans la rue, travaillent à consolider leur organisation et leur capacité de faire des propositions. C'est ainsi que ces derniers mois, les coopératives de biens et de consommation, les petits collectifs de production et les projets d'économie solidaire se sont multipliés.

En ce qui concerne les Assemblées de quartier, ce nouveau phénomène qui a conduit en décembre 2001 aux manifestations insurrectionnelles à l'origine de la démission du dernier président élu Fernando De la Rúa, leur activité s'est ralentie. Bien qu'el-

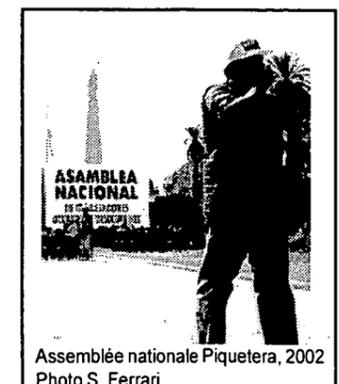


les existent toujours dans d'importants quartiers populaires et dans certains de la classe moyenne, leur capacité de mobilisation s'est réduite.

Les usines «récupérées» sont une autre expérience, sans doute moins ample mais tout aussi importante: il existe plus de 100 entreprises autogérées qui emploient 10 000 travailleurs. La plupart d'entre elles ont éliminé la hiérarchie. Plus de la moitié a déjà dépassé le volume de production antérieur et certaines commencent à embaucher.

Des élections: pas de réelles alternatives

A quelques semaines du scrutin, les élections n'éveillent aucun intérêt réel parmi les Argentins. Pour ce qui est des formations de droite, la scène est dominée par trois candidats du Parti justicialiste (péroniste) actuellement au pouvoir, dont l'un d'eux deviendra presque à coup sûr le futur président. Tombé à son ni-



Assemblée nationale Piquetera, 2002
Photo S. Ferrari

veau de popularité le plus bas avec moins de 5% des intentions de vote, le Parti radical (le parti de De la Rúa) fait une proposition de candidature peu exaltante. Vient ensuite un troisième candidat issu de l'extrême-droite. De l'autre côté, la gauche traditionnelle est divisée. Elle présente trois ou quatre candidats qui ensemble n'atteignent pas les 10% d'intentions de vote. Quant au centre, c'est la députée Elisa Carrió, cheffe de file de la lutte contre la corruption, qui brigue la présidence.

Il est difficile de croire que de ce paysage électoral puisse surgir une réelle solution pour le pays. L'indifférence de l'électorat s'explique par le fait que la classe politique est presque complètement coupée de la dure réalité quotidienne des 57% de pauvres. Le slogan «Qu'ils s'en aillent tous», qui a rythmé pendant des mois toutes les manifestations sociales, reste toujours d'actualité pour les Argentins. Même si nombre de ceux qui l'avaient adopté – y compris à gauche – participent aux élections et présentent un candidat, la perte de confiance envers les partis et les leaders traditionnels est considérable.

Sauf miracle de dernière minute, les élections de fin avril ne seront sans doute qu'un scrutin de plus, dans un pays fatigué de la démocratie formelle et qui attend des solutions concrètes et immédiates.

Sergio Ferrari
Trad. Michèle Faure
Service de presse
E-CHANGER



Lutte contre l'amnésie

Début février s'est tenu à Neuquén, «patrie» de l'évêque Jaime De Nevares, le Séminaire national de réflexion théologique. Cette rencontre annuelle, la plus importante pour le courant engagé de l'Eglise argentine, a rassemblé plus de 1200 délégués venus de tout le pays. Cette année, outre l'éthique citoyenne et la participation des chrétiens en cette étape historique, le Séminaire a fait une large place à la lutte des Argentins pour retrouver la mémoire collective et à leur exigence du «Jamais plus!».

Ce combat a connu une victoire décisive à la fin de l'année dernière. Après des années de mobilisation, les organisations de défense des droits humains de Rosario, ville située à 300 km à l'ouest de Buenos Aires, se sont vues remettre officiellement les installations qui abritaient pendant la dictature militaire (1976-1983) une prison clandestine parmi les plus redoutables. Elle se trouvait dans les bâtiments de la Direction centrale de la police, au cœur de la ville. Des centaines de personnes y été torturées avant de disparaître à jamais.

Par ailleurs, un ouvrage collectif sur la prison de Coronada (province de Santa Fé), qui s'est distinguée à la fois par ses terribles conditions de détention et par la résistance unitaire de la plupart des mille prisonniers qui sont passés par là, est en préparation et devrait être publié dans quelques mois. Ce livre, intitulé *Del Otro Lado de la Mirilla (De l'autre Côté du Judas)*, est le fruit de l'effort d'un groupe de 150 anciens détenus et réunit les témoignages d'une cinquantaine d'entre eux. Vingt ans après la fin de la dictature, la publication de cet ouvrage représente pour la société civile argentine un moment sans précédent dans la guerre menée contre l'oubli et l'amnésie collective.

(S. F. / E-CHANGER)

Cinéma et réalité cubaine

Trouver un langage qui interpelle la jeunesse

Daniel Diaz Torres qui avait gagné le prix du public au Festival international du film de Fribourg (FIFF), avec Hacerse el sueco, est revenu récemment en Suisse, invité par le FIFF, où il a présenté dans d'autres versions Alicia en el pueblo de las maravillas, Quiéreme y verás et Kleines Tropicana.

Hacerse el sueco présente sans censure une réalité cubaine démythifiée avec ses problèmes et ses contradictions. N'avez-vous pas été censuré?
Non.

Ou peut-être soumis à quelque type de critique officielle?

C'est inimaginable de penser qu'un film peut satisfaire tout le monde. Si quelqu'un le pense, il se trompe. Je peux suspecter qu'il n'a peut-être plu à l'un ou l'autre policier (NDR: l'un des personnages centraux est un vieux policier retraité, rigide et caricatural). Il se peut que le film ait déplu à un cadre du Parti. Toute œuvre artistique a le droit de provoquer des réactions. Le film présente tous les personnages avec un grand amour et un grand sens de l'humanité. Même le policier est une personne intégrée, avec une énorme sensibilité humaine. Le film exprime d'une certaine manière les contradictions réelles qui existent effectivement à Cuba.

Cela ne vous ennue pas de montrer ces contradictions?

Le sens du cinéma – tout au moins à mon avis –, c'est de contribuer à poser un regard plus profond sur la réalité. Ce film a connu un grand succès même à Cuba et il a reçu le prix du public au Festival de La Havane. Il fut également récompensé à Santa Cruz (Bolivie) et à New York, lors d'une semaine de cinéma cubain. Ce fut un vrai succès. Il me semble que par-dessus tout il permet aux gens de communiquer humainement avec les personnages. Pas tellement parce que le film est critique. Il présente des situations sociales et humaines, dans lesquels peuvent se reconnaître de nombreux spectateurs qui sont des êtres humains...

Votre cinéma en général – et ce film en particulier – ne cache pas la complexité de la réalité sociale: le petit trafic de drogue, la prostitution... Un regard qu'il n'est pas facile de trouver dans la presse et dans la propagande officielle.
Malheureusement, dans certains espaces de propagande, on uti-

lise un style douloureusement vieilli. Il me semble qu'il manque une actualisation qui permette de la rendre plus attractive, pour ne pas rester dans la rhétorique. Par exemple, je pense que le style actuel attire peu les jeunes...

Une distance de style et de génération?

J'ai des enfants et je travaille beaucoup avec les jeunes, je ne me sens pas vieux. Je sais le mal que produit sur une bonne partie de la jeunesse la propagande rhétorique que l'on trouve dans la presse écrite, dans certains programmes de télévision. Il me semble que nous devrions plus réfléchir à ce thème. Malheureusement, je sens chez certains une attitude de facilité. C'est ainsi, on fait ainsi... et comme personne ne le remet en question nous continuons ainsi. Ma grande préoccupation, j'insiste là-dessus, c'est que nous éloignons les jeunes. Ils sont fatigués de ce type de langue, qui génère une sorte de double morale: les gens semblent tout accepter, mais au fond ils se moquent de ce type de propagande. Et cela me préoccupe, parce que beaucoup de son contenu est correct et sérieux. Mais on répète des schémas de communication qui datent de 30 ou 40 ans en arrière. Certains pensent qu'on peut continuer à utiliser les formules des années 60. J'espère que la réalité s'imposera et qu'on changera de langage.

Est-ce l'expression de deux visions, l'une née au sein du monde artistique, plus ouverte, et l'autre plus liée à l'appareil?

Je crois que le problème réside surtout dans l'immédiateté des exigences politiques. L'aspect conjoncturel conditionne tout. Mais comme artiste on ne peut voir seulement la conjoncture. Il est clair que cette dernière va influencer l'élaboration du produit, mais on ne peut penser toute son œuvre en fonction du court terme. Pourtant, même dans un cadre immédiat, le langage devrait être plus efficace. Il existe une rhétorique vieillie et confortable. C'est préoccupant, parce que nous vivons dans un monde où l'impérialisme continue d'exister, égal à ce qu'il était auparavant, sinon pire. Nous affrontons aujourd'hui un proto-fascisme suscité par les gouvernants nord-américains, plus dangereux même que Reagan et ses prédécesseurs. Tout cela continue d'exister. Mais comment faire pour que notre dénonciation et notre condamnation, dans une situation aussi terrible, où l'on continue d'attaquer la Révolution, soit efficace, non-rhétorique, sans recourir à des langa-

ges répétitifs? Il y a des tentatives de rénover certains espaces de télévision, certains moyens de communications comme *Juventud Rebelde*... Mais cela fait partie d'un débat interne.

Ce débat sur le type d'information, de propagande, de style et de langage existe-t-il aujourd'hui?

Oui, mais pas avec l'intensité nécessaire. A de nombreuses reprises, la pression du quotidien renvoie cette réflexion à plus tard et le débat reste cantonné à un niveau secondaire. Par exemple, on fait chaque jour une table ronde à la télévision sur des thèmes importants. Toujours les mêmes journalistes, toujours le même modèle. Et on y traite des thèmes d'une grande importance, mais beaucoup de gens ne le voient pas parce que ces thèmes sont mélangés à d'autres, moins intéressants. Et le spectateur perçoit qu'ils sont développés sur le terrain de la rhétorique, sans contradiction ni polémique. Il faut dire que ces programmes sont apparus dans une conjoncture qui l'exigeait, au moment de l'affaire d'Elían (NDR: un enfant cubain retenu aux Etats-Unis sans autorisation de rentrer à Cuba). Ce fut alors très efficace. Mais maintenant il faudrait en revoir la conception. ■

Propos recueillis par Sergio Ferrari Trad. J.P Renk Service de presse E-CHANGER

Agenda

Dans le cadre du cycle de conférences La Suisse et l'Afrique du Sud organisé par l'IUED et le CETIM:

Coopération ou complicité? Aide suisse au développement: à quel profit? Eglises et œuvres: de quel côté?

avec Didier Péclard (chargé de recherche, Uni de Bâle), Eric Monier-Genod (chargé de recherche, Uni de Bâle) et Jean Fischer (ancien cadre au Conseil œcuménique et ancien secrétaire romand de l'EPER)
Jeudi 8 mai, 20h15, IUED, rue Rothschild, Salle Bungener.

Pilatus ou Ponce Pilate? Les deux, mon capitaine! Collaboration militaire suisse avec Pretoria.

avec Jean-Philippe Ceppi (journaliste TSR) et Peter Hug (chercheur, Uni Berne)
Jeudi 22 mai, 20h15, Uni Mail, bd Carl Vogt 102, Salle MR070

COTMEC
bd du Pont-d'Arve 16
1205 GENEVE
CH

JAB
1231 Conches
Changement d'Adresse
16, Bd. du Pont-d'Arve
CH-1205 Genève

COTMEC

Commission Tiers Monde de l'Eglise catholique
16, Bd. du Pont-d'Arve
CH-1205 GENEVE
Tél : +41 22 708 00 78
Fax: +41 22 708 00 79
E-mail: cotmec@worldcom.ch
Web: www.cath.ch/cotmec
CCP: 12-21551-1

COTMEC-INFO est Mensuel

Abonnement: Frs 20.- / An
Rédactrice Responsable: Nicole Kunz
Imprimerie: Fornara / GE

AVIS AUX ABONNES

Grâce à vous notre bulletin s'auto-finance chaque année, ce qui est un atout indispensable pour notre travail. Nous pouvons maintenir un abonnement à un prix accessible à tous si nous augmentons le nombre de nos abonnées. Merci donc de FAIRE CONNAÎTRE COTMEC-INFO autour de vous. Nous l'envoyons gratuitement à des correspondants dans des pays du Sud grâce aux dons supplémentaires. Grand MERCI à ceux qui soutiennent ainsi ces échanges. Les personnes qui ont reçu un abonnement en cadeau de la part de leurs connaissances ou qui auraient des difficultés financières ne sont pas concernées par les frais d'abonnement.



COTMEC
INFO

SUPPLEMENT
LES SANS-PAPIERS
NOUS CONCERNENT

commission tiers monde
de l'Eglise catholique

Du Lotus Bleu au Palais des Nations

La Salle Vitoria du Palais des Nations de Genève, à laquelle je fais allusion dans le *billet*, se trouve dans l'aile qui abritait la Société des Nations. Elle est décorée par les fresques du peintre espagnol José Maria Sert (1874-1945). L'idée qui a conduit l'artiste est finalement très simple: montrer «ce qui sépare et unit les hommes». La coupole est soutenue par la personification des cinq continents qui tentent de se donner la main. Ils sont invités à faire ce geste par le frère dominicain Francisco de Vitoria qui, depuis Salamanque, contestait, au XVI^e siècle déjà, la colonisation des Amériques. Ce religieux avait le courage de professer que les natifs de ces régions avaient des droits légitimes à faire valoir face aux Espagnols qui confisquaient leurs terres. Sur les parois de la salle, entre les fresques de Sert, je lis des inscriptions latines. J'en traduis une très librement: «*Tout conflit d'opinions ne doit pas être réglé par la force ou par les armes, mais seulement par le "jugement"*». On pourrait dire aussi par la «discussion». Il est émouvant de lire ici cette sentence quand on sait que l'histoire de la SDN se solda par un échec retentissant. Les ambassadeurs des Etats quittèrent la salle des débats pour laisser à la guerre le soin de régler leurs différends. On en connaît le prix: pendant six ans, une bonne partie de l'Europe, mais aussi de l'Afrique et de l'Asie allaient devenir un immense charnier.

Dans un contexte plus ludique mais tout aussi tragique me revient à l'esprit l'album *Le Lotus Bleu* d'Hergé, composé et diffusé au temps de la SDN et de la guerre sino-japonaise des années 30. Un diplomate japonais dénonce à la tribune de la SDN un attentat terroriste (déjà!) organisé selon lui par les Chinois, mais en fait commandité par l'armée japonaise. Cet incident venait bien à propos pour lui permettre de «justifier» l'occupation militaire de la Chine et le retrait du Japon de la SDN, qui refusait de cautionner cette invasion. Je me souviens du dessin d'Hergé, représentant l'ambassadeur nippon ramassant ses dossier et quittant d'un air faussement indigné la salle des délibérations.

On serait tenté de rapprocher les événements. L'ONU, héritière de la SDN, incapable d'arbitrer par la discussion le conflit américano-irakien, aurait-elle, elle aussi, signé son acte de décès? Ne serait-ce qu'à cause de la décision prise par l'un de ses membres les plus prestigieux et les plus puissants d'en découdre par lui-même avec Saddam Hussein, sans la caution ni le soutien des autres nations représentées dans cette institution internationale? Et des voix de s'élever alors contre la survivance de l'ONU devenue inutile, obsolète et budgétivore. La parution récente du livre de J.C. Buhner et de C. Levenson: *L'ONU contre les droits de l'homme?* ajoute encore de l'huile sur le feu: les auteurs mettant particulièrement en cause le fonctionnement de la Commission des Droits humains.

Il serait facile d'emboîter le pas à ces critiques. Je m'en garderai bien. Car l'ONU disparue que resterait-il à l'humanité pour régler ses conflits, sinon la force et les armes? Hors de la salle d'audience et du couloir des pas perdus de New York ou de Genève, que resterait-il sinon l'arrogance du puissant qui s'impose par le feu et par le sang? Par les temps qui courent, j'admire et je plains aussi ces diplomates de premier rang qui s'appellent Kofi Annan ou Sergio de Mello, le premier, secrétaire général de l'ONU, le second haut commissaire des Droits humains. Ridiculisés par les faucons de tout poil et de toute griffe, mais aussi par les sceptiques et les désabusés, ces deux hommes tentent d'éviter le pire. Et quand le pire arrive, ils songent déjà à le réparer. Sont-ils des rêveurs ou des naïfs? Je pense plutôt qu'ils sont de vrais artisans de paix, ceux qui ne désespèrent pas de faire parler à la même table des adversaires qui s'ignorent et se détestent. Même si, comme Pénélope, ils doivent chaque matin reprendre l'ouvrage que la nuit vient de défaire. Leur présence tenace et persévérante est une chance de survie pour notre humanité. Même si cela devait lui coûter un peu d'argent! De toute façon, comparé à celui des missiles et des bombardiers, le prix de la paix demeure dérisoire. ■

Guy Musy

Billet évangélique

Un immense bercail!



Au cours de cette sale guerre d'Irak, il m'est donné de visiter le Palais des Nations qui abrite en cette saison – ô dérision! – la Commission des Droits humains. Sur les parois de l'atrium qui donne sur la salle Francisco De Vitoria – dominicain espagnol qui «inventa» au XVI^e siècle le droit des nations à se gérer elles-mêmes (autre dérision!) – une fresque et une inscription latine: «*Nos autem populus ejus et oves pascuae ejus*». Je m'attendais à tout, sauf à découvrir en ce lieu ce verset du psaume 94 qui introduit chaque matin la louange de mon Eglise. «*Nous sommes son peuple, le troupeau de son pâturage!*» Vers la salle Vitoria se pressent de graves diplomates, munis de lourds cartables, pour discuter désarmement. Au même moment, les B52 arrosent Bagdad! Encore une dérision! Avant de passer la porte, ces hauts fonctionnaires daignent-ils jeter un regard sur ce verset qui les invite à imaginer la terre comme un unique «pacage» et tous les humains comme la propriété du même Dieu Berger?

Face à cette profession de foi murale, défilent donc des chrétiens, des musulmans, des juifs, des bouddhistes, des agnostiques, des athées; des hommes affamés de violence, de guerres ou de vengeance, mais aussi d'inépuisables artisans de paix; des politiciens retors, hypocrites et sans vergogne, et tant d'autres au cœur sincère. Qu'ils le veuillent ou non, qu'ils y croient ou qu'ils s'en moquent, ils sont tous sous le regard du Dieu Berger qui fait lever son unique soleil sur les bons et les méchants et qui souffre de la désunion de ses enfants. ■

Guy Musy

Vers une véritable communication planétaire

En décembre 2003, Genève accueillera le Sommet mondial de la Société de l'information, convoqué par les Nations Unies, comme premier pas d'un processus qui se poursuivra ensuite à Tunis en 2005. Deux réunions préparatoires (PREP COM) – de juillet 2002 et février 2003 à Genève – laissent prévoir les débats de fond que tiendra le Sommet en cette fin d'année.

«Jusqu'à maintenant, on perçoit que les deux axes clés de ce sommet seront le marché et les technologies. En réalité, il faudrait partir du projet de société mondiale que nous voulons construire et en fonction de ce projet préciser ensuite les logiques de communication planétaire», estime Victor van Oeyen, expert hollandais vivant en Bolivie depuis 18 ans et l'un des promoteurs continentaux de la Campagne pour les droits de la com-

munication dans la société de l'information (CRIS). Lancée en 2002 dans le cadre du deuxième Forum social mondial de Porto Alegre, elle «présente des visions de la société de l'information basée sur les principes de la transparence, de la diversité, de la participation, de la justice sociale et économique, basée sur l'équité entre les genres et les diverses perspectives culturelles et régionales.» Pour le sommet de décembre, nous souhaiterions que «l'on change l'ordre du débat et que l'on parle d'une société de la communication basée sur l'horizontalité et le dialogue», analyse de manière critique Van Oeyen.

Lapsus révélateur

Ce changement de cours du prochain sommet est accepté aussi par Guillaume Chenevière, ancien directeur de la Télévision suisse romande et coordinateur du Conseil mondial de la radio-télévision. «A la fin de PREP COM 2, le communiqué officiel l'a décrit comme le Sommet des nouvelles

technologies de l'information et de la communication, relève l'ancien responsable de la TSR. «Ce lapsus est révélateur: l'aveuglement des uns, la passivité des autres, les mauvaises intentions de certains parmi les 150 gouvernements représentés aux conférences préparatoires font craindre le pire». Chenevière conclut sur l'une des préoccupations de base de la CRIS, qu'il partage: «Si le résultat du Sommet est la définition par la Société de l'information, par la communauté internationale, comme un problème technologique, il faut y voir un signal négatif très fort.»

Une cosmo vision différente

Une trentaine d'organisations helvétiques de développement, de défense des droits humains, ont adhéré à la Plateforme suisse pour la Société de l'information qui depuis des mois mène une réflexion ouverte et critique sur le contenu du sommet de décembre 2003. Cette Plateforme, comme le rap-

pelle Jacques Berset, directeur de l'Agence catholique de presse et promoteur actif de ladite coordination, cherche à «coordonner le travail des différentes ONG et associations suisses intéressées à ce thème et tente de gagner une influence dans le processus de préparation du sommet et sur la délégation suisse qui y participera». D'autre part, ce qui est tout aussi important, elle se propose de «sensibiliser la population suisse aux enjeux de la Société de l'information et aux revendications de la société civile suisse».

La Plateforme propose la formation d'une task-force, initiative étudiée actuellement par l'Office fédéral de la communication, qui coordonne la présence helvétique au Sommet. Cette task-force sera une structure permanente «qui devra travailler de façon concertée et dans la transparence, dans l'esprit d'intégration de toutes les forces vives...»

Sergio Ferrari
Service de presse
E-CHANGER

Post-apartheid

Nouvelles donnes pour la campagne

Le recours à une action en justice dans le cadre de la campagne internationale pour les réparations et l'annulation de la dette de l'apartheid est désormais une réalité. Une nouvelle donne pour la campagne a motivé une rencontre internationale de ses représentants, en mars, à Francfort: fin 2002, Michael Hausfeld, l'avocat américain mandaté par Jubilee Afrique du Sud, a déposé une plainte aux Etats-Unis au nom d'un collectif de victimes. La plainte nomme huit banques et 12 entreprises originaires de six pays – dont la Suisse – qui se sont rendues coupables de complicité avec le régime de l'apartheid.

Trois jours de conférence à bâtons rompus en présence de Cotmec-info / 5-03 / 249-2

chercheurs, d'avocats, d'officiels sud-africains de la campagne et surtout de membres de six pays engagés au niveau national dans la action citoyenne. L'occasion de faire le bilan des actions nationales, d'exprimer les attentes, de formuler des pistes d'action et de se concerter sur un message commun. Un tournant décisif dans le cadre de cette campagne et qui prend, par bien des aspects, un caractère historique. Rappel: il y a plus de quatre ans que Jubilee Afrique du Sud multiplie ses appels aux banques et entreprises ayant soutenu et bénéficié du régime de l'apartheid afin qu'elles se réunissent autour de la table des négociations. Un appel resté lettre morte alors que l'héritage de l'apartheid voit grandir toujours plus le rang de ses victimes. Comment parler de réconciliation en l'absence de la reconnaissance du tort causé par ceux qui, directement ou indirectement, se sont rendu coupables de crime contre l'humanité? En l'absence de la reconnaissance d'une obligation morale de participer à la reconstruction d'une société qui continue à souffrir

des préjudices de son passé? C'est ce devoir moral de réparations au sens large, qui, faute d'avoir été entendu et respecté se voit désormais porté devant les tribunaux. L'apartheid remplit toutes les conditions d'appartenance au crime contre l'humanité (et il fut d'ailleurs jugé comme tel dès 1976 par les Nations-Unies). En cela, il est condamnable par le droit international et cette condamnation touche à la fois les auteurs de ce crime et ceux qui s'en sont rendu complices; les banques et les entreprises nommées par la plainte appartiennent à cette deuxième catégorie. L'action légale semble, à ce jour, l'unique voie possible pour révéler la vérité sur la complicité des entreprises avec l'apartheid et pour que justice soit rendue aux victimes. Pour cette raison, il existe désormais, en parallèle de la campagne, une action juridique reconnue et soutenue par celle-ci. Deux éléments viennent renforcer cette dimension juridique: la récente publication du rapport final de la Commission vérité et réconciliation, – qui réaffirme le rôle clef joué par les entreprises

et les banques dans le maintien du régime ségrégationniste, ainsi que la nécessité de réparations – et celle de la déclaration de la campagne internationale pour les réparations et l'annulation de la dette de l'apartheid, que l'on peut dès à présent signer² en gage d'engagement en faveur de la justice économique en Afrique australe.

Ces trois jours à Francfort ont donné l'opportunité à toutes les parties impliquées dans la campagne de resserrer des liens, de réaffirmer un engagement commun en faveur des droits humains et en faveur du droit des victimes à demander des réparations pour les dommages causés par l'apartheid. Il est plus que jamais nécessaire d'amener ces engagements au niveau du débat public en vue d'une véritable réconciliation.■

Astrid Lehr

1. Afrique du Sud, Allemagne, Belgique, Etats-Unis, Grande-Bretagne, Suisse.
2. A demander à notre secrétariat ou à télécharger depuis notre site internet

Coopération sud-sud

Ou quand les paysans haïtiens visitent leurs homologues africains

L'idée est née grâce à l'initiative du Fonds international pour le développement économique et social (FIDES), une fondation de droit suisse créée en 1990 et dont l'objectif est d'apporter un appui aux initiatives de développement du Sud. Le point de départ de ce projet a été le constat suivant: malgré l'accès à la mer, Haïti demeure un pays isolé, enclavé, n'ayant pour unique horizon que les Etats-Unis. D'un autre côté, le Sahel, de par sa situation géographique et les habitudes de sa population, est une région de déplacement. Les gens qui y vivent bougent constamment. Pourtant, à y regarder de près, les paysans, aussi bien d'Haïti que du Sahel, font face au même type de problèmes auxquels ils apportent des solutions différentes selon qu'ils habitent l'un ou l'autre pays. D'où l'idée de les faire se rencontrer pour qu'ils puissent partager leurs expériences réciproques.

Pour réaliser cette rencontre, FIDES a mandaté le Groupe de réalisations et d'animation pour le développement (GRAD) qui dispose d'une expérience et d'un réseau de partenaires dans les deux régions. Ainsi à la fin de l'année dernière, Lina Jérôme, Adrienne Samedi, Destin Ligène et Yvon François, tous quatre paysans agriculteurs d'Haïti ont séjourné deux semaines au Burkina Faso et une semaine au Togo. Ils étaient accompagnés d'Hervé Philippe, agronome et secrétaire de FIDES-Haïti.

Qu'est-ce qui a étonné les Haïtiens en Afrique?

«La capacité des groupements de paysans à négocier avec l'état, pour obtenir des crédits ou le soutien des techniciens agricoles.» Ils insistent sur le fait



que cette expérience a été acquise sur le tas, à partir des expériences de terrain. «Les paysans en Afrique sont mieux organisés et constituent un réel pouvoir, tandis qu'en Haïti, les organisations se situent à un niveau plus local et manquent de poids.»

Qu'est ce qui a étonné les Africains?

«Ils pensaient que nous étions des Américains, ils ont été surpris de rencontrer des noirs. Ils ne savaient pas que nous sommes les descendants d'anciens esclaves venus d'Afrique.» Les Haïtiens ont visité en tout 31 groupements. Ils ont observé les méthodes de production (arrosage maraîcher, système d'irrigation dans les zones arides: ils puisent l'eau avec une pompe puis la distribuent par des tuyaux d'acier galvanisés), la fabrication du savon à partir du beurre de karité et du miel, etc. «En Haïti, il existe des fabriques de savons artisanales à base de papaye, mais pas aussi bien structurées qu'en Afrique.» Autre point à souligner, les bibliothèques villageoises et le rôle de la radio communautaire. Un outil indispensable dans la sensibilisation et l'information.

Qu'est-ce que les Africains peuvent apprendre des Haïtiens?

Certaines méthodes agricoles qui favorisent un meilleur rendement. «Ils n'utilisent pas de tuteur pour leurs tomates, ils n'entlèvent pas non plus les bourgeons intermédiaires.» Des pratiques simples mais qui se révèlent avantageuses. Au niveau du stockage, les Haïtiens ont mis en garde les africains contre l'utilisation d'un insecticide nocif à la santé pour conserver leurs récoltes et leurs semences. Aussi leur ont-ils appris comment utiliser à la place un produit naturel à base de piment et de poivre.

Des mœurs différentes pour une origine commune

Les Haïtiens se sont intéressés au us et coutumes de l'Afrique. «Les pays que nous avons visités sont musulmans, la polygamie y est généralisée, mais nous avons compris que, si les femmes avaient le choix, elles opteraient pour la monogamie.» Il y a aussi le vaudou, principa-

lement au Togo: «ils le pratiquent comme en Haïti.»

Les vieux ont plus d'importance en Afrique qu'en Haïti, est-ce un bien ou un mal? «Le respect des anciens est une bonne chose, mais il risque d'empêcher les jeunes de prendre leur place.»

Les Haïtiens ont aussi noté des similitudes: Adrienne Samedi a acheté un tableau très évocateur au Burkina Faso. Celui-ci représente une femme avec une multitude de mains, pour s'occuper de la cuisine, du mari, de la lessive, du champ, des enfants, aller chercher de l'eau, etc. «Les femmes africaines font tout, comme les femmes en Haïti.»

Ils ont également eu des moments de loisir, ils ont appris comment préparer le fofou et, à leur tour, ils ont appris aux Africains comment préparer les cocktails de jus de fruits. Ils ont chanté et dansé ensemble des danses africaines et haïtiennes et ont échangé des salutations en langues locales et en créole.

Quelle suite ce voyage aura-t-il?

«Nous en parlerons en Haïti, au niveau local, régional et national. Une telle expérience accroît notre capacité et nous donne plus de force. Elle nous encourage à nous organiser pour amener l'Etat à assumer ses responsabilités.» Une des priorités, nous ont-ils confié, sera la recherche des moyens pour résoudre les problèmes de la communication, un instrument utile quand on veut développer le monde paysan, car c'est par ce moyen que l'on arrive également à renforcer le rôle de la société civile. Que reste-t-il de ce voyage? «Le sentiment que tout est possible, que les paysans sont intelligents, qu'ils peuvent faire beaucoup de choses et se prendre en charge.» Les Africains rêvent de se rendre à leur tour en Haïti et tous espèrent que cela pourra se réaliser.

Justin Kahamaile

Régularisation: quelles perspectives?

Devant l'ampleur du problème des sans-papiers, la situation inacceptable vécue par la majorité d'entre eux et l'immobilisme du gouvernement suisse, des groupes se sont mobilisés en collectifs de soutien depuis quelques années, coordonnant leurs efforts pour tenter de proposer une solution à Berne. Parmi ces organismes, le SIT est engagé depuis longtemps dans cette lutte contre la clandestinité. Pionnier en Suisse, ce syndicat a lancé une initiative originale: des procurations que les personnes sans statut légal peuvent signer et qui constituent un premier pas dans la procédure de régularisation. En cas d'arrestation, la police doit en tenir compte et ne devrait pas renvoyer manu militari une personne en possession de ce papier, sauf si l'arrestation est due à une question plus grave que la non détention d'un permis de séjour.

Actuellement, le SIT possède presque 1200 dossiers concernant plus de 2000 personnes. Le critère pour bénéficier de cette procurator, c'est d'avoir travaillé au moins une fois en Suisse. Membre du Collectif de soutien genevois aux sans-papiers, le SIT a décidé de déposer cet été, au nom dudit Collectif, une demande globale de régularisation des personnes sans statut légal à Genève. L'échéance de cette action est dictée par la date à laquelle le peuple suisse devra se prononcer sur trois lois impliquant directement la situation des sans-papiers (voir encadré ci-contre).

Plusieurs raisons poussent à engager cette demande de régularisation globale à partir de Genève. Tout d'abord, trop peu nombreux sont les cantons où la question des sans-papiers est débattue dans l'opinion publique. Zurich, par exemple, nie d'avoir des sans-papiers! Attendre une action au niveau national serait repousser les échéances trop loin. Partir de Genève signifie prendre appui sur une politique plus favorable qu'ailleurs au sort des étrangers. Plusieurs initiatives, comme par exemple le droit à la scolarité et à l'assurance maladie, existent déjà dans ce canton. Cette demande sera accompagnée de mesures d'accompagnement, visant à démontrer que le travail des personnes sans statut légal est essentiel au fon-

ctionnement de l'économie. Les chiffres avancés par le SIT montrent que la grande majorité des sans-papiers sont des femmes employées dans l'économie domestique (notamment la garde d'enfants et de personnes âgées). Répondant au manque de crèches et d'EMS, notoire à Genève, les emplois dans ce secteur apportent déjà une solution mais dans des conditions de précarité inconcevable. Il est important que l'Etat reconnaisse enfin ce travail clandestin et cesse de se voiler la face.

En mettant le doigt sur le problème épineux de l'économie domestique, le SIT touche un secteur sensible où il n'existe encore aucune forme de réglementation: essayez, à titre d'employeur privé, ne serait-ce que d'inscrire une aide ménagère à l'AVS. La régularisation devra donc s'accompagner de la création du chèque-emploi qui permettra de payer facilement les déductions habituelles. Notons au passage que jusqu'à 1986, les cadres qui arrivaient en Suisse obtenaient sans difficulté des permis B hors contingent pour leur femme de ménage aussi!

Comme Ismail Turker le souligne, cette demande de régularisation ne s'inscrit pas dans le cadre de favoriser une politique de libre-circulation, car cela ne résoudre aucun problème, ni en Suisse, ni dans les pays du Sud. Le problème des sans-papiers étant bien réel et énorme, il s'agit bien de trouver une solution pour empêcher que continue cette forme d'exclavage moderne qui est inacceptable à tous les points de vue. ■

Nicole Kunz

Depuis un an un Réseau de parrainage a été créé pour apporter des aides ponctuelles aux personnes sans papiers (rédaction de lettres, démarches administratives, contacts humains). Une trentaine de marraines et de parrains se réunissent régulièrement pour partager leurs expériences et leurs questions. Le Réseau est ouvert à quiconque se sent concerné par ce problème, dans sa conscience de citoyen, de chrétien ou d'être humain.

Contacts: COTMEC 022 708 00 78

Attention! Lois racistes...

Le projet de la LEtr

Présentée comme la solution aux problèmes économiques et démographiques de notre pays, cette loi vise en fait à empêcher définitivement l'entrée en Suisse pour y travailler à tous les ressortissants hors de l'Europe. Exception: compétences qualifications personnelles spécifiques qui donne accès à un permis d'une durée allant de 6 à 24 mois et non renouvelable (autre version du statut de saisonnier sans possibilité de recevoir le permis annuel!). Si le projet est accepté, la situation des sans-papiers sera encore plus précarisée et rendue clandestine, sans compter qu'il n'y aura même plus moyen de payer les assurances sociales.

Projet de loi pour la lutte contre le travail au noir

Présenté de façon erronée en référence constante avec le projet de la LEtr, ce projet fait la confusion entre travail au noir et travailleurs étrangers, alors que ces derniers paient en majorité les assurances sociales et l'AVS. En cas d'acceptation, les seules victimes seront les sans-papiers qui seront exclus à moins que leurs employeurs ne cessent de les déclarer aux assurances.

Révision de la loi sur l'asile

Promue par les milieux blochétiens et de l'UDC, cette loi risque d'entraîner la mise à mort du droit à l'asile, qui est, rappelons-le, un droit fondamental de notre Constitution.

Enjeux Nord-Sud est un supplément du mensuel Cotmec-info

Editeur:
COTMEC - Commission Tiers Monde
de l'Eglise catholique
16 Pont-d'Arve
CH-1205 Genève
Tél.: (41 22) 708 00 78 / Fax: 708 00 79
www.cath.ch/cotmec

COTMEC-info
Mai 2003

Enjeux Nord Sud



Les sans-papiers nous concernent

Edito

Derrière le mot *étranger* on découvre toutes sortes de statuts différents: la personne avec permis d'établissement, C ou B, le saisonnier avec une autorisation de travail temporaire, en passant par le réfugié, le requérant d'asile, le clandestin, sans oublier le riche industriel, le sportif ou l'acteur. Ce qui peut les différencier est le fait d'avoir ou non un statut légal. Les personnes qui n'ont pas d'autorisation légale de séjour et de travail en Suisse sont ceux qu'on appelle communément les sans-papiers. Un terme ambigu, car ces hommes, femmes et enfants disposent pourtant bien d'un passeport ou d'une carte d'identité; de plus ils ont souvent un travail régulier, paient l'AVS, et ont des impôts retenus à la source. Pourtant ils n'existent pas dans les statistiques économiques et démographiques, car il leur manque le sésame qui leur permettrait de régulariser leur situation de clandestins.

Le problème des sans-papiers est loin d'être une nouveauté. Déjà dans les années 70, alors que les saisonniers n'étaient pas autorisés à faire venir leur famille en Suisse, un certain nombre de leurs épouses les rejoignaient quand même et travaillaient dans le secteur de l'économie familiale sans avoir de permis de travail. La situation économique jusqu'en 1991 était telle que

30 000 permis étaient attribués chaque année. Dès 91, on observe un changement de la politique migratoire, qui ne permet plus aux nouveaux immigrants – majoritairement en provenance d'Amérique latine – d'accéder à une quelconque forme de permis de travail, sauf pour quelques rares cas. Cette situation a créé une section clandestine de la classe active. Employés dans les secteurs de l'économie domestique principalement, ainsi que dans l'agriculture et le bâtiment, ces personnes travaillent dans des conditions d'extrême précarité et ne sont à l'abri d'aucun abus en ce qui concerne le salaire ou, plus grave, sous forme de harcèlement psychique et physique.

Cette situation hypocrite est parfaitement connue des autorités puisque certains pans de notre économie ne fonctionneraient pas sans leur apport. Et pourtant les instances politiques ne s'expriment pas, laissant à l'administration fédérale le soin d'appliquer ou non toutes sortes de règlements, souvent très flous et conduisant à l'arbitraire le plus total. En parallèle des expulsions régulières, la Suisse d'un côté semble tolérer la présence de ces personnes qui comblent une partie de l'économie, mais d'un autre côté, elle prépare trois lois au niveau fédéral pour durcir encore plus sa politique migra-

toire. Proposées sur un même plan – la révision de la LEtr (loi sur les étrangers), la loi sur le travail au noir et celle sur l'asile –, ces démarches ont pour seul et unique but d'interdire définitivement l'accès à un permis de travail aux étrangers dits du troisième cercle, c'est-à-dire hors du cadre européen.

En tant que citoyen, chrétien et défenseur des valeurs démocratiques, plusieurs questions doivent impérativement se poser avant qu'il ne soit trop tard: peut-on humainement accepter ces nouvelles lois dans notre pays qui, par tradition, a toujours accueilli les étrangers et qui pose la démocratie comme valeur première de sa constitution? N'est-il pas temps de réagir de manière plus drastique contre les discours tels que ceux de l'UDC qui semblent répondre aux attentes d'une population toujours plus large et à son malaise grandissant face aux autres cultures? Enfin, ne faudrait-il pas mieux redéfinir les causes réelles de ces mouvements migratoires, alias la situation dramatique des pays du sud – à laquelle les pays dits développés ne sont pas si étrangers –, et s'activer pour que le 0,7% voté pour l'aide au développement soit utilisé entièrement à cet effet? ■

Maryse Durrer et Nicole Kunz

Sans-papiers: un problème des pays riches

Être sans papier cela veut dire être à la merci de son employeur, de quiconque pouvant vous dénoncer quels qu'en soient les motifs; cela veut dire aussi l'impossibilité de faire des projets, d'avoir une vie sociale, de s'intégrer; et surtout, cela signifie subir. Subir l'arbitraire, la violence, le déni des droits élémentaires, sans pouvoir se plaindre, car dénoncer des actes répréhensibles veut dire aussi attirer l'attention sur une situation irrégulière, que la police est d'accord d'ignorer tant que l'on semble invisible.

Parmi les sans-papiers, les femmes sont encore plus vulnérables, car leurs chances d'obtenir une régularisation sont quasi nulles. Les critères permettant l'obtention du fameux sésame sont totalement discriminatoire: tous les critères retenus sont basés sur la vie des hommes ne prenant pas du tout en compte les motifs spécifiques aux femmes d'avoir à émigrer. Employées essentiellement dans l'économie domestique, leur situation est moins stable, rarement à l'abri du harcèlement psychique ou physique. Quand elles ont des enfants, leur possibilité d'intégration est diminuée car elles passent plus de temps à l'intérieur et disposent de moins de loisirs.

A la mondialisation économique, répond une mondialisation des sans-papier. Aucun pays n'y échappe.

Mexique/USA: en 1998, les Etats-Unis ont expulsé 1,2 million d'immigrants mexicains sans papiers, chiffre dans la moyenne annuelle des expulsions! En parallèle, un certain nombre de personnes trouvent la mort en tentant de passer illégalement aux Etats-Unis, victimes des trafiquants de tous poils qui s'enrichissent de la misère des candidats à l'émigration.

En **Belgique**, Pax Christi est montée aux créneaux rappelant que c'est le principe de fraternité universelle qui doit gouverner les humains. Soulignant aussi qu'un esprit procédurier

ne réglant rien au fond du problème laisse le champ libre à des attitudes xénophobes, voire racistes. Un appel que Suisse devrait aussi entendre.

En **Angleterre**, on observe un raidissement de la politique jusqu'alors la plus libérale. Si les plus anciens demandeurs d'asile voient leur situation régularisée et le regroupement familial autorisé, les réfugiés «économiques» n'ont pas d'existence légale dans le pays.

En **Italie**, une loi votée en 1998 a mis en place, pour la première fois, des mécanismes légaux concernant l'entrée sur le territoire italien et le renouvellement des permis de séjour. En 1995, la régularisation de plus de 200 000 sans-papiers avait provoqué un afflux massif de clandestins venus de toute l'Europe. Aujourd'hui le gouvernement songe à définir des quotas annuels en fonction des besoins de l'économie italienne, sans préciser le sort réservé à tous ceux et celles qui pénétreront quand même dans le pays.

Il y a quelques années le **Costa Rica** a décidé de proposer une régularisation avec amnistie à tous les sans-papiers vivant dans le pays, ce sont tout particulièrement des gens venant du Nicaragua. Faisant preuve de solidarité, le pays s'est engagé à ne pas expulser les immigrants illégaux, tout en soulignant qu'il ne pouvait en recevoir davantage.

Au **Japon**, la sévérité des lois à l'encontre de l'immigration illégale ne dissuade pas de nombreux ressortissants des Philippines, femmes et hommes, à devenir des sans papiers. Quelques exemples: une femme qui vient de rentrer raconte que le salaire touché à Tokyo est 11 fois plus élevé que celui qu'elle pourrait obtenir à Manille; un maçon explique que son salaire lui a permis d'acheter aux Philippines, une maison et une voiture et d'envoyer ses deux enfants dans une école privée. A signaler que les deux-tiers des sans-pa-

piers sont des femmes.

La **Russie** fait face à une situation nouvelle pour elle. Pendant des décennies, les frontières étaient hermétiquement closes. Aujourd'hui, elle voit débarquer des migrants des ex-républiques soviétiques – mais aussi d'Afrique et d'Asie – qui pensent que de là ils pourront plus facilement passer en Europe occidentale. Toutefois, la nouvelle s'étant répandue que l'accueil et les conditions matérielles étaient médiocres, voire mauvaises, le flux des arrivées a diminué immédiatement. A lire les intentions de la Suisse, elle doit être au courant!

En **Arabie saoudite**, le grand mufti a lancé une fatwa – un décret religieux – rappelant qu'exploiter les travailleurs étrangers est contraire à l'islam. Devant les conditions de vie qui leur sont imposées par leurs patrons, l'an dernier plus de 19 000 employées domestiques ont fui; il est probable qu'elles grossissent les rangs des sans-papiers.

Ces exemples, très disparates, démontrent que partout où il y a sans-papiers, il y a exploitation et déni des droits élémentaires. Mais aussi que tant que les différences seront aussi criantes entre les possibilités économiques des pays, des milliers de femmes et d'hommes braveront les lois, l'exploitation, les mauvais traitements pour tenter leur chance et pour aider leurs familles restées au pays.

De l'avis général la régularisation des sans-papiers tous les deux ou trois ans n'est pas une solution à long terme. L'immigration est un phénomène naturel que la fermeture des frontières n'empêche pas. Il faut donc créer des possibilités d'entrée légale et en même temps sévir drastiquement contre le travail au noir, en punissant les employeurs et non les employés. Et surtout, il faut attaquer le problème à la source, c'est-à-dire le fossé toujours plus grand qui sépare le nord du sud. ■

Maryse Durrer

Sans-papiers, une réalité au quotidien

Darlène Pfister a travaillé pendant plusieurs mois au Syndicat interprofessionnel des travailleuses et travailleurs (SIT). Elle s'est concentrée en particulier à la problématique des sans-papiers en assurant la permanence pendant laquelle ces personnes peuvent venir signer une procuration.

Qui sont les sans-papiers?

Ce sont des femmes, des hommes et des enfants qui ont quitté leur pays pour des raisons économiques. Ils sont les victimes du système néo-libéral, de la corruption et du manque d'infrastructure sociale. Tandis que seule une petite minorité de riches réussit à vivre, la majorité ne peut ni trouver un travail ni encore moins faire vivre sa famille à cause de salaires trop bas. Animées par l'espoir de trouver du travail ailleurs, un petit nombre d'entre elles arrivent en Europe où malheureusement la migration dite «économique» n'est pas reconnue pour recevoir un permis de travail. Originaires principalement d'Amérique latine (Colombie, Bolivie, Equateur, Brésil, Paraguay), d'Afrique (Magreb, Côte d'Ivoire, Cameroun) et des Philippines, ils travaillent en Suisse depuis parfois 15 ans sans statut légal, ce qui les met dans une position d'extrême précarité.

Comment arrivent-ils en Suisse?

Il y a plusieurs filières. Pour la plupart des pays d'Amérique latine, il n'y a pas de nécessité de visa pour entrer en Europe ou en Suisse. Cela est en train de changer pour la Colombie, par exemple, où la situation de conflit a poussé la Suisse à demander un visa d'entrée. Il y a alors toujours la possibilité de passer par l'Espagne qui n'en requiert aucun pour l'instant. La situation est différente pour les Africains qui utilisent d'autres moyens: faux visas achetés à des fonctionnaires corrompus, passeurs qu'il faut payer très cher, sans compter la filière de la prostitution et du commerce de drogue qui rend la situation de ces personnes en-

core plus difficile. Nous avons eu aussi plusieurs cas de femmes marocaines que des familles ont ramenées avec eux en Suisse et dont on a confisqué le passeport pour les empêcher de s'en aller. Les Philippins pour la plupart arrivent avec des fonctionnaires internationaux comme majordomes ou jeunes filles au pair. Ces personnes sont exploitées plus encore que les autres sans-papiers, au niveau des heures de travail (jusqu'à 60 heures par semaine et sept jours sur sept), du salaire (nourris et logés sans autre forme de rémunération) et des conditions de vie (ils ne sortent pratiquement jamais de chez eux).

Pourquoi accepter ces conditions de précarité?

La phrase que j'ai entendue le plus souvent est: «*Mauvais ici, pire là-bas.*» Il faut tenir compte qu'un salaire moyen en Amérique latine est de 100 dollars par mois, insuffisants pour nourrir une famille et vivre dignement. En Suisse, il existe une qualité de vie qui, comparée à la criminalité et à l'absence de sécurité sociale qui ne donne pas droit aux soins et aux médicaments, pousse ces personnes à rester en Suisse et à supporter ce qu'ils vivent ici.

Ils ont des droits et pourtant ne les utilisent pas souvent. Pourquoi?

Il y a plusieurs raisons à ce comportement. D'abord la loyauté envers leurs employeurs. De plus, ils risquent de perdre un travail qu'il est de plus en plus difficile de retrouver. Et puis, même une paie de 800 francs par mois, c'est presque un salaire annuel chez eux, leur permettant d'envoyer de l'argent à leur famille, de payer un prêt pour s'acheter une maison. On observe aussi une forme de résignation quant à leur sort. Avoir vécu toute sa vie dans un pays où règne la dictature et la corruption n'a jamais aidé personne à faire valoir ses droits, surtout si on n'est pas informé sur les démarches qu'il est possible d'entreprendre. N'avoir jamais

exercé son droit de citoyenneté dans son pays, n'aide pas à oser le faire à l'étranger. Par ailleurs, les femmes sans-papiers qui sont majoritaires en nombre, proviennent pour la plupart de cultures où elles sont soumises depuis l'enfance au pouvoir masculin, ce qui n'arrange pas non plus les choses. Et ce ne sont pas les abus qui manquent! Dans l'hôtellerie, par exemple, il n'est pas rare que des patrons emploient une personne pendant deux mois, puis la renvoient sans lui payer son salaire et en trouvent une autre pour la remplacer et lui imposer le même traitement. Sans compter le harcèlement sexuel, les pressions psychologiques, les menaces de dénonciation, la peur d'être arrêté et renvoyé. Tout cela menace sérieusement la santé mentale des personnes sans papiers en les plongeant dans des états de dépression.

De quelle manière les sans-papiers font-ils partie de notre économie?

Ils le sont de façon occultée, car on ne se rend pas compte des services qu'ils rendent à la société. Le fait qu'ils aient tous un travail – que ce soit dans l'économie domestique ou la construction – montre que ces emplois sont importants et doivent être couverts. D'autre part, ils participent indirectement aux impôts, car la majorité des sans-papier travaillant dans l'économie familiale en compensant le manque de crèches sur Genève permet aux femmes de travailler, ce qui implique donc plus d'impôts à payer. Et il ne faut pas oublier non plus le problème de l'AVS qui, avec la baisse du taux de natalité pourrait trouver une solution avec une main d'œuvre active et qui a encore des familles nombreuses. En bref, l'économie suisse a besoin du travail fourni par les sans-papiers. Il est donc absurde et inhumain de les garder dans des conditions proches de l'esclavage. ■

Propos recueillis par Nicole Kunz

De l'aide au développement au partenariat pour le développement

Il y a maintenant plus de 40 ans que l'aide au développement occupe une place importante dans notre pays. Peu à peu on a vu se produire un glissement, de l'aide on a passé à la coopération et aujourd'hui, le mot partenariat s'impose de plus en plus.

Ce n'est pas qu'un glissement sémantique, mais réellement une autre manière d'envisager le développement. L'expérience a démontré que le développement ne doit pas seulement être durable, mais qu'il est une évolution permanente; tous les pays, riches ou pauvres, ont besoin de repenser périodiquement leur développement. Par ailleurs, la conviction que l'aide apportée au Sud n'aura d'effet que si les conditions cadres changent à mûri, ce qui implique une action politique et citoyenne au Nord. Aujourd'hui cette action politi-

que s'appelle: Campagne Clean Clothes, Campagne pour l'annulation de la dette, Réseau international pour la justice fiscale, Forum social, Commerce équitable etc.

Autre changement de vocabulaire, on tend à abandonner le mot *projet* pour le remplacer par *programme*. Cela indique clairement la volonté de continuité, car développer un réel partenariat demande du respect, du temps, du souffle.

Ce souci d'efficacité et de respect entre partenaires a des conséquences: présence dans moins de pays, des projets/programmes très ciblés, assurant ainsi l'utilisation optimale des ressources humaines et matérielles.

Deux exemples

L'Action Sainte Elisabeth de la Ligue suisse de femmes catholiques SKF concentre son action sur six à huit pays; les projets soutenus se déploient selon quatre axes: la **santé** (condition de base pour participer pleine-

ment à la vie au quotidien); la **formation** (apporter les connaissances et les outils nécessaires au développement); l'**acquisition de revenus** (assurer le quotidien et l'autonomie); l'**animation de réseaux** (dialogue, partage d'expériences Nord/Sud et Sud/Sud).

L'Action de Carême, de son côté, a également reconsidéré son champ d'action. Les programmes soutenus dans une vingtaine de pays du Sud s'articulent autour de quatre grands thèmes aussi: **construire ensemble** (vivre sa foi); **vivre la justice** (fortifier les communautés); **travailler pour la paix** (promouvoir le dialogue); **assurer les besoins vitaux** (garantir l'accès aux ressources).

Ces deux cheminements pourraient se résumer par *aider à s'aider et fortifier les personnes et les communautés*. Un concept tout aussi valable pour ceux et celles qui vivent dans les pays dits développés.

Maryse Durrer

COTMEC
bd du Pont-d'Arve 16
1205 GENEVE
CH

Changeement d'Adresse
16, Bd. du Pont-d'Arve
CH-1205 Genève

JAB
1200 Genève 2

COTMEC

Commission Tiers Monde
de l'Eglise catholique
16, Bd. du Pont-d'Arve
CH-1205 GENEVE
Tél : +41 22 708 00 78
Fax : +41 22 708 00 79
E-mail:
cotmec@worldcom.ch
Web:
www.cath.ch/cotmec
CCP: 12-21551-1

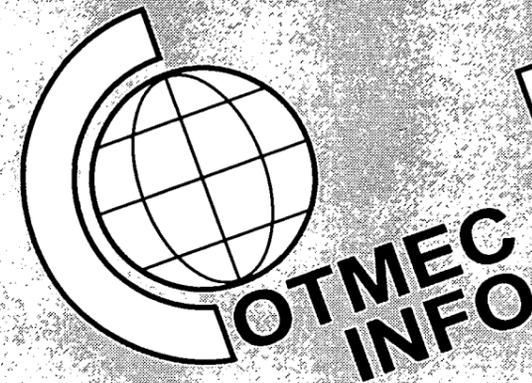
COTMEC-INFO est Mensuel

Abonnement: Frs 20.- /an
Rédactrice Responsable:
Nicole Kunz
Imprimerie: Fornara / GE

AVIS AUX ABONNES

Grâce à vous notre bulletin s'auto-finance chaque année, ce qui est un atout indispensable pour notre travail. Nous pouvons maintenir un abonnement à un prix accessible à tous si nous augmentons le nombre de nos abonnées. Merci donc de FAIRE CONNAITRE COTMEC-INFO autour de vous. Nous l'envoyons gratuitement à des correspondants dans des pays du Sud grâce aux dons supplémentaires. **Grand MERCI à ceux qui soutiennent ainsi ces échanges.** Les personnes qui ont reçu un abonnement en cadeau de la part de leurs connaissances ou qui auraient des difficultés financières ne sont pas concernées par les frais d'abonnement.

Guy Musy



Supplément:
Promotion de la paix
dans les Grands Lacs

commission tiers monde
de l'Eglise catholique

Billet évangélique Eloge de la délicatesse

Etes-vous «délicat»? Jusqu'à hier – quand un ami m'a persuadé du contraire – je n'aurais jamais supporté qu'on me colle cette épithète. Cela sonnait «maniéré», difficile à nourrir et vêtir, allergique aux changements d'humeur et de température, prêt à se colleter avec une méchante grippe dès qu'un voisin éternue... Bref, le genre d'individu à ne pas expédier comme missionnaire ou coopérant dans la Cordillère des Andes ou sur les rives du Nil Bleu.



Mais voilà, on me fait découvrir aujourd'hui et je cite que «la délicatesse est un ingrédient de la nouvelle cuisine ecclésiale», celle qui n'insiste pas tellement sur le volume du contenu de l'assiette que sur la qualité du produit et l'art de le présenter. Etre délicat – pour les autres et non plus pour soi – serait donc ne pas chausser de grosses bottes quand on entre dans un magasin de porcelaine ou dans un entrepôt de vases Ming. Et Dieu seul sait la hauteur de la montagne de débris laissée par les coopérants et les missionnaires aux pattes d'éléphant!

Le «délicat» respecte l'autre dans toute la richesse de son altérité. Il explore à pas lents et circonspects les terrains inconnus. Il n'aime pas rester à couvert, protégé par une carapace d'idées reçues et de bonnes réponses apprises par cœur avant même d'avoir entendu les questions. (Mieux vaut une mauvaise pensée qu'une pensée toute faite!) Au contraire, le délicat avance à découvert muni d'un parapluie troué pour que la parole des autres puisse le mouiller et finalement le féconder. Et pour rester dans le registre gastronomique, disons que toute relation «délicate» comporte une dose homéopathique de «bons principes», un zeste d'humour et plusieurs kilos d'amour! ■

Guy Musy

Edito

Vivre la paix ensemble

Du 21 au 26 avril s'est tenue à Genève une rencontre réunissant 24 ressortissants du Burundi du Congo et du Rwanda. Organisée à l'initiative de la COTMEC en collaboration avec EIRENE avec le soutien de la FGC notamment, cette rencontre avait pour objectif de tenter de cerner les racines de la crise qui continue à ronger la région des Grands Lacs et de réfléchir sur les moyens d'y apporter une réponse. Les participants, dont certains ont survécu à la guerre et au génocide, ont fait preuve tous d'une grande capacité de dépassement qui a créé une ambiance sereine de travail. Ils ont également fait preuve d'une volonté manifeste de recherche d'une solution commune. Issus de différentes communautés ethniques, ces dames et ces messieurs n'ont pas cherché à minimiser le poids des clivages ethniques, bien au contraire. Ils ont affronté cette question en premier, qui constitue à leurs yeux le nœud à l'origine de tous les conflits dans la région.

Après une semaine de travail, durant laquelle il n'y a eu besoin à aucun moment de résoudre un conflit ou de gérer une tension entre les participants, quelques pistes d'actions concrètes – dont vous trouverez les détails dans le supplément de ce numéro – ont été définies. Des pistes qui engagent les participants et qui sont destinées à œuvrer au rapprochement entre les personnes et à participer à la construction de la paix.

S'il faut tirer un bilan de cette semaine, nous dirons sans conteste qu'il est positif. Aussi bien du point de vue de la qualité du travail produit que du climat de collaboration, ainsi que du niveau de participation des personnes invitées. Mais ce résultat n'aurait jamais été atteint si, en amont, un travail de clarification des enjeux, une analyse objective de la crise et une définition des orientations n'avaient été effectués. A ces préalables il faut ajouter le choix des personnes, dont les critères ont tenu compte aussi bien de la représentativité ethnique que de la compétence et de la personnalité individuelles. Il était indispensable en effet que les différentes communautés ethniques, jugées comme antagonistes, soient représentées. Mais les personnes représentant ces communautés devaient toutes être capables de transcender les clivages ethniques pour entrer dans une démarche de construction d'un projet commun.



Il faut souligner enfin l'importance du choix du lieu, Genève, qui a permis un décentrage et un recul par rapport à la région, favorisant ainsi la confrontation à la réalité plus globale et donc à la lecture objective de la crise.

Cette initiative est née d'une conviction et d'un pari. Conviction qu'il existe un réel potentiel de paix dans la région des Grands Lacs. Le pari que même au plus fort de la crise, il demeure toujours des espaces d'humanité à partir desquels il est possible de reconstruire. Le futur nous dira si cette utopie est fondée. ■

Justin Kahamaile

Les sociétés civiles asiatiques se mobilisent

La dernière parution de *Foi et développement*¹ nous interpelle tout spécialement pour deux raisons. Le texte, écrit par deux Coreéens, parle de l'émergence de sociétés civiles en Asie, tout particulièrement en Corée du Sud. Se renforce ainsi la prise de conscience qu'à la mondialisation de l'économie répond de plus en plus la mondialisation de la participation citoyenne des femmes et des hommes qui s'engagent pour la paix, la démocratie et le développement. L'autre aspect, très neuf pour nous, est de voir

comment les premiers concernés par les menaces américaines contre la Corée apprécient la situation géopolitique de la région, mettant tout particulièrement l'accent sur l'impossibilité de faire l'économie d'un réel dialogue entre la Corée du Nord et les USA si l'on veut avoir enfin une paix véritable dans la région. Autre impératif: la redéfinition des rôles de chacun des acteurs, y compris de celui des Américains. Pour obtenir cette évolution, la société civile de la Corée du Sud fait appel aux citoyens

des pays voisins pour, ensemble, formuler leurs attentes et leurs visions. Puisqu'il semble que rien ne saurait arrêter la mondialisation de l'économie, il nous reste à participer activement à la mondialisation citoyenne pour tenter de faire contrepoids et obtenir l'ouverture d'un dialogue constructif et respectueux.

Maryse Durrer

¹Foi et développement no 312

Agenda

Soirée de soutien à l'initiative de demande de régularisation des personnes travaillant à Genève sans statut légal, en présence des Eglises de Genève et de personnalités politiques. Initiative organisée par le Collectif des Travailleuses et travailleurs sans statut légal et soutenue par la COTMEC et le Réseau de parrainage.

Paroisse protestante de la Servette, av. Wendt, 27 juin dès 19h

Vivre Pentecôte sur des rythmes de cumbia et de salsa. Une expérience originale de partage au profit de l'économie solidaire. En collaboration avec Action de carême et Missionnaires de Béthléem. Avec le groupe Niche venu tout spécialement de Colombie.

Genève, Eglise du Sacré-Cœur, 6 juin à 19h messe, dès 20h30 soirée latino.

Se soigner, un droit pour tous ...même pour les pauvres!

Des personnes atteintes du Sida, 95% habitent un pays en voie de développement. Pour 95% d'entre elles, les soins s'arrêtent au diagnostic car les médicaments sont hors de prix. Dans certains pays d'Afrique, l'espérance de vie a ainsi chuté de 25 ans, disloquant des sociétés entières. Pourtant des traitements existent qui peuvent réduire la mortalité de 85%, mais ils sont très chers et restent le privilège des riches bénéficiant d'un système de santé bien établi.

Le mouvement amorcé doit se poursuivre tant sur le plan politique qu'industriel. Nous vous invitons à le renforcer en utilisant les cartes de la Déclaration de Berne insérée dans ce bulletin.

Roland Pasquier

Forum Social Suisse: Dernière ligne droite

A quatre mois seulement de son déroulement qui aura lieu du 19 au 21 septembre prochain, le Forum Social Suisse (FSS) commence déjà à construire son identité propre. Après une vaste consultation entre ses organisations et mouvements membres et sur une proposition d'E-CHANGER, le FSS aura lieu à Fribourg.

La situation privilégiée de la ville universitaire – à la frontière de la Suisse alémanique et de la Suisse romande – le caractère bilingue et biculturel du canton et la nécessité de garantir une couverture nationale à cet événement ont été des facteurs déterminants pour décider du siège de cette première grande rencontre au niveau national. Un comité d'organisation local compétent et l'appui déterminé de divers organismes fribourgeois complètent le tableau.

Trois jours pour un débat sur le futur

Où se situent la Suisse et le reste du monde actuel? Quel autre monde est possible? Ces questions essentielles de la réflexion politico-sociale seront la colonne vertébrale thématique du FSS.

Quatre conférences principales et 20 à 30 ateliers/séminaires nourriront l'échange et le débat. Deux des conférences prévues auront lieu le samedi matin, les deux autres, le dimanche matin 21 septembre. Les ateliers et les séminaires seront répartis pendant ces deux journées.

La libéralisation, la privatisation et l'ajustement néo-libéral constitueront un des thèmes principaux, à quelques jours à peine de la conférence ministérielle de l'OMC qui se déroulera également en septembre, à Cancun au Mexique. L'occasion est unique pour approfondir, en Suisse, un débat que l'on prévoit animé. La migration et son implication di-

recte dans notre réalité quotidienne apparaissent comme un autre thème-clé.

Programme social et culturel

Les deux autres sujets sont la guerre avec les nouveaux concepts d'hégémonie et de domination et la place financière suisse en général, dans le cadre international, avec des conséquences qui dépassent les limites du fonctionnement bancaire. Aux dires de l'un des promoteurs de ce thème, on devrait débattre «de la responsabilité de la Suisse dans ce monde insupportable».

Les ateliers et les séminaires répondront à des thématiques très variées qui seront proposées par des organisations, mouvements ou individus, qui voient dans le FSS une occasion essentielle de réflexion, de débat et d'échange.

De multiples activités culturelles seront proposées dès le vendredi 19 en fin d'après-midi; en outre, le FSS comptera sur la pré-

sence de quelques personnalités de réputation internationale (des démarches sont en cours); ceci complétera une dynamique qui s'annonce brillante.

A la clôture du Forum, dimanche 21 septembre après-midi, il sera temps de faire une synthèse, de décider des prochaines étapes et d'informer sur les futures mobilisations planétaires: le Forum Social Européen du 12 au 16 novembre à Paris; le Forum Social Mondial à Bombay, du 16 au 21 janvier 2004, les diverses initiatives anti-Davos en janvier de l'an prochain... D'autres informations suivront! ■

lien: www.socialforum.ch (en construction)
contact: info@socialforum.ch

Sergio Ferrari
Trad. Rosemarie Fournier
Service de presse
E-CHANGER

G8 et dette: Méfiez-vous des effets d'annonce

On prend les mêmes...

L'initiative approuvée à Cologne n'est en fait que la deuxième version d'un programme d'allègement de la dette élaboré en 1996 par le FMI et la Banque mondiale.

Un programme aux conditions tellement restrictives qu'il n'avait permis jusqu'alors qu'à un nombre très limité de pays d'être retenus.

L'initiative PPTE II s'est donc vue assouplie dans ses modalités d'admission, dotée de nouvelles dispositions et accélérée dans sa réalisation. Ainsi, le nombre de pays jugé comme PPTE et potentiellement éligibles est passé à 42!

...et on recommence!

Pour le reste, la logique reste la même: ramener la dette de ces pays à un seuil considéré comme soutenable pour assurer durablement le remboursement du service de la dette (intérêts plus capital).

La soutenabilité de la dette n'étant définie que par des critères macroéconomiques fixés par le FMI et la Banque mondiale (ratio dette/produit des exportations égal ou inférieur à 150%, ratio dette/recettes fiscales égal ou inférieur à 250%), elle n'est de loin pas significative du poids que cela représente pour des pays où l'économie informelle, jamais prise en compte, joue un rôle important.

Créanciers juges et partis

Bien qu'assouplies, l'admission d'un pays à l'initiative tient du parcours du combattant. En décembre 2002, seuls six pays avaient atteint le stade où ils bénéficient d'un allègement définitif de leurs dettes.

Pour rentrer dans l'initiative, un pays doit d'abord être déclaré éligible sur la base de critères définis par les institutions financières internationales (les créanciers). Notamment: faire face à une dette jugée insoutenable, avoir appliqué avec succès les programmes d'ajustement structurels du FMI et de la Banque mondiale depuis au moins trois ans, présenter une stratégie globale de lutte contre la pauvreté. Au cas par cas, les créancier examinent les 42 pays candidats et fixent les montants d'allègement octroyés en fin de processus. Pour en bénéficier, les

pays n'ont d'autre choix que de s'adapter au conditions des créanciers, s'élevant à la fois juges et partis.

Jeux d'écritures

Eric Toussaint, président du Comité pour l'annulation de la dette dans le tiers monde (CADTM), souligne: «La valeur commerciale de la dette bilatérale (dette d'Etats à Etats entre pays pauvres et pays riches) ne dépasse pas les 5 à 25 % des montants qui sont généralement avancés. Ce que l'on mentionne le plus souvent dans le cadre des allègements n'est que la valeur nominale de la dette. Or, ce qui est réellement dû, c'est la valeur commerciale de la dette, qui est nettement moindre. Les montants annoncés au titre de l'annulation des dettes nominales des pays pauvres peuvent alors aisément passer pour très généreux. Les créanciers font en réalité des sacrifices bien moindres que ceux qu'ils déclarent.»

Un exemple parmi d'autres: la valeur réelle de l'annulation de la dette bilatérale du Congo envers la Belgique ne représente en fait que 4% du montant annoncé, la valeur nominale de la dette du Congo ayant déjà perdu 96% de sa valeur d'origine sur le marché de la dette.

Et Toussaint de conclure: «En renonçant à des dettes de toute façon irrécupérables, les créanciers passent pour plus généreux qu'ils ne le sont, en annonçant publiquement des montants exagérés.»

Dans le même sens, on peut citer le rapport annuel de l'OCDE (2000) sur la dette extérieure: «La mise en œuvre intégrale de l'initiative ne se traduira pas par une diminution de la valeur nominale de la dette.»

Si l'on se rappelle encore du fait que la dette cumulée des 42 PPTE ne représente que 10% de la dette totale des pays en voie de développement, et que l'allègement des 26 pays éligibles est estimé à environ 2%, on constate que les promesses sont bien moins généreuses qu'elles en ont l'air. Et on voit mal comment, dans de telles conditions, les pays seront en mesure de s'attaquer de manière sérieuse au problème de la pauvreté. Sans oublier que la majorité des pays pauvres de la planète ne remplissent pas les conditions de l'initiative, Haïti en étant l'exemple le plus choquant.

Donner à gauche... reprendre à droite

Les fameux allègements de la dette multilatérale – consentis du bout des lèvres par le FMI et la Banque mondiale –, s'ils viennent à se réaliser, ne devraient pas être trop coûteux.

Tout d'abord, ils ne visent que le service de la dette (intérêt plus capital versés annuellement) des PPTE sur la période de remboursement restante, le plus souvent très longue.

Ensuite, ces institutions ont trouvé un moyen astucieux pour que cette opération ne soit pas à pertes. Elles sont en effet autorisées à puiser sur un fond de placement spécial (Trust fund) le manque à gagner issu de l'allègement. Ce fond est alimenté par des prêts et des dons de la part des pays membres. L'argent versé, placé sur le marché financier, rapporte des intérêts. Intérêts qui serviront à rembourser au FMI et à la Banque mondiale les allègements concédés. Ils devraient ainsi percevoir la totalité du service de la dette des PPTE. «Quand au renoncement de certains montants en stock, je n'en ai pas encore vu la trace!» déclare Eric Toussaint.

Pas plus que l'on ne trouve de traces officielles de l'allègement de la dette bilatérale des PPTE à hauteur de 90%. Quand au montant des 100 milliards de dollars annoncé, non seulement il est mensonger et inabouti.

Pays asservis

Du G8 d'Evian, Eric Toussaint n'attend rien en ce qui concerne la dette, hormis de nouveaux effets d'annonce. Plus encore, si l'initiative PPTE II a été retenue, c'est pour sa caractéristique d'initiative à bon compte qui n'engage pas à grand chose... Sauf à de lourdes conditionnalités pour les pays qui bénéficieront au final d'un allègement très relatif de leurs dettes placé sous haute surveillance. Le prix à payer étant la transformation de leur économie au profit du système dominant... Immoralité: l'effet d'annonce passe, le fardeau de la dette persiste. ■

Astrid Lehr

Pour plus d'information:
www.cadtm.org

1 Source: FMI et Banque mondiale
2 ibidem

Banques: Charte éthique ou charte d'hypocrites?

L'usurpation des termes tels que développement durable ou éthique de la part de milieux dont les pratiques courantes sont bien éloignées de ce vocabulaire semble se propager comme une maladie infectieuse. Les conséquences sont multiples: en plus de tromper le public et de poursuivre, protégées par ces déclarations, des pratiques qui n'ont d'éthique que le titre, ces entreprises discréditent les actions des ONG et autres membres de la société civile aux yeux du grand public qui n'est plus capable de faire la différence. Le cas de la BCGe est explicite.

naires (Enron et Swissair entre autres), se sont traduits par le besoin des marchés financiers de disposer de plus d'informations sur les entreprises et leur pratiques. Le transfert d'informations entre le marché et les entreprises constitue une base d'évaluation et d'investissement: il est commun de penser qu'avec d'avantage de données l'analyse sera plus pointue et que les risques liés à l'investissement diminueront.

Le cas de la BCGe

En plus des rapports annuels et autres états intermédiaires, est apparu, sous le nom de «Gouvernance d'entreprise (2001)», un document donnant plus de détails sur la gestion, les systèmes de rémunérations ainsi que la politique générale de l'entreprise. Ce à quoi, par souci de moralisation des affaires ou positionnement commercial, certaines banques ont rajouté le concept de charte d'éthique. La charte de la Banque Cantonale de Genève, qui sera soumise à l'approbation des actionnaires à

la fin du mois de mai, s'inscrit dans cette tendance. Celle-ci porte essentiellement sur les rapports de travail entre l'entreprise et ses actionnaires d'une part, ses clients, ses fournisseurs et ses employés d'autre part.

Ethique ou toc?

A y regarder de plus près, cette charte se contente de récapituler des principes de pratique bancaire préexistants, et on est en droit de se demander dans quelle mesure le nom d'éthique ne s'y trouve pas usurpé? Des thèmes majeurs comme l'environnement s'y voient abordés dans leur stricte fonctionnalité interne (gestion des déchets, économie d'énergie), sans prendre en compte les pratiques commerciales dommageables. L'application de cette charte ne préviendrait en rien une autre catastrophe écologique comme celle provoquée par le Prestige, la banque ne s'engageant pas, par exemple, à financer uniquement des navires à doubles coques. Cette exigence n'étant pas encore contraignante au niveau de la loi

suisse, on ne peut que regretter que la banque ne tire pas profit de l'élaboration d'une telle charte pour anticiper le droit.

Feu d'artifices

Cette dernière se termine par la phrase suivante: la BCGe «rend compte de ses activités dans le respect des règles imposées par la loi (...) ainsi qu'en observant la plus grande neutralité dans ses prises de position, afin de respecter l'opinion de chacun de ses clients et clients, fournisseurs, collaboratrices et actionnaires.» Cette déclaration du respect de la loi et de la neutralité montre bien à quel point la charte n'aura pas d'incidence majeure sur les futures pratiques financières de la banque et qu'elle est surtout l'émanation d'un souci de restaurer la confiance des actionnaires et de faire face à un problème d'image. ■

Emile B.



Quand les institutions financières internationales (FMI, Banque Mondiale, etc.) et le G8 se lancent dans des promesses qui se veulent généreuses, il y a fort à parier que cela masque quelque chose. Si l'on ne s'en tient qu'à la langue de coton des argentiers de la planète, c'est le meilleur des mondes qui y est promis. Qu'en est-il dans les faits, une fois l'effet d'annonce oublié et les médias repartis? Regard critique.

Rencontre du G8 de 1999 à Cologne: sous la pression de la campagne Jubilee 2000 pour l'annulation de la dette du Tiers Monde – plus de 20 millions de signatures réunies – les dirigeants réunis au sommet se fendent d'une initiative, qui se veut «généreuse» et «novatrice», en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE).

Généreuse dans les chiffres: près de 100 milliards de dollars d'effort annoncé; 90% d'annulation de la dette bilatérale des PPTE détenue par les pays du G8.

Novatrice dans la forme: pour la première fois, la très intouchable dette multilatérale va être allégée. A savoir, celle détenue par les institutions financières internationales qui représente plus de 40% de la dette des PPTE.

Autre nouveauté (sic!), la lutte contre la pauvreté est inscrite au centre du processus et devient, par la même occasion, une condition d'admission des pays dans l'initiative.

Le Sud aurait-il été entendu?

En marche pour la paix

L'un des défis relevés par la semaine de réflexion sur la paix dans la région des Grands Lacs était de savoir si la possibilité d'un dialogue, d'une reconstruction de la paix est possible entre ressortissants du Rwanda, Burundi, Nord et Sud Kivu. L'espoir concret qu'un projet comme celui-ci est réalisable, tel est le message que les représentantes d'une Concertation des collectifs d'associations féminines de la région des Grands Lacs (COCAFEM/GL) ont confirmé en venant témoigner de leur expérience positive sur le terrain. Béatrice, juriste de formation et secrétaire générale du Collectif du Burundi (CAFOB), se fait la porte-parole de ses compagnes de route vers la paix pour raconter le parcours effectué depuis la Marche mondiale des femmes et les victoires remportées par leur mobilisation toutes ensemble.

Comment a commencé cette initiative?

En 1989, grâce au Centre canadien d'études et de coopération internationale (CECI) – actif dans chacun des trois pays en vue de la Marche mondiale – avaient informé les Collectifs de ces régions de cette importante manifestation et de la possibilité de travailler au niveau interrégional en nous associant avec d'autres femmes de la sous-région, pour essayer de voir si nous avons des problèmes semblables et d'essayer ainsi de présenter des revendications communes.

Nous avons alors commencé à nous réunir, plus ou moins timidement d'abord, parce que c'était très difficile de se mettre ensemble vu les tensions politiques entre nos différents pays. Nous connaissions déjà le Collectif des organisations rwandaises de promotion de la femme, de la paix et de développement (Profemmes Twese Hamwe), mais nous n'avions pas encore de contact avec le collectif du Congo. Le problème était que le Rwanda et le Burundi avaient des armées dans le Kivu. Les femmes congolaises nous disaient: «Vous, les femmes rwandaises et burundaises, nous n'avons pas à vous parler, car vos pays agressent le nôtre. Alors, s'il vous plaît, ne venez pas nous parler de la paix tant que vos pays n'auront pas quitté notre région.» Et nous leur répondions: «Nos gouvernements ont leurs raisons pour cette occupation, mais la population n'a jamais été consultée pour ces actions. Donc, nous ne pouvons pas prendre sur nous la responsabilité de nos dirigeants. Ce que nous savons, c'est qu'il y a des problèmes communs justement causés par la guerre. Même si les raisons et les conditions des guerres ne sont jamais les mêmes, les con-

séquences sont par contre toujours les mêmes pour les femmes, quelles qu'elles soient, quelle que soit la région dont elles viennent et où qu'elles se trouvent.» Et c'est à partir de cela qu'on a essayé de composer.

Combien de temps cela a-t-il pris pour réussir à vraiment pouvoir agir ensemble?

Plus d'une année. En octobre 2000, nous avons pu enfin exprimer des revendications communes en rapport avec la recherche de la paix et les violences faites aux femmes à cause de la guerre. Nous avons envoyé une délégation des Collectifs des trois régions à New York pour présenter nos revendications au niveau régional et pour montrer que nous étions capables de nous unir pour parler de la guerre qui oppose nos trois pays. C'était nouveau et donc très important pour nous. De leur côté, les Collectifs continuaient leur travail de consultation auprès des femmes au niveau national.

Après la Marche mondiale des femmes, nous avons réalisé que nous venions de faire une chose formidable, que cette initiative de rapprochement ne devait pas s'arrêter là, mais continuer. Depuis des mois, nous nous réunissons à chaque fois dans une autre capitale: Kigali, Bujumbura, et enfin Bukavu. Nous étions enfin capables de nous rencontrer, de nous asseoir ensemble et de nous nous visiter. Nous avons donc créé la Concertation des collectifs d'associations féminines de la région des Grands Lacs pour nous permettre de nous rencontrer régulièrement, parler de nos problèmes et essayer de poursuivre nos revendications.

Quelles sont les réalisations du COCAFEM?

Notre plus belle victoire est d'avoir réussi à faire associer des femmes aux négociations des accords d'Arusha, alors qu'aucune femme n'avait été invitée au départ en tant qu'individu et très peu comme membres des partis politiques. Ce n'était pas normal car nous, les femmes qui subissons la guerre, nous avons des problèmes spécifiques liés à la guerre qui doivent être pris en compte dans les négociations d'Arusha. Les hommes et les partis politiques, y compris le premier président de l'initiative régionale, ont d'abord refusé car il n'acceptaient pas l'idée que des femmes se permettent d'intervenir sur ces questions, de faire de la politique. Nous avons sollicité la vice-présidente de l'Uganda, et la présidente du Libéria, membre de la médiation, qui nous ont beaucoup appuyées dans ces démarches. Nous avons obtenu d'être observatrices, ce qui ne nous a pas empêchées de faire passer nos reven-

dications «dans les coulisses». Et aujourd'hui, 30% de nos revendications font partie des accords d'Arusha! Ainsi, chaque fois qu'il y a une commission à créer, un poste à pourvoir, une structure à mettre en place, il doit absolument y avoir toujours une femme sur la liste. Et tout le monde le sait.

Est-ce que les dirigeants politiques respectent les Collectifs?

Oui, la Concertation est devenue une référence dans toutes les actions que le gouvernement fait: il sait qu'il est obligé de passer par nous s'il veut toucher toutes les femmes, car même celles qui ne font partie d'aucune association savent que le Collectif représente les intérêts de toutes les femmes dans cette région. Quand nous invitons un dirigeant à une de nos réunions, il répond toujours à notre appel et vient répondre à nos questions.

Comment voyez-vous l'avenir de la Concertation?

Une de nos tâches actuellement est la recherche de fonds pour les associations. Nous sommes aidées en cela par un volontaire du PNUD, nous a mandaté un volontaire. A part pour la coordination nationale, nous sommes toutes bénévoles. Le chemin parcouru et les victoires remportées nous donnent l'espoir que la paix ensemble est un projet réalisable. ■

Propos recueillis par Nicole Kunz

Quelques sites internet pour en savoir plus et télécharger les informations sur ces initiatives: www.aqoci.qc.ca/cqfd/BilanMarcheOCI.pdf (rapport de la Marche mondiale des femmes, voir pp.23-27); www.international-alert.org/pdf/pubgl/profemmes.pdf et www.international-alert.org/pdf/pubgl/cafob.pdf (programme d'actions et revendications des femmes des Collectifs du Rwanda et du Burundi).

Enjeux Nord-Sud est un supplément du mensuel Cotmec-info

Editeur:
COTMEC - Commission Tiers Monde
de l'Eglise catholique
16 Pont-d'Arve
CH-1205 Genève
Tél.: (41 22) 708 00 78 / Fax: 708 00 79
www.cath.ch/cotmec

COTMEC-info
Mai 2003

Enjeux Nord Sud



Vivre la paix ensemble

Rencontre sur la promotion de la paix dans la région des Grands Lacs Genève, 21 - 26 avril 2003

Du 21 au 26 avril 2003, s'est tenue à Genève, au centre «Le Cénacle», une rencontre réunissant 24 ressortissants du Burundi, du Congo et du Rwanda. Organisée à l'initiative de la COTMEC en collaboration avec EIRENE, cette rencontre avait pour but d'engager une réflexion sur l'élaboration de pistes d'actions concrètes susceptibles de contribuer à la promotion de la paix dans l'ensemble de la région des Grands Lacs. Elle est l'aboutissement de deux années de concertation, d'échanges et de discussion entre des personnes issues de différentes communautés ethniques et partageant le même souci de recherche d'un mieux vivre ensemble.

Comment dominer et dépasser les clivages ethniques considérés comme le noeud à l'origine des antagonismes et des conflits? Comment bâtir la confiance et renouer le lien social à partir des activités privilégiant l'intérêt commun au-delà des barrières ethniques et/ou nationales? Telles sont, entre autres, les questions auxquelles les participants ont essayé d'apporter des réponses.

TENTER DE COMPRENDRE

La région des Grands Lacs se trouve dans l'impasse et aucune résolution politique ne semble, à ce jour, offrir de sérieuses perspectives de paix durable.

Les causes à l'origine de la crise sont multiples. Mais toutes se nourrissent de la difficulté qu'éprouve la société à répondre au défi de la citoyenneté. Une citoyenneté qui garantit des droits aux personnes, qui détermine les devoirs de chacun et qui crée des conditions de participation à l'exercice

du pouvoir. Ceci a pour conséquence l'affaiblissement de l'Etat et la fragilisation – sinon la désintégration – du tissu social. Face à cet affaiblissement de l'Etat et à la difficulté de dégager un projet politique mobilisateur qui suscite l'adhésion de tous, le rôle de l'ethnie s'est accentué. Elle apparaît dorénavant comme un lieu de refuge, un espace de repli, un cercle rassurant qui donne l'illusion d'une sécurité que l'Etat ne peut plus garantir. L'individu y recrée son identité à partir de ce qui l'oppose à l'autre; il y cultive sa différence.

L'espace de complémentarité et de construction d'identités plurielles – propre à chaque société hétérogène – s'en trouve ainsi considérablement réduit.

L'analyse des rapports sociaux et du fonctionnement du système de pouvoir révèle deux réalités opposées: les structures administratives et politiques en place donnent l'apparence d'un Etat fonctionnel, au service d'une population homogène et guère traversée par des clivages ethniques. Une observation plus approfondie des usages et du comportement fait apparaître une autre réalité sous-jacente: l'existence de rapports complexes, entretenus entre personnes appartenant à des communautés opposées ou pas et fonctionnant selon un code implicite mais bien intégré par tous. Ce code – non écrit – définit la nature et l'importance des liens, de même qu'il régit les rapports de pouvoir et d'intérêt non seulement entre les personnes, mais aussi entre les personnes et les institutions.

La cohabitation de ces deux réalités antinomiques – l'une apparente, l'autre sous-

jacente – peut expliquer le trouble identitaire et ses multiples conséquences qu'on peut observer auprès de nombreuses personnes. Ce malaise résulte de la confusion entretenue entre une identité officielle, nationale, «théorique» et une identité ethnique «réelle» mais souvent mal assumée. C'est notamment la raison pour laquelle les conflits dans la région sont transfrontaliers (car les ethnies débordent les frontières) et fonctionnent de plus comme dans un système de vases communicants. Mis à part le poids des clivages ethniques qu'elle souligne, cette réalité met également en exergue la fragilité des frontières héritées de la colonisation.

La haine interethnique est récurrente dans la région des Grands Lacs. Elle s'exprime d'abord comme une réaction à l'hostilité et à la menace, réelle ou imaginée, que représente «l'autre». Sa manifestation revêt plusieurs aspects qui peuvent se traduire, selon les cas, par des comportements dangereux, pouvant aller jusqu'à l'élimination même symbolique de l'autre, ce qui constitue la phase ultime. L'expression de la haine agit comme une catharsis en donnant l'illusion de domination, de libération ou de résistance. Au plus fort de la crise, elle assure même un semblant de cohésion du groupe. Mais elle traduit toujours un mal-être qui pense trouver remède en désignant un bouc-émissaire que l'on charge de tous les maux de la société.

La haine éclôt et prolifère sur le terreau d'antagonismes exacerbés. Elle gagne en profitant de l'affaiblissement de l'Etat et de l'appauvrissement des populations. Ses armes de prédilection sont la manipulation et la désinformation. La haine interethnique sert

d'argument politique quand la société est en rupture ou en panne de projet. Quand l'espace d'expression démocratique a cessé d'exister, elle devient un outil de pouvoir.

- Là où domine la haine, il n'est point possible de tisser de lien social. La société en est réduite à un jeu de rapports de force qui se traduit par l'allégeance, par la soumission ou par le clientélisme, quand ce n'est pas simplement sous forme de violence pure.

LE PROJET

Le premier constat est qu'il est difficile de promouvoir la paix et de réaliser des projets sociaux dans un environnement marqué par la haine et l'intolérance. Or, l'intolérance n'est pas innée ni la haine interethnique inéluctable. A partir de cette acception et de la conviction qu'il existe un réel «potentiel de paix» dans la région des Grands Lacs, le groupe qui s'est réuni à Genève a estimé possible l'édification d'un projet de promotion d'une paix durable dans l'ensemble des pays de la région.

Ce potentiel de paix est constitué d'un ensemble incluant acteurs, projets, culture et philosophie de vie.

Dans la région des Grands Lacs comme ailleurs en Afrique, il existe une certaine culture de la recherche de l'harmonie sociale. Il s'accompagne aussi d'un esprit de solidarité, d'une intelligence de vie, d'un savoir-faire et d'une créativité, comme le démontrent ces personnes engagées qui expérimentent au quotidien et dans des secteurs variés la richesse et l'efficacité des actions communes dépassant les barrières ethniques.

Autre facteur à relever, la présence d'une jeunesse, importante et active, de plus en plus urbanisée et scolarisée. Les représentants de cette tranche d'âge sont ouverts au monde et vivent au contact avec la modernité. Ils adhèrent aux valeurs universelles qui prônent entre autres tolérance et respect des droits humains. Ils rêvent d'un avenir de paix et veulent y travailler.

Procédant de la méthode de recherche-action, la démarche du Groupe vise à identifier ce riche potentiel de paix, à le soutenir, à le promouvoir et à le partager le plus largement possible. Un exercice qui implique une écoute attentive ainsi qu'une bonne évaluation des préoccupations des gens, sans compter également une capacité d'analyse et d'élaboration des projets aptes à répondre efficacement aux attentes des personnes.

L'objectif premier du projet recherche donc «comment» renouer et consolider le lien social autour d'activités qui privilégient l'intérêt commun au-delà des barrières ethniques

et/ou nationales.

Sur le plan concret, le projet envisage la mise en place d'un réseau d'acteurs agissant sur plusieurs niveaux – localement ou sur le plan international – dans le but d'appuyer divers projets sociaux. Existants ou encore à créer, ces projets sont sensés à la fois répondre aux attentes objectives des personnes et participer à la promotion de la paix. L'impact, plus que le résultat quantifiable du projet, constitue donc ici un critère d'évaluation indispensable.

Notons à ce propos que les types d'activités choisies ne doivent être perçues que comme des *points d'ancrage* destinés à offrir une base concrète à la démarche dont le but principal demeure la promotion «du mieux vivre ensemble». L'édification de la paix demeure la toile de fond, tandis que la stratégie s'appuie sur la réalisation des projets sociaux répondant aux besoins de la population.

En plus de cela, deux questions se faisant écho doivent toujours accompagner en filigrane le choix et le développement des activités:

1. *En quoi l'activité X participe-t-elle à la promotion de la paix?*
2. *En quoi la paix s'avère-t-elle indispensable au développement de l'activité X?*

Dans une société en crise où, pour une frange importante de la population, l'activité se résume à la lutte pour la survie, il est essentiel de rejoindre les gens dans leurs préoccupations quotidiennes, dans leurs intérêts objectifs. Œuvrer pour la paix signifie donc aussi soutenir les multiples initiatives développées au niveau de la base en guise de réponse à la crise. On parvient ainsi à croiser l'intérêt des individus, tout en leur offrant les moyens d'avoir une meilleure prise sur les événements qui les concernent.

Sachant que la diaspora exerce sur les populations une influence qui, dans bien des cas, exacerbe les tensions au lieu de les atténuer, il est donc indispensable d'engager des actions auprès des ressortissants émigrés de cette région, afin de tenter de recréer à l'étranger le même lien social recherché sur le terrain. Le projet possède donc cette particularité qu'il cherchera à coupler des actions locales avec celles initiées à l'extérieur de la région. Le réseau repose donc sur deux pôles: le pôle local (la région des Grands Lacs) et le pôle de la diaspora.

LES ACTEURS

Le noyau de départ est constitué de 24 personnes. Enseignants, médecins, avocats, théologiens, responsables d'ONG, ils partagent le même souci de recherche de la paix

et du mieux-être des populations dans la région des Grands Lacs.

Ils représentent différentes communautés ethniques et rendent possible par ce fait l'entrée en dialogue de diverses sensibilités dans un souci de recherche des solutions communes. Le choix de ces personnes a été déterminé par leurs qualités individuelles, par leur engagement dans la société, ainsi que par leurs compétences reconnues dans les métiers qu'ils exercent. Ces considérations ont leur importance dans la recherche de l'impact de l'action engagée.

Toutes ces personnes appartiennent par ailleurs à la catégorie dite des «leaders intermédiaires» qui en font des acteurs susceptibles d'influer aussi bien le sommet que la base de la société.

Une des particularités des leaders intermédiaires est leur marge de manœuvre. Ils ne sont pas soumis en effet aux mêmes contraintes que les leaders politiques, de même qu'ils ne se sentent pas limités par la nécessité du quotidien. Aussi, jouissent-ils de la liberté et du recul nécessaires pour penser et agir efficacement.

Actifs à l'intersection des communautés et à la confluence des intérêts des individus, ces acteurs entendent créer des lieux de créativité et de médiation (au sens large). Leurs actions sont destinées à susciter de nouveaux centres d'intérêt qui développent des outils de construction en remplacement de la logique de destruction.

Le groupe réunit des personnes actives et insérées dans des réseaux divers, ce qui signifie qu'au delà des 24 personnes, c'est une véritable toile d'araignée de solidarités agissantes et de rapprochement entre les communautés de la région des Grands Lacs que les membres du groupe espèrent pouvoir développer et consolider.

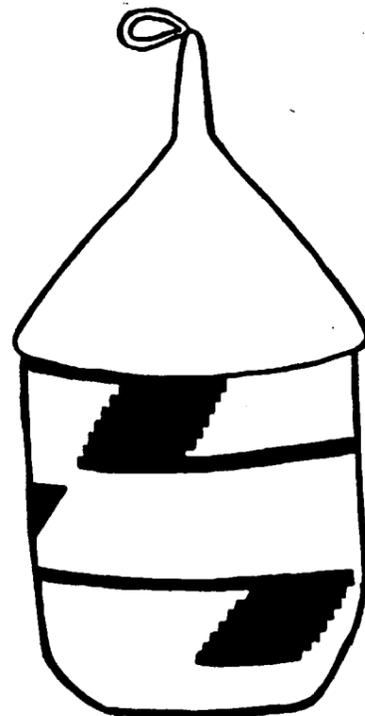
RENCONTRE DE GENEVE: LA SYMBOLIQUE DU PANIER

Véritable objet symbole dans les cultures inter-lacustres, le panier a été retenu par le groupe pour illustrer la rencontre de Genève et en souligner la spécificité.

Dès l'ouverture de la rencontre, au-delà des présentations habituelles, chaque participant a été invité à réfléchir au fruit qu'il était prêt à offrir et à mettre dans ce panier commun, en présentant leurs apports, leurs interrogations et leurs attentes.

Les paniers sont souvent utilisés pour conserver les «fruits du labeur» dont sont tirées de nouvelles semences qui retourneront à la terre pour donner de nouveaux fruits.

Cet exercice a permis de constituer un corpus d'une trentaine d'items sur lequel le



groupe a pu travailler par la suite. Mais avant cela, chaque participant a été invité à poser sur la table du milieu un objet – image, dessin, produit, etc – ramené du pays et véhiculant le message qu'il désirait exprimer. Un participant de Goma, par exemple, a posé sur la table un morceau de lave du volcan Nyiragongo dont la dernière éruption date d'il y a une année et demi, avec ces mots d'explication: la coulée de lave ne choisit pas d'ethnie. Un autre a ajouté qu'il ne faut jamais oublier qu'un éruption volcanique est toujours suivie d'une période de fertilité sur le plan agricole.

Présents à notre regard tout au long de la semaine, ces objets nous rattachant symboliquement à l'histoire, au pays et à la culture de la région ont accompagné les travaux du groupe.

LES CAUSES DE LA CRISE

Passées les présentations, le groupe s'est attelé à l'analyse de la crise telle qu'elle est vécue et perçue dans la région des Grands Lacs.

L'approche historique a permis de remonter aux racines de l'ethnisme et tenter de déterminer les causes à l'origine de la crise. L'approche culturelle a ensuite examiné les mythes et les valeurs, les «dits» et les «non-dits» qui fixent les schémas des représentations et influencent les comportements.

Par l'approche socio-politique, les participants ont cherché à décrypter le discours dominant, à analyser le fonctionnement de la société, le rapport au pouvoir et à réfléchir sur le sens et le rôle des institutions.

Enfin, les facteurs aggravant de la crise ont été également mis en évidence: appauvris-

sement de la population (facteur économique), perversion des valeurs et perte des repères (facteur psychologique et spirituel) le poids de l'histoire et les relations avec les autres pays, les autres sociétés (facteur politique) etc.

Cette analyse a conduit à l'ébauche des pistes d'actions concrètes que l'équipe a résumé comme suit.

LES AXES PRIORITAIRES

L'inventaire des compétences des participants couplé à la visualisation de la sphère d'action de chacun et à la définition des priorités a créé un consensus autour de quatre axes d'engagement, qui tiennent compte en priorité des besoins des femmes et des jeunes:

1. **Développement;**
2. **Mobilisation** (pour une construction d'une culture de la paix);
3. **Education:** incluant aussi bien la formation et la sensibilisation que la coopération au niveau de l'enseignement universitaire notamment;
4. **Médiation et gestion des conflits.**

Un responsable a été désigné pour chaque axe et les participants se sont repartis dans les différents secteurs d'action en fonction de leurs compétences ou de leurs intérêts.

STRUCTURE

Le groupe a adopté provisoirement la désignation suivante: *Initiative de Genève pour la paix dans les Grands Lacs*. Il s'est doté d'une structure devant assurer le suivi pour une période expérimentale et transitoire d'une année, pendant laquelle il est attendu que des projets d'essai émergent du terrain. Cette structure fonctionne selon la formule 1 + 5, (représentant les entités régionales Burundi, Rwanda, Sud-Kivu, Nord-Kivu et diaspora). Une coordination établie à Genève assurera le lien entre ces différentes entités

REMARQUES

La démarche se veut souple, sans privilégier aucune technique, ni champ théorique. Elle mise sur l'efficacité des expériences tentées sur le terrain, à partir desquelles il sera tiré des conclusions. Elle procède par paliers successifs: expérimentation, évaluation, conceptualisation.

Le fonctionnement du réseau s'appuiera sur un certain nombre de critères éthiques dont l'essentiel sera inscrit dans une charte, en rédaction, et qui sera soumise au respect de chaque membre. ■

Justin Kahamaile

DECLARATION FINALE DE L'INITIATIVE DE GENEVE POUR LA PAIX DANS LES GRANDS LACS

Nous, femmes et hommes, originaires du Burundi, du Rwanda et de la République Démocratique du Congo, réunis à Genève du 20 au 26 avril 2003, toutes et tous artisans de la paix dans la sous région des Grands lacs et de la diaspora.

- Considérant la situation déplorable de notre sous-région caractérisée par des guerres récurrentes, la peur, les traumatismes et différentes formes de solidarités négatives;

- Conscients de notre responsabilité citoyenne;

- Déterminés à œuvrer pour l'avènement d'une société plus juste et plus conviviale,

avons décidé de nous engager dans la voie de la recherche d'une paix durable selon quatre axes, à savoir:

1. Le développement durable des populations de la sous-région;

2. L'éveil de nos populations à la liberté et à la responsabilité citoyenne;

3. La mobilisation des énergies positives pour une culture de paix;

4. La médiation et la gestion positive des conflits.

A cet effet,

Avons mis en place une structure provisoire chargée de concrétiser les axes ci-haut cités et de maintenir la synergie de tout le groupe;

Appelons à la solidarité nationale, régionale et internationale en vue de la réalisation de cet objectif de paix durable.

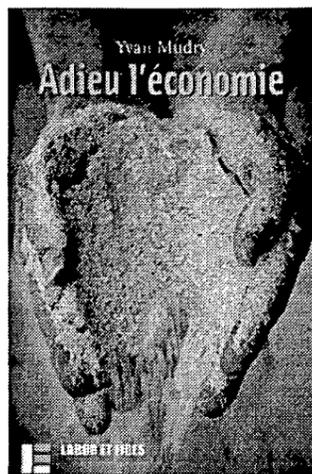
Ainsi fait à Genève, le 26 avril 2003

Adieu l'économie

Sous ce titre, les Editions Labor et Fides viennent de publier un essai d'Yves Mudy. C'est la réflexion critique d'un auteur chrétien, qui est aussi théologien, philosophe et journaliste (il collabora notamment au *Journal de Genève*).

Alors que l'époque actuelle pourrait assurer le bien-être de tous, une économie basée sur le profit met sur la paille de plus en plus de personnes. Les «working poors» prouvent que même le travail ne permet plus d'échapper à la pauvreté, voire à la misère. Le livre d'Yves Mudy s'emploie à contrer l'idéologie économique et son langage, qui prétendent justifier tous ces abus. L'auteur démystifie le langage économique, lequel, dramatisant la situation, préconise des mesures d'urgence ne supportant pas d'alternative. Souvent menteur, ce langage promet le bonheur pour tous à condition que l'on accepte «dégraissages», «délocalisations», «salaire au mérite», «privatisations» et autres décisions allant à l'encontre d'un progrès social durement acquis.

Pour ce libéralisme (autre nom du capitalisme), l'argent et sa quantité juge la valeur des personnes



et des actes. Pour lui, ce qui n'a pas de valeur marchande, par exemple la préservation de l'emploi, le travail des mères au foyer ou d'autres réalisations non monnayables, n'existe pas. Tout se focalise sur la Bourse, les marchés financiers, et la recherche du profit maximum.

C'est l'hégémonie anglosaxonne qui a mis en place cette économie, produit culturel de l'époque des Lumières. Et la pensée unique qu'elle exprime a pu s'imposer grâce au discrédit du

communisme et à l'essoufflement du christianisme. Dès lors cette économie standard tend à imposer sa loi partout, et à écraser les plus faibles.

Or l'auteur montre que la réalité ne correspond nullement à l'idée que s'en fait l'économie standard. Et comme elle est allée trop loin dans sa visée égoïste, des mouvements se sont formés qui luttent contre sa suprématie, telle l'altermondialisation...

Au terme de son ouvrage, qui est dense, l'auteur montre qu'un espoir de sortir de cette économie se fait jour. Il implique de mettre en doute le raisonnement des experts, de modifier nos comportements, et de ne pas hésiter à faire dissidence. Il faut désintoxiquer nos têtes et nos cœurs, et s'imprégner de la mystique évangélique affirmant que «pour le chrétien, *autrui dans le besoin est Dieu en personne*».

Reste à souhaiter que l'on parvienne à vivre cette exigence, qui nous permettra de dire enfin «Adieu l'économie!»

Jacques Perroux

Yves Mudy, *Adieu l'économie*, éd. Labor et Fides 2003

Moi je ne juge personne

Cet essai de la pasteur genevoise et professeure Lytta Basset de théologie, vient d'être réédité en livre de poche par Albin Michel.

«L'évangile au-delà de la morale» est le sous-titre de ce livre éclairant, qui scrute le besoin que nous avons de juger les autres. Besoin dont la racine est la peur inconsciente qui réside au cœur de nos êtres limités.

En analysant certains textes évangéliques (notamment le récit de la femme adultère), l'auteur montre que Jésus, qui ne juge personne, vient nous guérir de toute peur.

Jacques Perroux

Lytta Basset, *Moi je ne juge personne*, éd. poche Albin Michel 2003

Voyage au cœur des femmes

En Amérique latine, le livre est un objet de luxe, l'analphabétisme est encore important et les crises économiques et politiques permanentes. Dans de telles conditions, les écrivains, et plus encore les écrivaines, doivent souvent éditer à compte d'auteur avec des tirages et des moyens de diffusion très limités.

Saluons donc ce recueil de 19 nouvelles, écrites par 19 femmes des 19 pays de l'Amérique hispanique qui est une invitation à la découverte de la richesse littéraire. Les héroïnes de ces récits se débattent entre soumission et rébellion.

Les plumes de cet oiseau multicolore sont légères et vives, mais décrivent avec force la mort, la violence physique ou verbale, le sang... pain quotidien de beaucoup de femmes en Amérique latine et ailleurs!

Roland Pasquier

AAVV, *Voyage au cœur des femmes latino-américaines*, éd. Michalon

Commerce équitable

Depuis son apparition dans les années 80, le commerce équitable ne fait que progresser en Europe où il a trouvé une consécration avec le label Max Havelaar.

Les consommatrices et les consommateurs deviennent consommatrices et consommateurs, car leurs achats responsables sont autant d'actes citoyens au quotidien. Les rapports d'aide et d'assistance entre Nord et Sud font place à des relations commerciales contournant l'échange économique inégal.

Ce petit guide pratique fait le point de l'avancée et explique le fonctionnement pour chaque type de produit.

Aujourd'hui, 300 unions coopératives bénéficient de ce nouveau partenariat. 500 nouvelles demandes affluent chaque année dont 5% seulement peuvent être satisfaites.

Le commerce équitable a encore un bel avenir!

Roland Pasquier

Katell Pouliquen, *Le Commerce équitable*, éd. Marabout

1200 Genève 2
JAB
Changement d'Adresse
16, Bd. du Pont-d'Arve
CH-1205 Genève

COTMEC

Commission Tiers Monde de l'Eglise catholique
16, Bd. du Pont-d'Arve
CH-1205 GENEVE
Tél : +41 22 708 00 78
Fax: +41 22 708 00 79
E-mail: cotmec@worldcom.ch
Web: www.cath.ch/cotmec
CCP: 12-21551-1

COTMEC-INFO est Mensuel

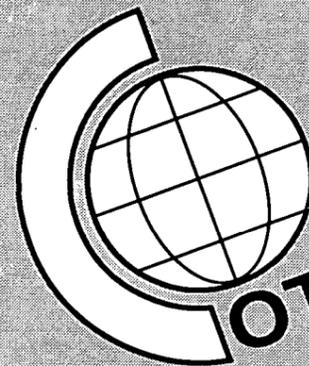
Abonnement: Frs 20.- /an
Rédactrice Responsable:
Nicole Kunz
Imprimerie: Fornara / GE

AVIS AUX ABONNES

Grâce à vous notre bulletin s'auto-finance chaque année, ce qui est un atout indispensable pour notre travail. Nous pouvons maintenir un abonnement à un prix accessible à tous si nous augmentons le nombre de nos abonnés. Merci donc de FAIRE CONNAÎTRE COTMEC-INFO autour de vous. Nous l'envoyons gratuitement à des correspondants dans des pays du Sud grâce aux dons supplémentaires. Grand MERCI à ceux qui soutiennent ainsi ces échanges. Les personnes qui ont reçu un abonnement en cadeau de la part de leurs connaissances ou qui auraient des difficultés financières ne sont pas concernées par les frais d'abonnement.

Mensuel - Abonnement annuel Frs: 20.-

N° 251 - Juillet-Août 2003



COTMEC
INFO

Le G8 vu par
le Sud
et la COTMEC

commission tiers monde
de l'Eglise catholique

Billet évangélique

L'ivraie et le bon grain

Nous étions, vous et moi, immergés dans des sacs de bon grain lors de la fameuse manif du 1^{er} juin. On ne va pas tout de même pas nous confondre avec l'ivraie, cet inquiétant quartier de «casseurs» à l'œil noir qui défilait aux franges de notre joyeux cortège «bon enfant»! L'ivraie n'est pas le froment, répétons-nous, le torse bombé, offusqués qu'on ne sache nous distinguer de «la lie du peuple». Mélangerait-on torchons et serviettes? Non, bien sûr. Mais il arrive qu'on jette les uns et les autres dans la même corbeille à linge. De même, chardons et tiges de froment puisent leurs forces de croissance du même humus qui nourrit le même champ. Les casseurs n'étaient pas des nôtres, mais ils marchaient avec nous! Eux et nous sommes les fruits, plus ou moins délectables, de la même société!



Aux policiers casqués, pressés de faire le tri entre le bien et le mal, j'ai envie de dire comme Jésus: «n'arrachez pas prématurément l'ivraie avec brutalité; vous risqueriez de détruire aussi les jeunes pousses de blé!» Laissez donc les «anges» faire ce travail délicat, conseille encore ce rêveur, pacifiste impénitent. Il est vrai que Jésus n'avait pas les pieds sur terre, puisqu'on a fini par les lui clouer au-dessus du sol sur une poutre de bois! Il devait sans doute payer ce prix pour que le monde apprenne à vivre juste et pacifié.

Quant à nous, pas si «bon grain» qu'on en ait l'air, je nous invite à prier comme Sr Claire-Marie, amie de la COTMEC depuis toujours: «Pauvres petits, c'est pour eux que je prie d'abord, pas pour les joailliers qui ont négligé de se barricader. Pourquoi, et d'où vient dans le cœur de ces enfants cette haine aveugle et irraisonnée? Je prie pour que Jésus les déleste de leur immense détresse.»

Et si la prière nous amenait à mieux nous engager... ■

Guy Musy

Edito

Merci Dominique!

Quelle chance! Quel privilège! (peut-être pourrait-on même évoquer la Providence...) La COTMEC a eu à sa tête, pendant une douzaine d'années, ce prêtre hors du commun qu'était André Fol. Et ensuite, pendant une autre douzaine d'années, ce laïc également hors du commun qu'est Dominique Froidevaux. Celui-ci quitte maintenant sa fonction, tout en restant présent à la COTMEC comme bénévole.

Il est bien sûr hors de question de faire état ici de tout ce qui a été entrepris sous l'égide de Dominique. Je me bornerai à rappeler trois aventures qui se sont matérialisées par un livre. Chaque fois d'ailleurs, au départ, on a parlé d'une brochure. Et chaque fois, cette brochure a enflé: jusqu'à 133 pages, puis 168 et enfin 238. Il faut dire que Dominique, mû par sa foi en l'être humain et en Dieu, nous a toujours emmenés loin, plus loin, sans ménager sa peine. Au-delà, même, du raisonnable. Et parfois des délais...

Il y a donc d'abord eu «Haïti, votre cri ne sera pas étouffé» (1993). Malheureusement, les aspirations du peuple haïtien ont été, jusqu'à ce jour, cruellement déçues. Ensuite, «Guerre économique, l'heure de la résistance» (1997), en lien avec les campagnes de Carême sur l'exclusion. Depuis, le débat sur les thèmes traités dans cet ouvrage s'est énormément amplifié. Et enfin «La Suisse dans la constellation des paradis fiscaux» (2002).

Sociologue, Dominique a acquis d'autres compétences pour maîtriser de tels dossiers ou encore, entre autres, celui de nos relations avec le régime de l'apartheid. Intellectuel rigoureux, il sait aussi être un ami chaleureux. L'affection qui l'a entouré lors du départ de son épouse, Béatrice, pour la Maison du Père est un signe de la qualité des liens qui se sont créés. Nous avons alors mieux pris conscience, comme nous l'avions fait lors des obsèques d'André, de l'étendue et de la densité du réseau dans lequel nous sommes insérés.

Alors, pour tout, merci Dominique! Et l'aventure continue, avec un trio, formé de Martyna Olivet, de Nicole Kunz et de Justin Kahamaile, à la barre de la COTMEC... ■

Michel Bavarel

Anti-G8

Le regard latino-américain



Outre les manifestations massives du 29 mai à Lausanne et du 1^{er} juin à Genève, avec environ 100 000 participants, une cinquantaine de forums, conférences, tables rondes, Tribunal de la dette et activités culturelles de haut niveau se sont déroulés, tant dans ces deux villes qu'à Annemasse (France), comme partie intégrante de la mobilisation anti-G8.

L'afflux de personnalités de premier plan du mouvement associatif mondial n'est pas passé inaperçu. Parmi elles, les musiciens Manu Chao et Tiken Jah Fakoly, le spécialiste belge du problème de la dette Eric Toussein, l'économiste franco-américain Susan Georges, le journaliste français fondateur de ATTAC Bernard Cassen, le sociologue suisse Jean Ziegler ou l'Argentin Alejandro Teitelbaum, pour ne citer qu'eux. Des dirigeants de mouvements sociaux latino-américains ont également fait le voyage jusqu'en Suisse.

Solidarité entre les peuples

«Nous venons à Genève pour partager une même utopie avec les mouvements sociaux européens, pour communiquer, pour que nous nous comprenions mieux», souligne Blanca Chancoso, coordinatrice du volet Équateur du Forum Social Mondial et membre de la direc-

tion de la Conférence nationale indigène de l'Équateur (CONAIE). «C'est important d'unir la voix des peuples de toute la planète pour diminuer la pression verticale des gouvernements», a déclaré Blanca Chancoso à Cotmec-Info, en invitant à ce que «la coopération officielle et la solidarité de la Suisse et des autres pays du Nord ne se réduisent pas à l'appui aux gouvernements du Sud, si souvent corrompus, mais profitent à la base, aux acteurs sociaux.»

Approfondir beaucoup plus la réflexion

Invité d'honneur, le coordinateur de l'Association américaine des juristes – un des principaux commentateurs du Tribunal de la dette – l'Argentin Alejandro Teitelbaum a souligné la nécessité prioritaire pour le mouvement social international «d'approfondir une réflexion en suspens pour ne pas tomber dans des phrases ou des concepts éculés».

«Quand nous voyons l'explosion sociale de ces derniers jours au Pérou ou quand nous constatons l'essor de la protestation syndicale en France en défense de la sécurité sociale, nous nous confrontons à la nécessité d'avancer dans la réflexion. Dans le cas contraire, nous courons le risque de ne rien comprendre et de laisser l'histoire s'échapper de nos mains.

Pour Teitelbaum, l'axe de toute proposition planétaire doit par-

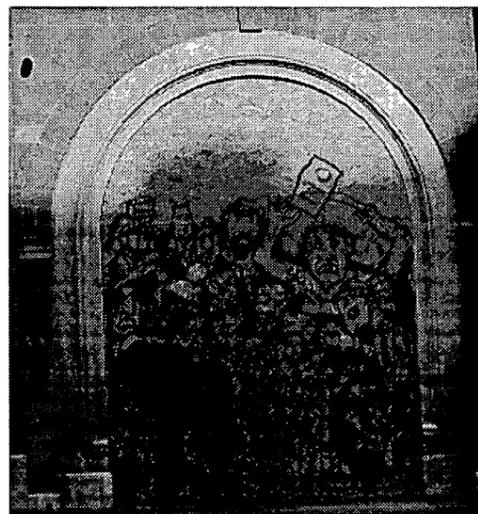
tir des dynamiques nationales: «Dans chaque pays, tout dépendra de la relation des forces internes entre le pouvoir et le mouvement social.» Que signifie la dynamique nationale? «Simplement prendre en compte les revendications spécifiques des gens, ce qui les motive, ce qui les préoccupe et qui les mobilise, comme par exemple le temps et les journées de travail, la retraite, le système social, l'emploi, la survie quotidienne...»

Unité dans la lutte et l'écoute

L'échange entre l'Amérique latine et l'Europe est essentiel pour pouvoir «comprendre que ce qui se passe ici est intimement lié à ce que nous vivons chaque jour dans notre continent», a déclaré à Cotmec-Info Ivoris Moraes, membre de la direction étatique du Mouvement des travailleurs sans terre (MST) de Rio Grande del Sul, au Brésil. Silvia Saravia, qui fait partie de Barrios de Pie (Quartiers debout) en Argentine, l'une des puissantes organisations sociales de quartiers, est d'accord avec ce concept: «Bien que notre travail soit local et national, nous n'oublions pas le cadre international», a-t-elle affirmé.

Synthétisant les espoirs des nombreux nouveaux acteurs sociaux latino-américains, Ramiro Arroyave, secrétaire international de l'Union nationale d'employés bancaires de Colombie, a partagé un message clair avec le public européen participant aux journées de réflexion anti-G8: «Nous sommes tous responsables de tout ce qui arrive dans ce monde. Nous pouvons tous faire plus pour améliorer la situation des populations du Sud et des exclus du Nord. Tous doivent nous accompagner pour dépasser la tragédie colombienne jalonnée de milliers de morts politiques chaque année.»

Sergio Ferrari
Trad. Rosemarie Fournier
Service de presse
E-CHANGER



Pour un monde meilleur... et sans casseurs

On se souviendra du G8 d'Evian. Pas à cause des discussions qui s'y sont tenues ou des conclusions tirées par les «maîtres du monde» – des déclarations d'intention qui ne trouveront probablement aucun relais sur le terrain – mais à cause des impressionnants évènements que nous a offert la rue à cette occasion.

Les médias de tout poil ont abondamment abreuvé le public d'images de casse, de violence et de chaos urbain, au point de n'accorder qu'une infime place à la «vraie» contestation du dimanche 1^{er} juin. Et pourtant, si les nombreuses déprédations occasionnées par une foule hétéroclite – bandes organisées, voyous opportunistes ou badauds pris au jeu – constituent un problème grave et sans précédent de cette am-

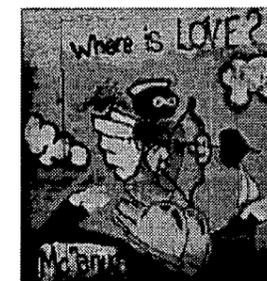


pleur, la grande manifestation pacifique se doit aussi de rester dans les mémoires. Elle fut la preuve que, malgré la psychose née de la campagne médiatique précédant l'événement, l'avenir que le G8 promet au monde préoccupe des individus de tout bord. Regroupant des membres ayant répondu à l'appel de leur mouvement ou simplement des personnes présentes à titre «privé» (dont j'étais), simplement révoltées par les pratiques illégitimes de Bush et de ses complices, la manifestation a développé un rare esprit festif et

familial pour un rassemblement de cette dimension. Et de prouver ainsi que des individus qui croient en leur pouvoir de changement, défendant les intérêts les plus divers mais réunis en la «coïncidence organisée» que représente ce type de manifestation, représentent une vraie force de contestation. Hélas, dans la société de l'image qui est la nôtre, les yeux retiennent en priorité les images impressionnantes des ébats de petits groupes de casseurs par rapport à celles colorées d'une foule pacifique qui défile. Et, ce qui est plus regrettable encore, l'attitude en retrait de la police et la politique d'apaisement entre autorités et manifestants qui fut décidée – et mise en œuvre au début – risquent de ne pas être renouvelées. Cependant, malgré la mauvaise publicité faite aux opposants du G8, les évènements ont démontré que les voyous n'étaient pas des manifestants – manifester signifie exprimer publiquement une opinion ou une revendication, ce que la violence

n'est en aucun cas – et que les autorités pouvaient s'entendre et dialoguer avec les «vrais» protestataires pour mettre sur pied une contestation à grande échelle et responsable. Ainsi, il est impératif de ne pas céder au découragement légitime de voir des centaines d'irresponsables détruire nos revendications et aspirations, nous qui rêvons d'un monde meilleur et luttons dans ce sens. Car marcher à 100 000 n'est pas marcher seul.■

Jonas Pasquier



Télécommunications en Sierra Leone Pas tous sur la même longueur d'onde

Spécialisé en informatique et radio amateur, Patrick a été envoyé par une ONG internationale afin d'évaluer l'état des installations radio et informatiques en Sierra Leone. De ce pays qu'il visitait pour la première fois, il livre à Cotmec Info des impressions et des images propres bien sûr à son histoire personnelle, mais racontées aussi à travers l'objectif pointu de sa profession. Témoignage.

Freetown mai 2003. Dès l'aube le grésillement de la radio se répand dans la capitale. Pour l'oreille distraite du voyageur, ce bruit va se transformer bien vite en un bruit de fond se confondant avec la rumeur de la ville. Mais pour un jeune spécialiste en télécommunication, l'attention portée sera tout autre. Premier constat positif: en dépit de la mauvaise qualité des postes de réception, le niveau de professionnalisme des radios de diffusion locales est bonne. La présence de flash publicitaires, si irritante sur nos

ondes, est perçue comme un signal assurant la viabilité économique des stations. Côté musique, le choix est bien équilibré entre production locale et internationale. Là où notre interlocuteur ne peut s'empêcher de tiquer, c'est au moment des nouvelles. L'organe d'information officiel semble quasi unanimement représenté par la BBC locale qui est clairement orientée. Un regard local sur l'actualité ne semble pas encore suffisamment enraciné pour obtenir les faveurs du plus grand nombre. Il en va de même pour la télévision, essentiellement branchée sur satellite, et qui voit les paraboles fleurir jusque sur les toits en taules des bidonvilles.

Communication par radio

Autre volet radiophonique bien enraciné et représenté: la communication professionnelle sur ondes courtes et ultracourtes (VHF). Ce sont essentiellement des entreprises locales et des ONGs qui y ont recours pour leurs liaisons aussi bien régionales que nationales, observe notre témoin. La raison est que la mise en place d'un tel réseau représente un investissement

conséquent, car en plus de payer annuellement chaque fréquence attribuée, on paye également tous les appareils – sortes de talkie-walkie – utilisés pour les communications. Par ailleurs, ce service étant sous monopole gouvernemental, toute importation de radio doit être déclarée, limitant ainsi fortement la concurrence. Il existe néanmoins un avantage: une fois les frais fixes payés, les communications ne coûtent plus rien. Généralement les intéressés passent par un revendeur local qui fournit le matériel, gère un pool de fréquences et se charge de la déclaration au gouvernement. Dans une ville où l'électricité n'est fournie que quatre heures par jour (un peu plus le week-end), tandis que le reste est assuré par la présence de génératrices, on comprend mieux le recours à ce système de transmission.

Internet

«radiophonique»

Si, comme sur le reste du continent, les téléphones cellulaires commencent à se répandre dans de nombreuses classes de la population, leur usage reste pour l'instant limité dans l'enceinte des grandes villes pour une

question de couverture du réseau. De plus, l'achat d'un téléphone portable coûte encore un mois de salaire, bien qu'ensuite son utilisation puisse se révéler plus économique que le recours à la radio. Ce domaine n'étant pas nationalisé, les opérateurs pourront aisément mener une guerre des prix. A long terme, notre passionné de radio y voit la fin de la communication interurbaine sur ondes moyennes. Mais le recours aux ondes courtes pour émettre à échelle nationale a encore de beaux jours devant lui. D'autant plus qu'il bénéficie depuis quelques années d'un apport technologique de choix: un modem reliant ordinateur et radio, ce qui permet de transmettre des courriels via les ondes. Bien qu'incroyablement lent au yeux de tout utilisateur informatique, ce système de transmission reste hautement fiable et pratique et son utilisation se répand dans des régions les plus reculées. Derrière son grésillement, la radio en Sierra Leone cache bien des facettes et usages!

Propos recueillis par
Astrid Lehr

OMC: Accord sur les Génériques Comme un pis aller

Il s'agit de l'accès aux médicaments des pays les plus pauvres. Le sujet reste sensible et le débat a pris de l'ampleur depuis la réunion de l'OMC à Doha en 2001. Une issue a finalement été trouvée le 30 août, dix jours avant le sommet de Cancun.

L'accord: il permet aux pays ne pouvant produire des médicaments d'importer des copies (génériques) des médicaments brevetés.

Or, cet accord présenté par l'OMC comme une avancée ne satisfait ni les pays pauvres ni les organismes qui les soutiennent dans leur lutte, à causes des contraintes qu'il impose. En effet, un pays voulant importer des génériques doit d'abord établir une licence obligatoire par laquelle il s'autorise à importer un générique. Le pays auprès duquel il veut se procurer ce médicament doit à son tour voter une licence obligatoire pour pouvoir l'exporter. Les deux doivent ensuite en informer les conseils des Adipc (Accord sur les droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce) de l'OMC qui veille à l'application de cet accord.

Le pays acheteur doit préciser qu'il fait cette demande de *bonne foi* et qu'il le fait pour une question d'*urgence nationale*, tandis que le pays vendeur doit s'engager à ne vendre le générique

ni à des fins industrielles ni à des fins commerciales.

Les copies devront ensuite être *empaquetées et labellisées* différemment de l'original pour éviter toute réexportation frauduleuse. Un pays tiers (dépositaire du brevet par exemple) peut demander aux deux pays de fournir des informations supplémentaires à l'Adipc, qui se réunit une fois par trimestre. En cas de différend, le litige peut être porté devant l'OMC.



Accord historique, proclame le directeur de l'OMC; accord équilibré, se félicitent les milieux de l'industrie pharmaceutique; un marché des dupes, répondent les ONG. Celles-ci épinglent un système qui impose une procédure bien plus lourde aux pays pauvres: *«L'accord implique tellement de paperasserie qu'il en devient largement impraticable, résume l'ONG OXFAM, dans la pratique, la plupart des pays pauvres finiront par payer le prix fort pour des médicaments sous brevet, ou plus probable-*

ment, se débrouilleront sans.» Lorsqu'en 2001, les États-Unis, au nom de l'urgence nationale, ont menacé la firme Bayer de copier son Cipro, un produit antianthrax, personne n'y a trouvé rien à redire, pas plus qu'on a envisagé de leur demander d'emballer ou d'étiqueter ce produit d'une façon particulière!

Pourquoi les pays pauvres ont-ils signé?

Plusieurs hypothèses sont avancées: voilà quatre ans que les médicaments empoisonnent les négociations commerciales. Beaucoup de pays du sud craignent de payer cher sur d'autres domaines, comme l'agriculture, leur «entêtement». Beaucoup de pays auraient cédé également sous le poids des tractations globales ou des pressions bilatérales. Autre raison; la lassitude des négociateurs, africains notamment, conscients qu'un accord, même parfait, n'aurait été qu'un élément de réponse à l'ampleur du drame sanitaire actuel: six millions de morts annuels, rien que pour le sida, la tuberculose et la malaria.

Quel peut être l'intérêt d'un accord, quelque parfait qu'il soit, pour un pays comme la Zambie, pour ne citer que cet exemple qui consacre à peine un dollar par habitant et par an pour la santé?■

Justin Kahamaile

Livre

Regards de femmes sur la globalisation

Jeanne Bisilliat, qui dirige cet ouvrage rassemblant de nombreuses auteures, est fondatrice de l'association Femmes et développement et a déjà publié quelques recherches sur le sujet. Elle veut offrir une pensée féministe critique et dénoncer la dangereuse récupération des pauvres et des femmes qui doivent devenir des consommateurs. Cette dégradante convoitise se cache trop souvent sous le vocabulaire d'aide au développement. Le livre comprend une première partie d'analyse où l'on met en exergue les paradoxes. Un exemple: l'interdépendance des marchés nationaux et la flexibilisation du travail ont certes augmenté l'emploi féminin, mais celui-ci est marqué du sceau de la précarité et de la vulnérabilité, puisque se

sont développés conjointement la sous-traitance, le travail à domicile, le travail informel, le sous-emploi...

Plus loin, quelques feuillets suffisent à tordre le cou aux micro-crédits: une idée de développement à l'occidentale, qui place la femme en situation de soumission.

La deuxième partie de l'ouvrage est émaillée d'exemples concrets. Qu'il s'agisse de l'industrie du textile au Bangladesh ou du beurre de karité au Burkina Faso, la triste constat demeure le même: les pays du Nord, intéressés par le produit, poussent à son développement. Mais l'augmentation de la production provoque un assujettissement des femmes et une précarité du marché, qui se trouve soumis aux lois

de l'offre et de la demande et des nombreuses réglementations inventées par le protectionnisme économique.

Entre les lignes de chaque page de l'ouvrage, cependant, se dégage cette conviction profonde: les femmes sont souvent les plus pauvres parmi les pauvres et, pourtant, en même temps, des protagonistes essentielles dans le processus de développement, sachant faire preuve d'indépendance et de créativité.■

Roland Pasquier

Jeanne Bisilliat, *Regards de femmes sur la globalisation* ed. Karthala

COTMEC

Commission Tiers Monde de l'Eglise catholique
16, Bd. du Pont-d'Arve
CH-1205 GENEVE
Tél : +41 22 708 00 78
Fax: +41 22 708 00 79
E-mail: cotmec@worldcom.ch
Web: www.cath.ch/cotmec
CCP: 12-21551-1

COTMEC-INFO est Mensuel

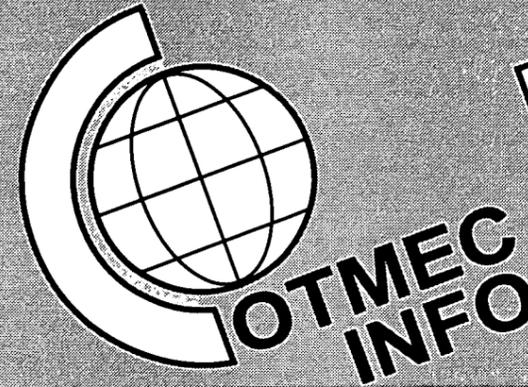
Abonnement: Frs 20.- /an
Rédactrice Responsable: Nicole Kunz
Imprimerie: Fornara / GE

AVIS AUX ABONNES

Grâce à vous notre bulletin s'auto-finance chaque année, ce qui est un atout indispensable pour notre travail. Nous pouvons maintenant un abonnement à un prix accessible à tous si nous augmentons le nombre de nos abonnées. Merci donc de FAIRE CONNAÎTRE COTMEC-INFO autour de vous. Nous l'envoyons gratuitement à des correspondants dans des pays du Sud grâce aux dons supplémentaires. Grand MERCI à ceux qui soutiennent ainsi ces échanges. Les personnes qui ont reçu un abonnement en cadeau de la part de leurs connaissances ou qui auraient des difficultés financières ne sont pas concernées par les frais d'abonnement.

Mensuel - Abonnement annuel Frs: 20.-

N° 252 - Octobre 2003



MINI DOSSIER
Comment construire
l'espérance aujourd'hui?

commission tiers monde
de l'Eglise catholique

Billet évangélique Le dernier message de Sergio



C.T

C'est peu dire que la mort de Sergio Vieira de Mello m'a frappé. Avec lui disparaît un homme qui incarnait à la perfection, me semble-t-il, la présence et l'engagement d'un laïc chrétien dans le monde à la fois subtil et tragique de la diplomatie internationale. Je revois son visage lumineux et sa fine silhouette

lorsque ce printemps il accueillait dans son bureau du Palais des Nations le Maître de l'Ordre des Dominicains. Je me demandais alors en l'écoutant pourquoi ce philosophe élégant, au parler clair et brillant, était descendu dans l'arène onusienne. Je m'interrogeais surtout sur la portée réelle et l'efficacité de ses interventions. Nous plaidions alors la cause des chrétiens d'Irak pris entre le marteau des islamistes et l'enclume de la coalition «occidentale» qui avait agressé leur pays.

Nous ne devons pas tarder à recevoir une réponse. Quand le discours n'est plus entendu, quand la lance du pompier est trop courte pour éteindre l'incendie, reste le sacrifice et l'offrande d'une vie. Sergio, médiateur désarmé, a offert la sienne comme un ultime message adressé depuis Bagdad à tous les faucons et vautours enragés. Sera-t-il entendu? Davantage que Dag Hammarskjöld qui disparaissait, voici 40 ans, au Congo déjà à feu et à sang? Davantage que Gandhi... que Jésus?

A moins que la voix des justes sacrifiés finisse un jour par résonner plus fort que le vacarme des obus, des bombes et des camions piégés! Plus fort aussi que les harangues de tous les va-t-en guerre fanatisés!■

Guy Musy

Dieu referme une fenêtre et ouvre une nouvelle porte

C'est ce que l'on dit en italien lorsqu'une activité s'arrête et qu'une autre commence ailleurs. Cette phrase s'adapte à merveille à Justin Kahamaile pour qui, après dix ans passés à la COTMEC comme permanent, une magnifique opportunité s'est ouverte à la Ville de Genève, au département des Affaires culturelles. Mais heureusement pour nous, ce nouveau départ ne l'empêchera pas de rester parmi nous à la Commission, ainsi qu'à la rédaction de notre bulletin!



C.T

Les personnes qui le connaissent concorderont pour dire que Justin représente, malgré son jeune âge, une figure de sage africain ou de philosophe au sens grec du terme. Par sa réflexion constante et riche sur l'être humain, sur le monde, l'éthique, la politique ou la religion. Mais aussi par ce don inné de retourner un problème sous un angle original, afin de lui donner un éclairage inattendu qui porte l'échange encore plus loin.

Avançant pas à pas, avec le rythme du Sud, il n'en a pas fait moins de chemin depuis son Kivu natal qu'il a quitté il y a 15 ans! Ces années passées d'abord à l'IUED puis à travailler ont aiguisé son regard sur notre société, sans entamer la richesse de sa culture d'origine. Une parfaite mise en pratique de ce très beau proverbe africain qui accompagnait le faire-part de la naissance de son premier fils Malo: *«Celui qui coupe ses chaînes est un homme libre, celui qui coupe ses racines est un homme mort.»*

C'est souvent lorsqu'on est loin de chez soi qu'on perçoit avec plus de netteté ce qui s'y passe. Cela s'est avéré exact pour Justin, puisque ce long cheminement l'a conduit à mettre sur pied le projet de paix dans la région des Grands Lacs dont il nous a fait part dans un numéro de notre feuille jaune. A son habitude, il a su prendre le temps de la réflexion, du dialogue constructif, de l'apprentissage respectueux de l'autre. Au bout de deux années, il est arrivé à réunir à Genève des

personnes de nationalités et d'ethnies différentes et à amorcer une discussion riche qui est en train de se concrétiser par des projets prometteurs, dont on attend avec impatience de connaître la suite.

Les permanentEs qui se sont succédé à la COTMEC et les bénévoles sont certainement d'accord qu'un collègue comme Justin est une chance rare, que ce soit dans le travail ou sur le plan de l'amitié. De tout cœur avec lui, nous souhaitons que cette décision importante – on ne quitte pas son engagement professionnel à la COTMEC avec légèreté! – soit une porte ouverte sur la pleine réalisation de ses compétences et de son humanité.■

Nicole Kunz & Martyna Olivet

Voir aussi le Billet du COTMEC-Info de mai 2003, *Du Lotus Bleu au Palais des Nations.*

Suisse – Afrique du Sud Quand le secret ne rend pas service

Le 26 août paraissait le rapport parlementaire sur les contacts entre les services secrets suisses et sud-africains. Un document qui blanchit l'ex-chef du renseignement helvétique, en dépit d'énormes... blancs.

«[...] aucun accord de collaboration ou d'échange d'information dans le domaine de la guerre biologique et chimique n'a jamais été conclu avec l'Afrique du Sud», affirme le rapport de la Délégation des commissions de gestion du parlement (DCG). Celle-ci réfute ainsi l'implication de l'ancien patron des services secrets suisses, Peter Regli, dans le programme bactériologique et chimique mené par l'Afrique du Sud du temps de l'apartheid. Mais cette conclusion repose sur un vide inquiétant et s'accompagne de critiques.

Infos tronquées

La DCG a rencontré plus d'un obstacle dans sa quête de vérité. Tout d'abord, son enquête a été gênée par celle, administrative et

sur le même sujet, ordonnée par le conseiller fédéral Samuel Schmid. Certains services ou personnes interrogés ont fourni des réponses incomplètes, lacunaires et ont même menti. Peter Regli lui-même aurait tergiversé et menti par omission lors de précédentes enquêtes. Selon *Le Courrier*, l'ancien conseiller national Ernst Cincera aurait obtenu la rétractation de Chris



Thirion. Cet homologue sud-africain de Regli avait affirmé l'existence d'un accord entre les deux pays, dont le divisionnaire était, selon lui, au courant. En avril dernier, le Conseil fédéral a interdit l'accès aux actes concernant l'Afrique du Sud déposés aux archives fédérales et contenant des noms d'entreprises. L'inexistence de convention d'entraide internationale pour les enquêtes parlementaires, ainsi que les objectifs économiques du président Mbeki ont empêché la DCG d'investiguer en Afrique du Sud. Enfin et surtout, de nombreux do-

cuments ont été détruits, notamment par Regli lui-même: tous les PV des rencontres entre services secrets datant d'avant 90 ont ainsi disparu!

Un faux soulagement

Tout en blanchissant Regli, la DCG critique la diplomatie parallèle des services de renseignement suisses: échappant au contrôle du Conseil fédéral, les chefs des services secrets de Suisse et d'Afrique du Sud se rencontraient au moins une fois par année à l'époque de l'apartheid. Elle rappelle aussi qu'au début des années 80, la Suisse était le seul pays d'Europe à accréder un attaché de défense sud-africain.

Ce rapport n'apporte donc qu'un faux soulagement à la conscience helvétique. Et l'impression demeure qu'il cherche à enterrer l'affaire, malgré les graves lacunes. Ainsi, la DCG reconnaît «l'impossibilité d'évaluer la situation d'un point de vue objectif».

puis avoue qu'elle n'a pu «ni infirmer ni confirmer les affirmations (...) selon lesquelles Wouter Basson aurait plusieurs fois rendu visite à Regli». Ce qui ne l'empêche pas, comble du paradoxe, de déclarer dans le même paragraphe qu'elle «n'a plus aucun doute quant aux suppositions malveillantes colportées par les médias au sujet des contacts entre Peter Regli et Wouter Basson: elles sont sans fondement».

Un rapport éminemment lacunaire et forcément subjectif, qui exige de pousser les recherches plus avant. Par exemple en incitant les conseillers nationaux à constituer une commission parlementaire, qui aurait davantage de pouvoir pour mener l'enquête et rétablir la vérité. Car si la règle du silence observée par les services secrets a freiné le travail de la DCG, il en est d'autres à qui le secret ne rend pas service, comme celles et ceux qui ont souffert de 48 ans d'apartheid.■

Astrid Lehr et Marie Pasquier

«Souvenir du Nicaragua»: impressions de vacances

Comment dire ce qui a changé ou ce qui change au Nicaragua, en quelques cartes postales?

Dans les années 80, la jeunesse nicaraguayenne affichait un visage unique, avec ses «muchachos y muchachas» fiers de leur lutte et défiant la mode universelle. Atours... militaires, et pourtant hétéroclites: bottes noires, chemises couleur café, couvre-chef de toutes sortes, rubans rouge et noir, plumes d'oiseaux; et aussi, chansons de protestation, chansons d'amour, dans leur langue et avec leurs instruments de musique; mais encore, participation aux activités collectives d'entraide telles que la coupe du café, le nettoyage des quartiers, les campagnes de vaccination.

Aujourd'hui, la mondialisation atteint bien sûr aussi le Nicaragua et sa jeunesse. La griffe Nike se lit partout, surtout contrefaite. Vêtements, musique, loisirs: on essaie de faire comme aux Etats-

Unis. Vu le prix, on n'y arrive pas encore. Pourtant, les modèles sont là, grâce ou à cause des dizaines de milliers d'émigrés qui sont partis chercher du travail – plus de 500 000 du côté du Costa Rica et plus de 200 000 aux Etats-Unis. De leurs lieux d'émigration, ils envoient des morceaux de miroir aux alouettes: les jeans, les Nike justement, et quelques dollars. Certains reviennent et disent même quelques mots d'anglais, on les entend dans la rue. Quant aux *gringos* originaux, les Américains, ils sont bel et bien de retour et se sentent comme chez eux, comme avant 1979 probablement, élevant des hôtels de luxe, achetant des terrains sur la côte pacifique qu'ils revendent à leurs retraités en quête de soleil à prix abordable.

Quant au gouvernement libéral, il vient d'envoyer en Irak 115 militaires, médecins et démineurs, qui seraient fort utiles chez eux. Difficile de concevoir un Nicaragua à genoux devant les Etats-Unis au point de vendre sa jeunesse pour obtenir quelques faiseurs de l'Oncle Sam. Peu de

pays ont baissé si bas leur culotte ces derniers temps. Le Front Sandiniste demande au Parlement de revenir sur sa décision et la population, dans ce cas, est toute entière derrière lui.

Quelques lueurs

Avant de conclure, parlons de l'espoir qui se profile dans les rares luttes émergentes, la population étant constamment rendue silencieuse par des échéances électorales, qui ramènent somme toute si peu de solutions concrètes aux gens les plus pauvres.

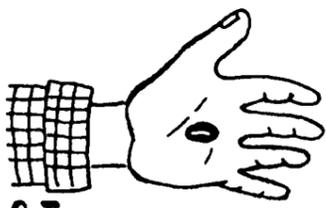
Tout d'abord, la «lutte des affamés», comme elle s'appelle au Nicaragua: depuis 2001, les travailleurs/euses du café se sont postés à trois reprises sur le bord des routes pour dire leurs insupportables conditions dans des *fincas* qui ont été laissées pour compte dès lors que le prix du café s'est écroulé au niveau international. Ce niveau zéro de la lutte qui commence à prendre du poids s'est révélé plus coriace que ne l'imaginaient les autori-

tés. Sa dernière manifestation a eu lieu dans le nord du pays, en août 2003.

Un certain mouvement populaire dans les quartiers, surtout à la capitale (plus d'un million d'habitants), commence aussi à s'énerver contre les hausses du prix de l'électricité, qui a augmenté de 150% en deux ans à cause de la privatisation par une entreprise espagnole.

Pour la première fois depuis plusieurs années, ces souvenirs de vacances ne sont plus seulement nostalgiques ni même amers: la lutte et la solidarité seraient-elles à nouveau à l'œuvre?■

Viviane Luisier



Si les pauvres n'ont pas la première place, ils n'en ont aucune

La COTMEC s'est réunie, le 6 septembre dernier, pour une journée théologique de réflexion sur le thème «Comment construire l'espérance aujourd'hui», qui se révèle plus que jamais importante en tant que réponse possible au mal-développement.

Ce thème fondateur de la foi chrétienne, réactualisé par Vatican II, a passé du salut individuel à l'ouverture au monde: «La communauté des chrétiens se reconnaît réellement et intimement solidaire du genre humain et de son histoire.» Face aux effets pervers de la globalisation, il est plus que jamais nécessaire aujourd'hui de se souvenir que l'espérance, fondée sur la Parole de Dieu et non sur nos propres succès, éclaire la militance des chrétiens. C'est sans doute cette dimension spirituelle qui permet de perdurer dans la solidarité, même quand les premiers élan de générosités se sont essouffés.

Afin de continuer dans cet axe, il est important de s'inspirer de ceux qui mènent ce combat depuis longtemps. Ces deux textes, l'un de Michel Séguier et l'autre de Ka Mana peuvent nous y aider.■

Nicole Kunz

Réflexion et actions

Actif depuis plus de 35 ans dans l'intervention au service du développement social au Sud comme au Nord, Michel Séguier propose des démarches visant à construire des actions collectives et à développer de nouvelles solidarités à partir de la critique institutionnelle et de la créativité collective.

La rencontre de Michel Séguier avec Paulo Freire – pédagogue brésilien qui a influencé la ligne pédagogique de conscientisation – est fondamentale pour sa méthodologie qui part de situations limitées. Ensemble avec les gens victimes des conflits, «nous faisons l'analyse de ces conflits en nommant les pôles de chaque conflit – pour que les gens prennent conscience des contradictions

qui sont à la base de ces conflits et découvrent comment s'y attaquer». Cette prise de conscience individuelle conduit à une prise de conscience collective, puis politique, ce qui aboutit aux «thèmes générateurs», intérêts communs autour desquels les personnes vont se mobiliser.

Renversement

A partir de la constatation que, même en situation extrême, «l'homme peut rester à la fois conscient, capable d'analyse et capable de se mobiliser, il est possible de parler d'axe de développement humain». Ce renversement – du développement économique au développement humain – est nécessaire, car «on est arrivé au terme d'une démarche "scientifique" d'économie. [...] Il faut accepter que l'économique soit défini par le politique, que le politique soit défini par le culturel et que le culturel soit défini par les systèmes de valeurs, en fonction des cultures. Ou bien ce renversement sera fait par les élites, ou bien – c'est ce que nous pensons – il sera opéré à la base. C'est certes une vision idyllique mais c'est la seule arme qui reste aux individus et en particulier aux individus les plus faibles.»

En situation de survie, il existe des potentialités à rechercher car elles sont les sources de développement: «l'habitude des luttes quotidiennes, le sens du concret, avec l'utilisation de la ruse, de la combine, la résistance par l'imaginaire, l'autodéfense culturelle, la soif de dignité, une solidarité très forte, au ras du sol et la capacité d'espérance.»

Face au problème du terrorisme qui est l'ennemi de tous, riches ou pauvres, il est essentiel que le développement humain prenne en compte en plus de ses composantes économique, sociale, culturelle et environnementale, la dimension spirituelle, qui «aborde la transcendance plus que l'immanence. Elle est de l'ordre du désir plus que du besoin. Elle se situe dans le champ des valeurs. [...] Nous voulons apprécier la capacité pour chaque être humain de se développer en tant qu'être humain dans toutes ses relations, dans toutes ses dimensions en s'appuyant sur ses spécificités d'être humain et sur ses valeurs spirituelles: en écologie (sa conscience d'être habitant de la terre peut l'entraîner à une solidarité cosmique); en économie (sa capacité de partage et son sens de la justice peut lui faire rechercher l'équité et déve-

lopper la solidarité); en politique (son sens de la responsabilité peut l'amener à un engagement collectif et citoyen); en social (sa sociabilité et son accueil de l'autre peuvent faire exister des espaces de fraternité); en culturel (sa conscience d'être mortel peut lui permettre de chercher avec les autres à donner un sens à sa vie et à sa destinée).»

Outils de travail

La méthode proposée repose sur: «un outil d'élaboration-définition du développement auquel ils aspirent; un outil de clarification des finalités et des motivations; un outil d'évaluation des avancées, maturations ou régressions personnelles et collectives; un outil de positionnement de leur groupe humain dans les quatre types de relations: aux autres, en tant qu'être social, au monde en tant qu'être conscient, à la vie en tant qu'être assumant sa destinée et au temps en tant qu'être historique.»

Et de conclure: «Il y a probablement une science à inventer: médiation et accompagnement. [...] Face à la mondialisation, une myriade de collectifs [...], créateurs de cultures, producteurs de qualifications, auteurs de citoyenneté, porteurs de solidarité veulent rompre avec l'inhumain.»■ NK

Le Eglises et le monde

La mondialisation bouleverse non seulement l'économie, la société, la culture, mais elle oblige aussi à repenser la place et au rôle des Eglises dans la société. L'Afrique n'échappe pas à cette réflexion.

Dans le n° 166 de *CHRISTUS*, Ka Mana, directeur du centre d'Etudes et de recherches œcuméniques et sociales de Porto-Novo au Bénin, nous expose sa réflexion. Plus exactement «il s'agit pour les chrétiens et chrétiens d'Afrique de savoir comment faire vivre spirituellement nos sociétés dans une civilisation mondiale».

Ka Mana fixe aux Eglises africaines une tâche précise: «être une présence réelle dans le monde avec comme impératif d'orienter l'humanité sur de nouvelles

voies de son développement spirituel, éthique et matériel.» Second enjeu: «quelle est notre capacité à léguer aux générations futures une Afrique créative dans un monde où nos enfants auront une place à la hauteur de leur passion de vie et de leur droit au bonheur?»

Pour lui une évidence s'impose: «Le centre de gravité de l'univers chrétien comme dynamique spirituelle et religieuse s'est progressivement déplacé du monde occidental vers nos propres terres, au cœur de notre propre esprit.»

L'Occident chrétien, ayant accompli sa mission de propager l'Évangile sur toute la planète, passe le témoin au Sud pour que s'amorce une nouvelle dynamique. «Il s'agit de passer d'une évangélisation spatialement conquérante à une évangélisation qualitativement profonde.»

Les défis qui se posent sont: «Le réarmement intellectuel des individus, le réenracinement éthique des peuples et la refondation spirituelle de l'action humaine pour construire l'avenir. Il n'est plus possible de lire et vivre l'Évangile sans l'inscrire dans cette optique globale du dialogue planétaire. L'heure actuelle est l'heure du dialogue des Eglises. C'est la voie africaine de l'œcuménisme. Une vaste palabre où des rationalités et des visions différentes se rencontrent, se confrontent, s'affrontent, s'épousent ou se conjuguent dans le but d'aboutir à un esprit de communion et d'union profonde pour habiter la maison commune qu'est le monde.»

Toutefois, il faut faire face à de nombreux déficits si l'on veut jouer ce rôle. «Déficit théologique, déficit spirituel, moral, déficit d'imagination, d'encadrement, d'organisation, déficit d'utopie.»

Cela exige «de passer d'une théologie de la répétition et de la friperie à une théologie de l'inventivité et de l'innovation».

La pensée de Ka Mana est fortement résumée, mais elle peut servir de contrepoint, de miroir peut-être, au travail de la COTMEC.■

Maryse Durrer

Refléter la face asiatique de Jésus

Bien que né en Palestine, l'Evangile est parvenu dans nos contrées dans une formulation acceptable. Mais comment reçoivent le message chrétien les peuples dont les racines n'ont aucun rapport avec les nôtres?

Si Jésus avait vécu en Inde, nul doute qu'il aurait célébré la Cène avec les aliments de là-bas, le riz et le thé (car il n'aurait pas trouvé de pain, ni de vin). Et rappelons l'erreur des anciens missionnaires, qui construisirent en Afrique des églises de style gothique, au mépris des architectures locales!

Depuis lors, fort heureusement,

des théologiens appartenant aux différentes régions du globe travaillent à présenter le message de Jésus en respectant la culture de leurs peuples. C'est le cas, par exemple de ceux d'Amérique latine, qui ont élaboré une théologie de la libération, espérance pour les masses opprimées par les grands propriétaires terriens. Et voici qu'un article de la revue *Eglise d'Asie* de septembre présente une théologie qui met en relief plusieurs aspirations que l'on trouve dans ce continent. Par exemple celle qui consiste à reconnaître que c'est Dieu qui sauve, et non les religions, Jésus existant à côté de Bouddha et de Mahomet. De plus, afin de relier l'évangile à la culture, ces théologiens asiatiques pratiquent une méthode

inductive. Ils prétendent que «faire de la théologie c'est interpréter la réalité sud-asiatique à la lumière de l'action libératrice de Dieu dans notre histoire afin d'amener une nouvelle humanité». L'Eglise, en Asie du Sud «doit devenir authentiquement locale en brisant les liens qui la rendent esclave de l'occident, en participant à la lutte contre l'injustice et l'exploitation, et en travaillant avec les pauvres plutôt que pour les pauvres»...

L'auteur de cet article, le jésuite Félix Machado, ne peut être suspecté d'hérésie, Jean-Paul II l'ayant appelé à Rome il y a dix ans pour exercer une responsabilité au Conseil pour le dialogue interreligieux.■

Jacques Perroux

Et si l'on pensait... aux cadeaux de Noël

Trouver le cadeau pour Paul, Louise ou Marinette est souvent un casse-tête. Mais quand passe entre vos mains un livre de grande qualité, agréable à lire et élargissant l'horizon, pourquoi ne pas l'acheter tout de suite pour éviter le marathon des cadeaux de fin d'année. *A quand l'Afrique?* entretien de Joseph Ki-Zerbo avec René Hollenstein nous ouvre des chemins d'espérance. Y a-t-il quelque chose de plus beau à offrir et à partager?

Ki-Zerbo nous livre sa vision du devenir de l'Afrique... beaucoup l'on fait avant lui, mais ce qui est radicalement nouveau est que sa réflexion, appuyée sur sa connaissance intime de l'histoire - il est historien -, est le fruit de son engagement de plus d'un demi-

siècle de militant et d'homme politique.

Quelques pistes de réflexion: - qui dit mondialisation met en scène un binôme, le mondialisateur et le mondialisé - le développement comme on le définit le plus souvent est l'auto-développement du Nord en conformité avec les réalités, les intérêts et les valeurs de ces pays - il y a des choses qui sont, qui doivent être au-dessus et en dehors du marché

De quoi nourrir la réflexion de quiconque aime l'Afrique et croit en son avenir.■

Maryse Durrer

A quand l'Afrique? Ed. d'en bas, Lausanne.

Agenda

Filmar en America Latina, Ve festival du film latino-américain.

Genève, 11-30 novembre 2003. Info www.filmaramlat.ch.

Genève Tiers Monde poursuit ses activités dans le cadre des festivités qui célèbrent ses 20 ans d'existence. La vente annuelle d'ananas aura lieu comme d'habitude dans divers endroits de Genève et la journée de théâtre et concerts, buvette et nourriture, le 22 novembre 2003, Maison de Quartier des Eaux-Vives.

Samedi 8 novembre à St-Pie X, messe des peuples, en présence des communautés linguistiques de Genève.

Dessinateur intérimaire

Nos lecteurs s'en sont certainement aperçus, depuis le numéro d'octobre, ce n'est plus RoP qui assure les illustrations des articles du COTMEC-Info. Et pour cause, puisqu'il est à l'étranger pour plusieurs mois.

Celui qui le remplace pendant son absence nous vient du Sud, de Zambie plus exactement. Son nom est Errol Cassius Dean Thornicroft. Graphiste et artiste-peintre de formation, il a également décoré nos locaux qui ont pris les teintes africaines.

Au nom de toute l'équipe de rédaction de la feuille jaune, un grand MERCI pour ce précieux coup de main.■/NK

Nicole Kunz

Pour plus d'information, voir le site www.taxjustic.net

Réseau Evasion fiscale

Créé lors du premier Forum social européen à Florence en 2003, le Réseau international pour la justice fiscale a pour but de rendre à nouveau imposables les personnes qui profitent de la mondialisation. Avec la publication du livre *La Suisse dans la Constellation des Paradis fiscaux*, auquel ont pris part des promoteurs de ce réseau, la COTMEC s'est engagée à prendre part activement à ce mouvement, aux côtés de la Communauté de travail des organisations d'entraide, de la Déclaration de Berne et d'ATTAC Allemagne. Le Forum social suisse qui s'est déroulé à Fribourg en septembre dernier était en partie axé sur la problématique de l'évasion fiscale et reprenait les thèses du livre.

L'intention du réseau est de mener des campagnes spécifiques à la réalité de chaque pays et de mener un travail de lobby sur le plan international, notamment vis-à-vis de l'OCDE. La Suisse joue un rôle particulier sur le plan international, notamment en permettant une distinction entre fraude et soustraction fiscale, ce qui favorise l'évasion fiscale de personnes étrangères. Il revient donc à la société civile de faire preuve de solidarité en s'engageant pour que la Suisse ne reste pas plus longtemps un paradis de l'évasion fiscale.■

1200 JAB
Genève 2

Changeement d'Adresse
16, Bd. du Pont-d'Arve
CH-1205 Genève

COTMEC

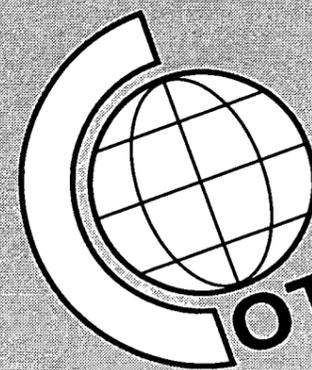
Commission Tiers Monde de l'Eglise catholique
16, Bd. du Pont-d'Arve
CH-1205 GENEVE
Tél : +41 22 708 00 78
Fax: +41 22 708 00 79
E-mail: cotmec@worldcom.ch
Web: www.cath.ch/cotmec
CCP: 12-21551-1

COTMEC-INFO est Mensuel

Abonnement: Frs 20.- /an
Rédactrice Responsable:
Nicole Kunz
Imprimerie: Fornara / GE

AVIS AUX ABONNES

Grâce à vous notre bulletin s'auto-finance chaque année, ce qui est un atout indispensable pour notre travail. Nous pouvons maintenir un abonnement à un prix accessible à tous si nous augmentons le nombre de nos abonnées. Merci donc de FAIRE CONNAÎTRE COTMEC-INFO autour de vous. Nous l'envoyons gratuitement à des correspondants dans des pays du Sud grâce aux dons supplémentaires. Grand MERCI à ceux qui soutiennent ainsi ces échanges. Les personnes qui ont reçu un abonnement en cadeau de la part de leurs connaissances ou qui auraient des difficultés financières ne sont pas concernées par les frais d'abonnement.



COTMEC
INFO

MINI DOSSIER
FEMMES D'AFRIQUE
FORTES ET CRÉATIVES

commission tiers monde
de l'Eglise catholique

Billet évangélique

Aux frontières: la TVA!

Les périodes électorales favorisent les trouvailles. Ainsi, une brave candidate vaudoise UDC affirme tout bonnement que la Suisse ne peut accueillir les étrangers que s'ils nous apportent une «valeur ajoutée». La TVA sera donc calculée sur les personnes qui se présenteront aux frontières. Évaluez le montant pour Bertarelli ou pour quelques autres scheiks désireux de s'établir sur les hauts de Coligny! Les douaniers disposeront d'une calculatrice et d'une tablette qui leur diront si la barrière doit être ouverte ou rester fermée.

Notre bonne dame ne dit pas si le montant de la TVA tiendra compte du poids de la matière grise cérébrale (pensez au cerveau d'Einstein!). En ce cas, nos gabelous se feront accompagner de neurochirurgiens et de chercheurs de «grosses têtes», plus aptes à déterminer le rendement intellectuel des candidats au paradis helvétique.

Quant aux clandestins et clandestines polonais qui récoltent notre raisin ou notre tabac, aux péruviennes qui gardent les enfants de nos bonnes familles, aux filles moldaves ou brésiliennes qui tiennent un salon de massage au Pâquis ou sur la Langstrasse zurichoise, je défie notre politicienne d'en calculer avec exactitude la «valeur ajoutée». A moins que, très pudiquement, cette bonne chrétienne ne ferme les yeux sur ces écarts qu'elle doit bien tolérer, puisque tout le monde - même son parti - convient de leur nécessité et de leur rentabilité!

Quant à l'étranger qui n'a rien d'immédiatement profitable, et bien... «raus!». Lecture inattendue de l'évangile qui nous demande de «prêter sans rien espérer en retour» (Luc 6,35).

Mais, diront certains, que vient faire l'Evangile dans une élection?■

Guy Musy

Edito

Le droit d'asile aliéné

C'est écrit dans le dictionnaire. Asile: «Lieu inviolable où pouvait se réfugier une personne poursuivie». Vous apprécierez l'imparfait. Son emploi semble justifié: en Suisse et ailleurs, le droit d'asile se dégrade. A témoin ces quelques exemples.

Dans notre pays, l'initiative de l'UDC sur l'asile, rejetée de justesse en novembre 2002, a ouvert la voie à un durcissement des mesures envers les requérants. Ainsi, la nouvelle Loi sur l'asile en gestation serait, d'après le HCR, une des plus restrictives au monde. Elle prévoit notamment de débouter tous les requérants en provenance de «pays tiers sûrs». Or, le nombre de ces Etats est passé de 9 à 38, englobant désormais l'Inde, la Mongolie, la Gambie, le Ghana, le Sénégal, la Macédoine ou la Bosnie-Herzégovine, où, selon le Conseil fédéral, le respect des droits humains est totalement garanti. Autre révision en cours, celle de la Loi sur les étrangers, qui vise entre autres à étendre la détention des requérants d'asile déboutés: plus besoin désormais de prouver le «risque concret de fuite» pour les incarcérer. Ajoutons à ces deux projets la troisième initiative sur l'asile de l'UDC, deux initiatives cantonales sanctionnant les requérants qui n'ont pas déposé de papiers (90% d'entre eux) ou les pays qui rechignent à récupérer leurs ressortissants déboutés, deux révisions d'ordonnances restreignant le regroupement familial et le récent arrêté budgétaire supprimant l'aide sociale aux requérants déboutés et raccourcissant leur délai de recours.

Ailleurs aussi, le droit d'asile se détériore. Ainsi, le gouvernement anglais demande la création de «centres d'examen de l'asile» en dehors de l'Union Européenne, où s'entasseraient les réfugiés dans l'attente d'une décision. Parmi tous les pays européens, seule la Suède s'oppose à cette proposition, acceptée par le HCR. Pourtant, le renvoi de requérants d'asile hors de l'UE avant d'examiner leur demande est contraire à la Convention de Genève et à la Convention Européenne des Droits de l'homme.

Face à cette aliénation du droit d'asile, il est urgent de contrer l'argument émotionnel de l'abus tant apprécié par l'UDC et les manœuvres politiques d'exclusion. Par exemple en combattant les préjugés², ainsi qu'en améliorant l'accès au travail et à la santé pour les requérants, souvent perçus comme dépendants de l'assistance. Mais aussi en s'engageant pour les plus défavorisés des Suisses et des Anglais, afin de cesser de «dresser les pauvres d'ici contre les démunis de là-bas»³.■

Marie Pasquier

1. Le Robert, Editions France Loisirs, 2002.
2. Dans ce sens, la très bien faite brochure «Requérants: tous menteurs, tous profiteurs?» peut être commandée gratuitement auprès de Vivre Ensemble au 022 320 60 94.
3. Le mot est du chanteur et écrivain Michel Bühler.



Coton africain:

la menace vient du Nord

Certaines mobilisations sont exemplaires, capables d'ébranler une réalité économique qui paraît implacable. C'est ce qui se passe actuellement autour du coton africain. Maurice Oudet, Père blanc travaillant au Burkina Faso et rencontré à Genève, est l'initiateur d'une campagne qui démontre la capacité des pays africains à faire front face aux périls du Nord.

Au Burkina Faso, le coton fait vivre des centaines de milliers de personnes, leur assurant de quoi scolariser et soigner leurs enfants. L'Etat en bénéficie aussi, car le coton représente 33% des exportations du pays. Mais si cette ressource est d'une importance vitale, sa survie dans la région est en danger. Comme le sont les dix millions de paysans centre et ouest-africains dont le coton est l'unique gagne-pain. Le film *Coton africain: la menace vient du Nord* est la partie visible d'une campagne dont l'essor remonte à deux ans à peine.

Un marché en danger

De passage en France en 2001, le Père Oudet entend la chronique d'un journaliste spécialiste des matières premières. Il explique comment le coton africain,

bien que troisième exportateur mondial, se voit condamné à mort par les subventions des pays de l'OCDE. Des propos qui tombent à point nommé pour illustrer et expliquer la situation de crise que vit, la même année, le marché du coton burkinabé.

Au moment même où le pays s'apprête à faire une récolte record, le cours mondial du coton s'effondre. Pour le pays, cela signifie une chute du prix à l'exportation de près de 60%. Toutes les analyses concordent: la surproduction, première incriminée, n'est que la conséquence visible des subventions agricoles accordées par les pays producteurs du Nord. Elles sont une grave entrave à la libre-concurrence et pénalisent les producteurs africains.

En 2001, l'Etat du Burkina Faso a perdu 10% de ses recettes budgétaires et s'est endetté de 100 millions supplémentaires pour faire face à la vente à perte du coton.

Frappé par les propos du journaliste le Père Oudet propose immédiatement à l'antenne parisienne de Foi et Justice de soutenir une campagne de sauvegarde du coton africain. Ce qu'elle refuse dans un premier temps.

L'appel des producteurs

De retour au Burkina Faso, le Père Oudet contacte François Traoré, président de l'Union nationale des producteurs de coton. Il lui expose les raisons

macroéconomiques d'un tel effondrement des prix et lui transmet des éléments d'analyse recueillis. Concerné et efficace, François Traoré se lance dans une campagne qui le mènera jusqu'au sommet de Cancun.

Les deux hommes entament une vaste campagne d'information auprès des cultivateurs de coton. Leurs arguments, simples et efficaces, font mouche; ni l'un ni l'autre ne se laissent prendre au piège des discours d'experts. Petit à petit, les communautés rurales prennent conscience de la gravité de la situation et se rallient à la campagne. De son côté, François Traoré contacte avec succès les unions nationales d'autres pays.

En novembre 2001, un appel solennel des producteurs de coton ouest-africains (Bénin, Burkina Faso et Mali) pour stopper les subventions voit le jour. Très vite, la campagne prend de l'ampleur: soutenue par un important réseau d'ONGs.

Rallier les Etats

Une fois l'assentiment de la société civile gagné, la campagne de lutte pour la sauvegarde du coton africain doit trouver le moyen de se faire entendre à un niveau plus élevé. Pour avoir une chance d'accéder jusqu'à l'OMC, les producteurs de coton ne peuvent faire l'impasse du soutien des Etats, jusqu'alors discrets. L'occasion se présente à Abidjan, en juin 2002. Les professionnels du coton africain se

réunissent pour créer l'Association cotonnière africaine, dans le but de défendre et promouvoir la survie de cette ressource. Le contact avec des représentants d'Etat des pays concernés s'y établit.

La campagne s'engage désormais sur une voie politique. En prévision de Cancun, les gouvernements du Burkina Faso, Bénin, Mali et Tchad déposent à l'OMC, en avril 2003, une proposition de négociation demandant l'arrêt des subventions, avec des dédommagements pour les préjudices financiers subis. A Cancun, on a pu les voir arriver soudés et forts de nombreux soutiens officiels¹. Malgré la cinglante défaite de ce sommet – le cas du coton y a été réglé en une phrase laconique: «*L'Afrique doit diversifier ses cultures*» –, ni producteurs ni gouvernements ne baissent les bras. Au Burkina Faso, enfin sensible au fait que la paysannerie fait également vivre l'Etat, le pays se dirige vers un début de politique agricole planifiée. Comme nous le confie le Père Oudet, pour qui il n'y a pas de fatalité, il s'agit pour la suite de transformer l'essai. ■

Astrid Lehr

1. Le texte complet de cet appel ainsi que d'autres informations sur le coton africain se trouvent sur le site: www.abcburkina.net
2. Chefs d'Etat africains, les PMA (Pays les moins avancés), l'Inde, l'Argentine, le Brésil, etc.

Sans nous, rien ne va plus!

Manifeste pour un avenir commun

Au lendemain des votations qui ont fait glisser la Suisse inexorablement vers l'extrême droite, il est plus que jamais important de rappeler que la lutte pour le droit des migrants continue de plus belle. Preuve en est le manifeste initié par l'association zurichoise Solidarités sans frontières et signé par de nombreuses organisations.

«*La migration est un des grands défis de l'avenir. Ce n'est qu'en coopérant et en utilisant toute la diversité de nos ressources que nous serons à même de relever ce défi et de créer les conditions d'un avenir décent pour tous.*» Telle est la base de ce manifeste, *Sans nous, rien ne va*

plus! lancé le 13 octobre dernier à Zurich.

L'union faisant la force, le manifeste s'étend à toutes les communautés de migrants, quel que soit leurs statuts. De l'émigré en Suisse depuis longtemps au réfugié politique, sans oublier bien sûr les travailleurs sans statut légal.

«*Nous, les immigrés et réfugiés de Suisse, nous apportons sans cesse notre contribution sur le plan culturel, politique, social et économique. Mais que se passerait-il si nous cessions de le faire, ne serait-ce qu'un seul jour? Les trains continueraient-ils de rouler, les poubelles d'être vidées, les machines de fonctionner? Qui ferait les lits des chambres d'hôtel, servirait les repas, s'occuperait des clients ou des personnes nécessitant des soins? Qui mènerait les recherches scientifiques, nettoierait rues et appartements, se*

produirait sur les scènes de théâtre ou jouerait sur les terrains de football?»

Se basant sur les droits humains et mentionnant la nouvelle constitution suisse, déclarant que «*nul ne doit subir de discrimination du fait notamment de son origine, de sa race, de son sexe, de son âge, de sa langue, de sa situation sociale, de son mode de vie, de ses convictions religieuses, philosophiques ou politiques, ni du fait d'une déficience corporelle, mentale ou psychique*», le manifeste rappelle qu'un million et demi d'habitants de la Suisse sont discriminés de par leur origine.

Les propositions, qui feront certainement se hérissier les cheveux sur la tête des blochétiens, portent sur les droits politiques, encouragent à faire des lois basées sur les droits de la personne, afin d'éviter les discriminations. La protection du travail et la ré-

munération équitable, ainsi que l'égalité de chances pour tous les enfants – Genève joue ici le rôle de phare qu'elle devra s'employer à poursuivre – font également partie des revendications. Enfin, le document rappelle qu'il existe une Convention de l'ONU sur les droits des migrants et une Charte sociale européenne que la Suisse devrait sans tarder ratifier. Il n'est pas homis de rappeler à la Suisse que renforcer les mesures d'aide au développement permet de contribuer de manière durable à lutter pour un monde où les êtres humains «*peuvent vivre librement et dans la dignité*».

Et le hasard faisant bien les choses, c'est également la ligne directrice de la prochaine campagne de carême... alors pourquoi ne pas s'y préparer un peu à l'avance et plus activement cette année? ■

Nicole Kunz

Femmes d'Afrique fortes et créatives

en dépit de / grâce à la tradition, l'évangélisation, la mondialisation.

Le hasard a voulu que nous ayons en même temps deux points de vue sur la situation des femmes d'Afrique. La vision de Ki-Zerbo, historien, militant, politicien depuis près de 60 ans, et celle d'Albertine Tshibilondi, professeure de philosophie ayant consacré beaucoup de temps à l'analyse de la situation des femmes dans la mondialisation.

Si le premier fait un parallèle entre les droits qu'avaient les femmes selon la tradition et ce qu'exige aujourd'hui la reconnaissance des droits humains selon la charte des Nations Unies, tous deux se rejoignent totalement sur un fait: les femmes d'Afrique ont toujours fait preuve d'une ténacité et d'une créativité remarquables quelles que soient la nature de leurs droits et la situation locale.

Ki-Zerbo: «*Dans l'Afrique d'avant la colonisation, les femmes étaient déjà thérapeutes, prêtresses, souveraines, telle la pharaonne Hatshepsout. De plus, par leurs activités quotidiennes, elles contrôlaient de nombreux savoirs. La colonisation a détérioré leur situation; d'une part on ne recrutait pas de fonctionnaires femmes et d'autre part on n'imaginait ouvrir l'enseignement aux filles. Cette évolution était le reflet de la situation des femmes dans les pays colonisateurs!*

Rôle ancestral

«*Dans la culture traditionnelle, les femmes jouaient un grand rôle. Les femmes avaient de petits champs et des jardins, les fruits de leur travail leur revenaient directement, alors que la récolte des grands champs était distribuée selon la décision du patriarcat. Elles avaient aussi des pouvoirs dans le domaine religieux: elles contrôlaient des organisations purement féminines à caractère professionnel et religieux. Elles géraient aussi des activités qui avaient une incidence sur l'avenir, par exemple les semences étaient accomplies par elles puisqu'elles étaient symbole de fécondité. La femme ne perdait pas son nom en se mariant et elle gardait des liens très étroits avec sa famille. "Les parents maternels sont ceux que l'on ne trahit jamais." Les femmes pouvaient*

retourner dans leur famille d'origine si leurs époux les traitaient mal et ces derniers devaient venir négocier – parfois longuement – pour obtenir qu'elles réintègrent le foyer conjugal.

Avancer en reculant

«*L'arrivée des missionnaires a été à la fois une libération, mais aussi une perte de pouvoir pour les femmes. Par exemple, grâce à l'aide des sœurs missionnaires, elles ont pu échapper aux mariages forcés, mais par ailleurs, ces mêmes religieuses*

Femmes nourricières de l'Afrique

Albertine Tshibilondi: «*Il est quasi impossible de donner une définition pertinente de la mondialisation, mais il est évident que ce n'est pas une invention africaine, et que l'Afrique s'y trouve embarquée sans l'avoir recherché et sans en maîtriser les effets. C'est particulièrement vrai pour les femmes qui se concentrent sur la survie de la famille dans la crise que traverse le con-*



leur ont inculqué la soumission à leur époux, alors qu'elles jouissaient d'une certaine autonomie. Elles ont eu accès à l'éducation, selon les valeurs de l'Occident de l'époque, elles ont donc appris les principes de l'hygiène et de l'alimentation, tout ce qui fait partie des «arts ménagers», ce qui est fort utile, mais les confinaient dans les tâches ménagères. Les filles étaient assujetties aux travaux domestiques dès leur plus jeune âge, alors que les garçons pouvaient faire d'autres travaux hors de la sphère familiale, acquérant ainsi indépendance et autonomie, sans oublier l'accès aux emplois et aux revenus financiers.

«*Aujourd'hui, les liens sociaux sont distendus et le contrôle social moins contraignant, il en résulte que – trop souvent – les femmes restent seules avec leurs enfants. Il est donc d'autant plus nécessaire que les dirigeants africains donnent la priorité à l'édification d'une société permettant aux femmes d'avoir la protection nécessaire pour que leur créativité puisse se développer pleinement, contribuant ainsi à l'enrichissement de la société tout entière.»*

tinent. Les femmes africaines s'organisent dans des associations de solidarité pour résister à la colonisation de leur propre champ de pouvoir. Elles inventent continuellement des solutions alternatives pour garder – retrouver parfois – un mode de vivre basé sur l'une des valeurs cardinales de nos traditions à savoir la solidarité africaine.

«*En Afrique, la mondialisation commence avec l'introduction du mode de production capitaliste et la modernisation technologique. La société traditionnelle est contrainte d'entrer dans un système global qui dépasse les frontières du clan, du village, de la région, du continent. Première conséquence: la dégradation du statut de la femme et sa marginalisation sur le plan technologique. Avec l'introduction de cultures vivrières diversifiées dont une partie est utilisée dans les échanges effectués par les hommes à la recherche d'une source de revenu monétaire, on assiste à une nouvelle division du travail entre femmes et hommes. Cette division a permis de maintenir la production de subsistance parallèlement à la production capitaliste.»*

En bref, l'on pourrait dire: aux femmes la tâche d'assurer le quotidien des familles en produisant de la nourriture et en vendant le surplus pour financer la scolarité des enfants, aux hommes la production de produits destinés à l'exportation... mais trop souvent sans qu'ils fassent bénéficier la famille du fruit monétaire de leur travail.

Non reconnaissance

«*La technologie n'a pas réduit les inégalités entre les hommes et les femmes. Avec la mécanisation agricole l'aggravation de la charge de travail des paysannes s'accompagne de la dégradation de leur statut socio-économique. Elles contribuent considérablement à la production économique, mais c'est à l'aide de moyens encore très archaïques.»*

Cette contribution à la richesse du pays est le plus souvent ignorée, si forte est l'invisibilité de ce travail que les femmes font depuis des siècles. Il va de soi, donc il ne compte pas!

Ce bref survol nous démontre que la situation des femmes africaines n'a pas beaucoup changé malgré la modernité. Aujourd'hui comme hier, elles nourrissent l'Afrique. Certes elles ne sont plus prêtresses, souveraines ou pharaonnes, mais certaines sont ministres, professeures; aujourd'hui comme hier elles sont thérapeutes, éducatrices. Elles ont démontré qu'elles étaient aussi aptes que les hommes à acquérir de nouveaux savoirs. Et pourtant leur statut actuel n'est guère différent du statut que leur octroyait la tradition.

Nos deux auteurs se retrouvent dans le constat suivant: Il faut reconnaître que les femmes d'Afrique n'ont aucun complexe d'infériorité et qu'elles disposent d'une capacité créatrice, d'une force d'initiative dans tous les domaines, «*ce qui tendrait à démontrer que l'Afrique n'a pas trop opprimé les femmes dans son histoire*» ajoute Ki-Zerbo avec malice...

Qu'en pensent les femmes africaines? ■

Maryse Durrer

Sources: *A quand l'Afrique?* entretien de Joseph Ki-Zerbo avec René Hollenstein, éd. d'en bas; A. Tshibilondi, *Femmes africaines et mondialisation*, in *Revue Spiritus*, no 166.

Livres

Foi chrétienne et mondialisation

Les chrétiens portent une responsabilité dans le phénomène de mondialisation et, pour la découvrir, ils doivent mettre en regard la Parole de Dieu et la situation actuelle. Telle est la thèse du livre d'Alain Durand.

La mondialisation est un processus d'universalisation qui vise l'unité de toute l'humanité. Elle est cohérente avec le plan de Dieu si elle se réalise dans la solidarité et pour le bien de tous. En cela, elle rejoint le récit biblique racontant, à partir du peuple juif, la libération de l'humanité entière. Par contre, cette mondialisation s'oppose à la volonté divine lorsqu'elle se réalise dans la domination de certains hommes et avec l'exploitation du plus faible par le plus fort. C'est le cas de la mondialisation néolibérale, qui n'obéit qu'aux lois du marché et du profit, au détriment des personnes. Dans une succession de courts chapitres, A. Durand montre les aspects positifs de la mondialisation et ses dérives possibles. Voici quelques exemples:

- La mondialisation doit servir l'homme, et non pas l'opprimer. La Parole prêche la priorité aux plus pauvres; or, on voit leur nombre augmenter dans le système néolibéral.
- La Parole prône une autre conception de la richesse. Pour un chrétien, elle est positive quand elle se partage et circule. Mais elle est négative quand elle s'accumule chez certains et les amène à dominer les autres. Par richesse, il faut entendre aussi d'autres valeurs que l'argent: bien-être des familles, service des personnes âgées, réponse aux besoins sociaux, culturels, spirituels.
- Le pouvoir est faussé quand il est aux mains de quelques-uns et échappe au contrôle démocratique. Jésus s'est identifié aux victimes pour les libérer.
- Les ressources naturelles sont mal réparties. Or elles appartiennent aussi à ceux qui en ont besoin. La gestion de l'eau doit être sociale et non économique.
- L'écologie se fait actuellement

au détriment des pays pauvres, qui sont les poubelles des pays riches, pollueurs. Les chrétiens sont responsables de gérer la création pour qu'elle reflète que Dieu est Père.

• Travailler à la naissance d'une mondialisation solidaire, c'est communier à la vie relationnelle qui est en Dieu. Plus qu'une éthique du don (qui peut être paternaliste), il faut viser une éthique de la réciprocité, de l'échange. Echange pas seulement économique, mais culturel et religieux. En effet, la mondialisation conduit à l'interreligion, et amène l'Eglise au dialogue plutôt qu'à un autoritarisme dogmatique.

En conclusion, le chrétien est amené à «transformer une mondialisation néolibérale en une mondialisation solidaire». Et cela en travaillant à une altermondialisation. Telles sont quelques-unes des pistes proposées par ce livre fort éclairant. ■

Jacques Perroux

La foi chrétienne aux prises avec la mondialisation, Ed. du Cerf. Disponible en librairie.

Livres

MST: La construction d'un mouvement social

L'un des mouvements sociaux les plus importants de toute l'Amérique latine, le Mouvement des travailleurs ruraux sans terre, et l'une des sociologies les plus brillantes du continent, la chilienne Marta Harnecker, se sont rencontrés. Résultat: un livre essentiel sur le MST-Brazil (créé il y a 17 ans), édité par le Centre Europe-Tiers Monde (CETIM).

Pour réussir à comprendre la dimension réelle du MST et à quels «vertus» il doit d'être parvenu à établir 350 000 familles paysannes en moins de 20 ans – tandis que plus de 100 000 autres attendent dans des campements qu'on leur donne des terres –, la sociologue et journaliste Marta Harnecker ne s'est pas contentée d'une étude minutieuse de l'abondante documentation disponible. Elle s'est rendue dans les campements et dans les assentamentos afin d'avoir des entretiens avec les responsables du MST qui ont complété ses recherches et ont fait du livre un ouvrage complet sur la question. Ce qui se dégage tout d'abord

du MST est son autonomie vis-à-vis des institutions et des forces politiques. «Fortement influencé par les courants religieux progressistes et clairement engagé dans le combat revendicatif des travailleurs ruraux, il ne se soumet à aucun diktat extérieur.» Ni même au parti des travailleurs où pourtant plusieurs d'entre eux militent et votent. L'autonomie est garantie par l'autofinancement et la formation des cadres, que régissent des valeurs éthiques, philosophiques et idéologiques inconnues dans d'autres mouvements sociaux. Autres forces: la discipline du mouvement, sa direction collective, «la force morale» et la «foi contagieuse en la victoire».

La réussite du MST, enfin, s'explique par le choix du socialisme comme solution au modèle néolibéral et capitaliste, la lutte inébranlable contre les injustices du capitalisme et la confiance dans la solidarité humaine. ■

Sergio Ferrari
service de presse
E-CHANGER

MST – Brésil, La construction d'un mouvement social, CETIM.
(en librairie ou à commander au 022 731 59 63)

Cette année, le calendrier zapatiste 2004 fête les dix ans de la révolte du Chiapas (1994-2004).
Son titre: *Nous n'avons pas besoin de permission pour être libres. Il peut être commandé à la librairie latino-américaine Nueva Utopia au 026 322 64 61 (tél.+ fax) ou par courriel à l'adresse: nueva.utopia@bluewin.ch*

Agenda

Ni hérisson, ni paillason, une exposition du Centre Martin Luther King pour soutenir la *Décennie pour une culture de la non-violence et de la paix au profit des enfants du monde* et fêter ses 35 ans d'existence **Lausanne, Forum de l'Hôtel de ville, jusqu'au 24 janvier 2004.**

Récit d'une mondialisation: exposition de photos, montrant le panorama de la mondialisation à travers les continents. **Genève, Maison communale de Plainpalais, jusqu'au 12 décembre 2003.**

Publicité pour les dieux – 4000 ans de porte-bonheur, exposition sur les moyens de communication des religions depuis l'Antiquité. **Berne, Musée de la communication, jusqu'au 25 janvier 2004.**

Changeement d'Adresse
16, Bd. du Pont-d'Arve
CH-1205 Genève

1200 Genève 2

COTMEC

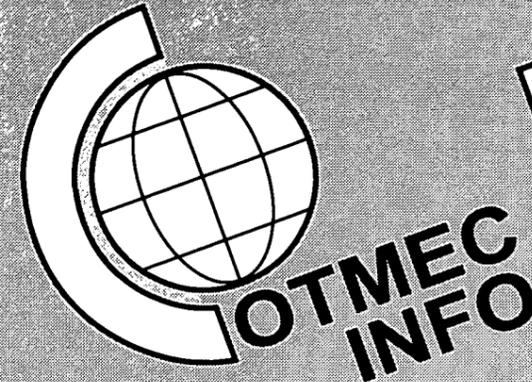
Commission Tiers Monde de l'Eglise catholique
16, Bd. du Pont-d'Arve
CH-1205 GENEVE
Tél : +41 22 708 00 78
Fax: +41 22 708 00 79
E-mail:
cotmec@worldcom.ch
Web:
www.cath.ch/cotmec
CCP: 12-21551-1

COTMEC-INFO est Mensuel

Abonnement: Frs 20.- /an
Rédactrice Responsable:
Nicole Kunz
Imprimerie: Fornara / GE

AVIS AUX ABONNES

Grâce à vous notre bulletin s'auto-finance chaque année, ce qui est un atout indispensable pour notre travail. Nous pouvons maintenir un abonnement à un prix accessible à tous si nous augmentons le nombre de nos abonnées. Merci donc de FAIRE CONNAÎTRE COTMEC-INFO autour de vous. Nous l'envoyons gratuitement à des correspondants dans des pays du Sud grâce aux dons supplémentaires. Grand MERCI à ceux qui soutiennent ainsi ces échanges. Les personnes qui ont reçu un abonnement en cadeau de la part de leurs connaissances ou qui auraient des difficultés financières ne sont pas concernées par les frais d'abonnement.



SOMMET MONDIAL
SUR LA SOCIÉTÉ
DE L'INFORMATION:
PERSPECTIVES
MITIGÉES

Commission tiers monde
de l'Eglise catholique

Billet évangélique

Angelots et diabolots

Pour échapper aux brumes déprimantes des derniers mois, on nous invite à faire un petit tour à Paris. Non que l'air y soit plus respirable qu'à Genève, mais le Palais du Luxembourg, habituellement hanté par une collection de vieux barbons, ne vit ces jours que par Botticelli. Ou Sandro Filipepi, si vous préférez, peintre au service des Médicis, qui s'évadait des intrigues florentines grâce à la limpidité de ses coloris. Il n'y a pas que la musique qui adoucit les mœurs; la peinture y peut quelque chose aussi!

Me revient en mémoire (visuelle?) la reproduction d'une Nativité réalisée par cet artiste. Un tableau en trois plans: celui du centre représente la crèche avec ses pieux personnages. Les bergers y accourent. Je devrais dire qu'ils s'y traînent tant ils font pitié. Botticelli les a peints comme des misérables. A Florence, les modèles ne devaient pas lui manquer. Le panneau inférieur est un souterrain infernal: des diables fourchus s'apprêtent à envahir le rez-de-chaussée où se débat notre pauvre humanité. Le plan supérieur – l'étage – ne peut être que le ciel où chantonent les anges. Mais eux aussi s'agitent et descendent avec des couronnes de rameaux d'oliviers pour encourager et couronner les bergers. «Paix aux hommes de bonne volonté!» L'artiste a pris la peine de dater et de commenter son œuvre. «Sandro, écrit-il sur une banderole, a peint ce tableau quand l'Italie sombrait dans la guerre!»

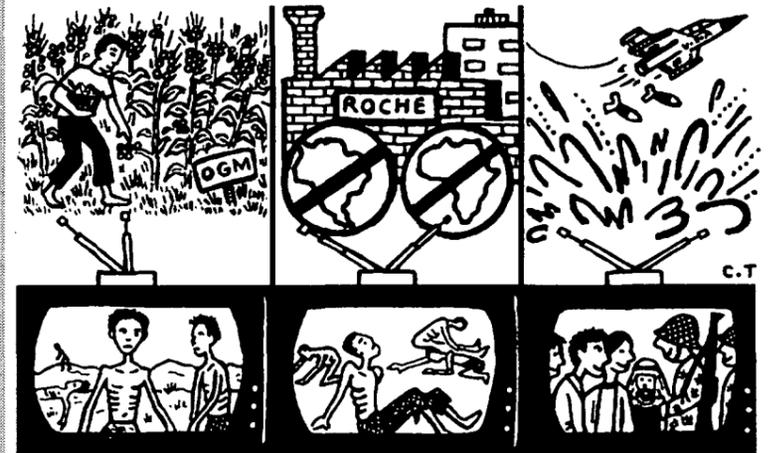
La guerre!!! Cette année qui finit nous en a légué une qui n'achève pas de pourrir, faute d'avoir été gagnée. Mais la guerre intérieure où s'affrontent dans chaque cœur humain angelots et diabolots est autrement plus sérieuse et plus tenace. Les anges finiront-ils par l'emporter?

Bonne fête de Noël... Quand même! ■

Guy Musy



La fin des illusions



Montesquieu n'avait pas prévu cela. Etablissant sa doctrine de la séparation des pouvoirs, il défendait une idée chère à lui-même et aux autres grands esprits de son siècle: le pouvoir, pour ne pas devenir abusif et arbitraire, se doit d'être circonscrit dans certaines bornes, limité par d'autres contre-pouvoirs. Une fois mise en application dans les premières constitutions, cette logique est devenue la pierre angulaire des systèmes démocratiques modernes.

Puis vinrent les médias. En son fondement, formidable opportunité pour tous de s'exprimer, de critiquer et de s'opposer, l'appareil médiatique s'est progressivement affranchi de son cadre démocratique initial pour devenir une arme entre les mains des puissants, le «seul pouvoir sans contre-pouvoir»¹.

Tous ceux qui se sont battus pour une totale liberté de la presse paraissent l'avoir fait en vain: le concept est devenu une couverture autorisant de nombreux abus² quand il n'est pas tout simplement piétiné, ironie du sort, par les plus grands défenseurs des libertés. La création, à la Maison blanche, d'un poste spécial de «contrôle de l'information» en provenance d'Irak s'inscrit dans cette tendance. Ainsi, tandis que les médias constituent de plus en plus un enjeu décisif du pouvoir, la pauvreté de la grande majorité de l'information proposée live et worldwide éclate au grand jour. Par rapport aux possibilités techniques actuelles, la qualité générale de l'information est affligeante. Depuis que notre société de l'image fonctionne à l'«orgasme événementiel» – de manière patente depuis la Guerre du Golfe – les médias font, dans leur immense majorité, office de miroirs déformants relayant des images vidées de leur sens et des idées 100 fois présentées et éloignent leur public – nous tous – d'une compréhension juste et objective de la réalité.

A quelques jours de l'ouverture du Sommet mondial sur la société de l'information, dont la première partie se tiendra à Genève du 10 au 12 décembre prochains, ces différents constats ne permettent pas un optimisme débordant quant au bon sens des conclusions qui y seront tirées. Puissent ceux qui sont persuadés – comme l'équipe de rédaction du COTMEC-Info – qu'une autre presse est possible se faire entendre! Car, comme nous le démontre la récente initiative de contestation qu'est la création d'un observatoire international des médias (*Media Global Watch*³), il est encore temps d'agir. ■

Jonas Pasquier

1 Voir *Le Monde diplomatique*, n. 595, octobre 2003.
2 Les campagnes de diffamation montées contre Hugo Chavez au Venezuela en sont un bon exemple.
3 voir www.monde-diplomatique.fr/2003/01/MEDIAWATCH/9603 ou www.portoalegre2003.net

Bolivie: lutte pour défendre les matières premières

La Bolivie présente une grande variété de paysages, de climats, ainsi que d'énormes richesses naturelles, dont le gaz naturel, qui en font, avec plus de 1,43 trillion de m³, la plus grande réserve de la région, sans pour autant profiter à la majorité de la population, ni permettre la modernisation du pays. Sur une population totale de 8,5 millions d'habitants, 5,6 millions vivent dans une extrême pauvreté.

Les gouvernements successifs ont toujours été au service des entreprises transnationales et ont progressivement dépossédé la Bolivie de ses biens. Citons le dernier exemple flagrant: Gonzalo Sánchez de Lozada qui, par la loi inique sur les hydrocarbures, a donné au Consortium Pacific LNG – soient Repsol-YPF, British Gas, BP – tous les droits d'exploitation du gaz pendant 20 ans. Pacific LNG paierait à l'Etat bolivien 70 centimes de dollar par 27



milliers de m³, un montant bien inférieur au prix payé actuellement par le Brésil par exemple (1,25 dollar). De ce montant, l'Etat bolivien percevait 18% de taxes, soit à peine 13 centimes.

Aujourd'hui, la société civile bolivienne veut décider du sort de ses ressources naturelles, comme l'a montré en septembre la mobilisation sociale contre l'exportation du gaz vers les États-Unis. La répression armée d'une grande violence qui a suivi, du gouvernement contre les paysans et les ouvriers, s'est soldée par des dizaines de morts et des centaines de blessés. Un officier a abattu un soldat qui refusait de tirer sur la foule désarmée tandis que d'autres militaires ont été

sauvagement frappés par leurs supérieurs pour la même raison. Des équipements de radio et de télévision ont été détruits, des journaux ont été confisqués, des journalistes menacés et des personnes emprisonnées.

Ces effroyables violations des droits humains ont poussé quatre ministres à la démission; des piquets de grévistes de la faim se sont multipliés sur tout le territoire; des prêtres et des religieuses, des intellectuels, des étudiants et des syndicalistes ont occupé les églises pour demander l'arrêt de la violence et le départ du président Sánchez de Lozada. Ce dernier et les ministres responsables de la répression se sont enfuis vers les États-

Unis, le 17 octobre. Carlos Mesa, le vice-président a pris la direction du pays en promettant des changements favorables aux intérêts de la nation. Si la société civile est vigilante, l'avenir reste sombre car le nouveau président a déjà changé son discours et a promis fidélité au FMI.

Cette révolte fait suite à la «guerre de l'eau» d'avril 2000, provoquée par la privatisation de la distribution d'eau à Cochabamba en faveur de l'entreprise américaine Bechtel (l'une des bénéficiaires du programme de privatisation de l'Irak). Lors de cette insurrection, le gouvernement s'est vu obligé de faire marche arrière et de renationaliser l'eau. Le départ forcé de Bechtel risque de coûter cher à l'État bolivien: cette entreprise veut récupérer 25 millions de dollars à travers la Banque Mondiale.

Ces deux événements montrent l'une des voies de la lutte altermondialiste: la nécessité de renationaliser les services publics et l'exploitation des matières premières. ■

Wilma Jung

Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI)

Des perspectives mitigées

A la veille du Sommet mondial sur la société de l'information, il est essentiel de montrer quels sont les véritables enjeux de cette problématique. Malgré le message que les organisateurs veulent en donner, les pays du Sud n'y joueront probablement pas un rôle de partenaires de poids, comme c'est d'ailleurs le plus souvent le cas dans ce genre de rencontre. Dans la dernière parution de *Terre Nouvelle* (n° 154, nov. 2003), Chantal Peyer de Pain pour le prochain pose dans une optique Nord-Sud la problématique de ce Sommet, en nous exhortant à participer activement aux manifestations culturelles et autres débats qui auront lieu en marge du Sommet officiel. Nous reproduisons ici intégralement son intéressante contribution. ■

Du 10 au 12 décembre aura lieu à Genève la première partie du Sommet mondial sur la société de l'information. Depuis deux ans, Pain pour le prochain est fortement engagé sur ce thème, afin de défendre les intérêts de ses partenaires du Sud. A quelques jours du Sommet, quel bilan tirer de ces préparatifs?

Etant donné la nouveauté du thème (qu'est-ce que la société de l'information?) ainsi que le contexte international défavorable – guerre en Irak, fragilité de l'organisation des Nations unies –, il serait irréaliste d'attendre du Sommet de Genève des résultats définitifs et un plan d'action abouti. Par contre, cette première phase du Sommet aurait dû per-

mettre de lancer un vaste débat sur la notion de société de l'information et de proposer des mesures concrètes en vue de réduire la fracture numérique. Au vu de ces critères, le Sommet semble, aujourd'hui encore, mal parti. Pourquoi?

Médias traditionnels

Premièrement, le débat a avorté avant d'avoir commencé, faute de courage politique et faute d'attention accordée aux contenus. Pour preuve, le peu de place accordée aux médias dits «traditionnels», c'est-à-dire à la radio, à la télévision et à la presse écrite. Malgré un lobbying et des propositions concrètes de la société civile, et malgré un soutien complet de la délégation officielle suisse – qui a assuré la présidence du groupe de travail gouvernemental sur ce thème –, seul un point, sur 50 et sept pages de textes, fait explicitement référence à ces médias dans la Déclaration actuelle. Il faut dire que les options étaient nombreuses: des pays latino-américains contre toute mention des médias communautaires, et de la Chine pour toute référence explicite à la liberté d'expression. A quelques jours du Sommet, la question des médias constitue toujours l'une des principales pierres d'achoppement du Sommet et les textes qui y font référence demeurent entre parenthèses.

Histoires d'argent

Deuxièmement, les énormes intérêts économiques en jeu. Si le secteur économique s'est caractérisé jusqu'ici par son absence de débats – au sein de la délégation suisse, la passivité d'économistes a été très remarquée –, il n'en demeure pas

moins qu'il défend activement ses intérêts en coulisses. Ainsi, la recommandation de «généraliser l'emploi de logiciels libres» a fait l'objet d'âpres débats, pour être supprimée de la Déclaration, suite à la pression de Microsoft, relayée par les États-Unis... Elle n'a finalement été réintroduite que suite aux menaces de la société civile de «se retirer d'un processus dans lequel elle ne se reconnaît plus».

Fossé Nord-Sud

Troisièmement, le caractère unilatéral du discours sur la fracture numérique. Le plan d'action propose des objectifs ambitieux et chiffrés pour réduire les inégalités en matière d'accès aux moyens de communication. Par exemple: connexion de toutes les universités jusqu'en 2005, de tous les villages d'ici 2010 et création de sites Internet pour tous les gouvernements dans un délai de deux ans. Toutefois, dans le contexte de libéralisation actuel des télécommunications – les accords de l'Organisation mondiale du commerce dans ce secteur datent de 1997 déjà –, les propositions pour atteindre ces objectifs semblent jouées d'avance: «ouverture des marchés, transparence et non-discrimination» sont les maîtres mots – largement reflétés dans la position suisse – d'un plan d'action qui voit dans les investissements privés la clé de voûte du développement des infrastructures.

L'Autre Forum

Alors, la réunion de Genève sera-t-elle simplement un sommet de plus? Au niveau officiel, le bilan est certainement amer pour la société civile: les innovations

importantes ont été minorisées ou effacées de la Déclaration et du Plan d'action actuels (médias communautaires, logiciels libres) et les États menacent de revenir en arrière par rapport à des accords existants de l'ONU (médias, Droits humains). Toutefois, malgré ces bémoins, il faut nuancer le constat. En effet, le Sommet de Genève sera l'occasion de nombreux événements parallèles tels que manifestations culturelles, tables rondes, débats. Et, au niveau suisse, il a initié un nouveau processus de dialogue entre les acteurs concernés – départements gouvernementaux, secteur privé et société civile – et stimulé l'émergence de nouveaux réseaux, comme «communica-ch», dont Pain pour le prochain est un membre fondateur, qui s'interrogent sur la façon de défendre une information et une communication citoyennes. C'est sans doute de ces marges que pourra naître un vrai débat. ■

Chantal Peyer
Pain pour le Prochain

Signalons un excellent site Internet créé sur initiative de la Fondation éducation et développement, en collaboration avec Pain pour le prochain, Action de Carême, la Communauté de travail et la Déclaration de Berne, et conçu expressément pour les élèves de 13 à 18 ans. Il aborde de manière claire les enjeux du thème de l'information. Des fiches éducatives peuvent être téléchargées en format pdf. Un forum de discussion permet de poursuivre les débats et de susciter des échanges entre les élèves du Nord et du Sud. www.globaleducation.ch ■

Pétrole du Tchad: quels enjeux pour la population?

Pour la grande majorité de la population du Tchad, l'exploitation du pétrole représente l'espoir d'enrayer la pauvreté et d'apporter d'importantes améliorations (emplois bien rémunérés, carburant et électricité bon marché, routes bitumées). Un objectif soutenu par la Banque Mondiale et le gouvernement. Revenant sur ses promesses, Esso affirme aujourd'hui que son activité est uniquement commerciale.

Dès 2004, les revenus du pétrole permettront à l'Etat de doubler son budget, tandis qu'une nouvelle loi prévoit que la grande majorité des revenus soient alloués aux secteurs prioritaires du développement (santé, éducation, développement rural, etc.). Un collège de contrôle est chargé de vérifier la bonne utilisation des recettes pétrolières. La Banque Mondiale assure que chaque centime provenant du pétrole sera contrôlé et qu'en cas de mauvaise gestion dans ce domaine, elle suspendra ses décaissements dans tous les programmes en cours. Est-ce

suffisant, vus les antécédents du gouvernement qui a investi une avance de la Banque Mondiale dans l'achat d'hélicoptères de combat? La plupart des représentants de la société civile sont sceptiques. Dans les pays voisins, le pétrole a seulement contribué à enrichir l'oligarchie au pouvoir. Il faudrait un véritable changement dans la manière de gouverner et de gérer le pays. La population est fatiguée des promesses faites et non tenues.

Impacts écologiques et sociaux

Esso se targue de respecter les normes sévères de la Banque Mondiale. Si le pipeline est construit selon des normes de sécurité supérieures à celles de Shell au Nigeria qui a produit une catastrophe écologique, la popu-

lation reste méfiante. Notamment à cause de promesses non tenues, comme celle sur le torchage (gaz brûlé sur place) qui est actuellement bel et bien pratiqué. Les habitants de la région d'exploitation se plaignent d'autres dommages: déchetteries non autorisées, poussière permanente, pollution des eaux, celles des affluents des deux grands fleuves, Logone et Chari, et le Lac Tchad à l'écosystème très fragile.

La population n'est pas préparée pour affronter les bouleversements causés par la présence des pétroliers. Beaucoup de jeunes paysans ont vendu leur bétail et équipement agricole pour devenir ouvriers chez Esso. Actuellement, la grande majorité de la population locale n'est pas suffisamment qualifiée et peu de personnes trouvent un emploi.

Les conditions d'embauche sont souvent peu favorables: contrats pour trois mois et grande partie du salaire ponctionné par des intermédiaires. Bébidja et d'autres villes voient augmen-

ter la criminalité à cause des nombreux jeunes désœuvrés venus de la campagne.

Dommages et compensations

Il existe des tables de taux de compensation pour les destructions causées par Esso. Grâce aux ONGs, les tarifs pour les arbres par exemple ont augmenté. On connaît le cas du manguiquier qu'Esso voulait rembourser à 3500 CFA (8 CHF), et qui est passé à 550 000 CFA (1290 CHF). Reste que beaucoup de paysans ne sont pas indemnisés correctement.

Le rôle de la société civile est donc de taille face aux engagements non tenus d'Esso et du gouvernement tchadien, afin que les droits des populations soient respectés. L'appui des ONGs au Nord est essentiel pour pouvoir exercer leur rôle de contre-pouvoir et de défense des intérêts de la population de la zone pétrolière. ■

Roger Zürcher
Volontaire de Eirene

Pour en savoir plus:
<http://www.lotiko.org/>
<http://www.erdoel-tschad.de/>
www.ialtchad.com
www.pipelinewatch.org
www.amisdelaterre.org

